

n° 448  
SEPTEMBRE  
2016  
4,60 €



# silence

**TOUT LE MONDE  
EN SELLE !**

**DÉCROISSANCE ET REVENU DE BASE**

**L'ÉCOLE DU TROISIÈME TYPE**



écologie • alternatives • non-violence

### 3 QUESTIONS À... Aurore Evain,

co-fondatrice du collectif *Midi Minuit Matrimoine*  
avec Blandine Péliissier

Les 17 et 18 septembre 2016 aura lieu la deuxième édition des Journées internationales du Matrimoine. Celles-ci ont été créées par plusieurs collectifs, notamment le vôtre qui regroupe une quinzaine d'associations féministes françaises et espagnoles (1). En quoi consiste cette initiative ?

L'idée est de célébrer les biens culturels ou artistiques hérités et transmis par nos mères puisque cet héritage a été complètement effacé de l'Histoire. On croit que cela n'existe pas et que ce mot est un néologisme, or c'est faux. Au Moyen Âge, lors d'un mariage, on déclarait les biens transmis par les pères, le patrimoine, et ceux des mères, le matrimoine. Tandis que le terme masculin a pris du gallon, le féminin s'est cantonné à la sphère privée. Ces mots résument bien l'histoire des femmes en général. Le patrimoine constitue environ 99% de notre héritage. Ces journées souhaitent ouvrir une nouvelle page de notre Histoire qui n'a pas été écrite pendant des siècles. C'est un moyen

de légitimation essentiel. Il n'existe que des modèles masculins auxquels se référer. On répète des modes d'identification patriarcaux qui mettent de côté la moitié de la population mondiale. Et les hommes doivent eux-mêmes pouvoir s'identifier à des figures féminines. Lors du *Midi Minuit du Matrimoine*, les créatrices et créateurs militent avec leur art pour mettre en lumière toutes ces oubliées. Pendant une journée, de midi à minuit, des performances de toutes formes se déroulent dans l'espace public. Des artistes lisent des extraits de pièces de théâtre d'autrices, créent des concerts, déclament des poèmes, etc. Des conférences sont également organisées.

#### En quoi ces initiatives autour du matrimoine sont-elles internationales ?

Nous avons envie que les frontières géographiques s'ouvrent en cette période où elles se referment alors que nous accueillons des réfugié-e-s. Le 26 mars 2016, nous avons déjà fait une action en ce sens au lieu artistique parisien Confluences, notre premier « InterMatrimoine » en faveur des personnes migrantes. Rapidement, nous nous sommes rendues compte de notre méconnaissance à propos des femmes artistes non-occidentales. États-Unis, Angleterre... Il s'agit toujours de la même sphère culturelle à laquelle nous nous référons. Des modèles plus larges doivent être créés afin de bâtir une Histoire

qui concerne toutes les femmes. Cette année, le collectif a cherché des figures arabes, iraniennes ou berbères. Nous avons découvert, par exemple, les poétesses iraniennes Forough Farrokhzād et Simine Behbahāni, ou encore les Syriennes Daad Haddad et Sanyia Saleh, très connues dans leur pays. Alors qu'ici, peu en ont entendu parler. Se pose aussi la question de la traduction car les textes sont lus par des Français-e-s. C'est encore expérimental mais très fédérateur. On se sent en lien avec le monde entier, on ouvre nos frontières cérébrales, un vrai bol d'air frais !

#### Quelles actions avez-vous mises en place cette année ?

L'évènement du Midi Minuit Matrimoine se déroulera à Paris mais de nombreuses actions sont prévues partout en France grâce au mouvement HF et Osez le Féminisme ! notamment. Comme l'année dernière, HF organisera, entre autres, des parcours urbains qui retracent les vies des effacées de nos établissements culturels, comme des musées. Leur délégation d'Auvergne Rhône-Alpes a lancé cette année une Quinzaine du matrimoine du 12 au 25 septembre. Le Centre dramatique national de Montluçon [dans le département de l'Allier] organise de son côté, à son initiative, ses propres

journées du Matrimoine. Mais l'idée n'est pas de devenir un 8 mars bis, où les luttes des femmes sont célébrées uniquement sur une seule journée et oubliées le reste de l'année. Nous réfléchissons à faire le Printemps des Poètes en même temps que le Printemps des Poètes. À chaque moment symbolique, le collectif rappelle qu'il existe ce matrimoine. On appuie sur le côté politique du mot puisqu'en l'état actuel des choses, on est obligées de passer par là, avant de pouvoir parler non plus de patrimoine ni de matrimoine mais d'héritage commun.

(1) Le mouvement HF, Osez le Féminisme, La Barbe, le collectif Georgette Sand, Genre et Ville, Mujeres en las Artes Visuales, Clasicas y Modernas, Proyecto Vaca, etc. en font partie.

• Coordonnées : Collectif *Midi Minuit Matrimoine*  
<http://midiminuitmatrimoine.tumblr.com/>

#### UN MEETING POUR MOBILISER LES SOUTIENS DE FRANÇOIS HOUANDE



LASSERPE.

#### NUIT DEBOÛT A SON POTAGER



LASSERPE.

#### ENFIN DES AIDES POUR LA JUSTICE



LASSERPE.

#### FESTIVAL DE CANNES 2016



LASSERPE.

## ■ DOSSIER

TOUS LE MONDE  
EN SELLE !

## 5 Penser aux oublié-e-s du vélo

Camille Pechoux, ergothérapeute, est la "madame Vélo" du centre de ressources et d'innovation mobilité handicap (CEREMH). Elle nous explique comment elle promeut et facilite l'usage des cycles pour tous.

8 Pousse-pousse, cyclo-taxis  
et compagnie se feront-ils  
une place ?

Dans la plupart des villes, grandes ou moyennes et leur périphérie, nombre de services de tricycles taxis à deux places (trois, avec le chauffeur aux pédales) transportent aussi bien des touristes que des citadins de tous âges.

## 9 Cyclopousse taxi senior

A Villeurbanne et Lyon, une expérience de transport innovante sur le plan social et écologique, pour les seniors et les personnes à mobilité réduite.

10 Former la future génération  
plutôt que changer l'actuelle

Olivier Schneider, président de la fédération des usagers de la bicyclette (FUB), analyse les freins à la pratique du vélo chez les plus jeunes et donne des pistes pour rendre la prochaine génération plus cycliste qu'automobiliste.

12 Créer des conditions favorables à  
la pratique du vélo pour tou-te-s

L'étalement urbain a favorisé une société organisée autour de la voiture individuelle. La Fédération des usagers de la bicyclette (FUB) rappelle les principaux obstacles au développement du vélo.

## ■ CHRONIQUES

## 16 Bonnes nouvelles de la Terre :

Une entreprise sans hiérarchie, c'est possible

## 17 L'écologie, c'est la santé :

Glyphosate : la démocratie européenne à l'épreuve

## 19 100 dates féministes pour aujourd'hui :

1924 : « Écoutez grandir leur colère », la grève des sardinières de Douarnenez

## 21 En direct de nos colonies :

APE : Accords de Paupérisation Économique

## 23 Catastrophe de Fukushima :

Santé, surtout ne pas savoir !

## ■ ARTICLES

## 29 Enquête Silence

## Transports et conscience écologiste

Pour cette septième enquête réalisée en 2015 auprès de son lectorat, Silence a voulu en savoir plus sur ses habitudes de déplacements. Quels sont les moyens de transport utilisés régulièrement pour se déplacer ? Les lecteurs de Silence prennent-ils l'avion ?

32 Éducation alternative : Bernard Collot  
et l'école du troisième type

Si l'école a pour mission de préparer les citoyens de demain, alors quelle école souhaitons-nous pour quel monde à venir ? Bernard Collot, aujourd'hui retraité de l'éducation nationale, a expérimenté pendant plus de trente ans une approche "tâtonnante" qu'il a théorisée sous le nom de "école du 3e type".

## 34 Non-violence

## Se former au vivre-ensemble

Depuis 2010 la FEVE, Formation et expérimentation au vivre-ensemble, permet à des personnes souhaitant se préparer à des projets alternatifs et à des aventures collectives de se former au vivre ensemble.

## 36 Retour en Algérie

## 60 ans après, des voyages fraternels

Lorsque l'Etat annonce à d'anciens appelés en Algérie arrivés à l'âge de la retraite, qu'ils vont toucher une pension de combattants, ils sont saisis d'un haut le cœur. Nous sommes en 2005. Cinquante ans de silence les séparent des faits. Trop de douleur et de honte et le poids d'une culpabilité personnelle les ont rendus muets. Mais pour ce qui est de toucher une pension de guerre, ça non !

## 38 Décroissance et revenu de base

Le débat sur le revenu de base s'enrichit régulièrement. Nous revenons sur le sujet avec Vincent Liegey, Stéphane Madelaine, Christophe Ondet et Anisabel Veillot, co-auteurs d'Un Projet de Décroissance – Manifeste pour une Dotation Inconditionnelle d'Autonomie et membre du Parti(s) pour la décroissance.

## 48 Portraits sous la tempête

Les deux photographes Benjamin Von Wong et Kelly DeLay se sont associés pour réaliser une série de portraits, pris devant de réelles tempêtes en évolution aux Etats-Unis.

## ■ BRÈVES

14 Alternatives • 17 Santé • 18 Société

19 Femmes, hommes, etc. • 20 OGM • 20 Agri-bio

21 Nord/Sud • 22 Énergies • 22 Nucléaire • 24 Paix

25 Politique • 26 Environnement • 27 Environnement

27 Climat • 28 Annonces • 41 Courrier • 42 Livres

46 Quoi de neuf ?

Prochain dossier :

Vivre avec la forêt



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 29 juin 2016.

Editeur : Association Silence - N° de commission paritaire : 0920 D 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - Date de parution : 3<sup>e</sup> trimestre 2016 - Tirage : 4850 ex. - Administrateurs : Pascal Antonanzas, Eric Cazin, Monique Douillet - Directrice de publication : Monique Douillet - Comité de rédaction : Michel Bernard, Monique Douillet, Guillaume Gambin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - Pilotes de rubriques : Christian Araud, Cécile Baudet, Rebecca Bilon, Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Natacha Gondran, Emilienne Grossemy, René Hamm, Divi Kerneis, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, MickoMix, Annie Le Fur, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Marcel Robert, Pinar Seleak, Xavier Sérédine, Francis Vergier - Maquette : Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - Dessins : Lasserpe, Yakana - Correcteurs : Andrée Battagliéri, Bernadette Bidaut, Bernard Capelier, Monique Douillet, Emmanuelle Pingault - Photographes : Simon Barthélémy / Rue89 Bordeaux, Raphaël Bodin, Henrik Boegh, Monique Douillet, Emilie Massemin, Osativa, Andre Weima - Et pour ce n° : Isabelle Cambourakis, Manon Deniau, Mathieu Lopes, Emilie Massemin, Jocelyn Peyret, Xavier Rabilloud, Gaëlle Roncin, Eva Timone-Martinez, François Veillerette, Anaïs Zuccari - Couverture : DR - Internet : Damien Bouveret, Xavier Sérédine - Développement supports informatiques : Christophe Geiser (e-smile.org) - Archives : Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorisée, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

Association Silence

9, rue Dumenge,  
69317 Lyon Cedex 04

Tél. : 04 78 39 55 33

[www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • Dépositaires, stands et gestion : Olivier Chamarande : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • Rédaction : Guillaume Gambin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335  
Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur – Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

# ÉDITORIAL

## Des vélos pour tous les usages



Embouteillage cycliste... aux Pays-Bas



Signalisation au sol



Véloroute rurale



Feux de signalisation allemand



Véloparade de l'Heureux Cyclage à Lyon

C'est un fait, le vélo est aussi bon pour le porte-monnaie que pour la santé (des personnes et de la planète). Il est en milieu urbain le plus rapide des modes de transports, un facteur important d'autonomie énergétique et de réduction de la pollution. Pédaler est bon pour le moral, contribue au lien social, à une ville à échelle humaine, apaisée, plus agréable à vivre. Bref les (bonnes) raisons d'enfourcher son biclou sont multiples, le site [carfree.fr](http://carfree.fr) en liste même 185 (1) !

Si en ville la part modale de la voiture est en baisse avérée, amorcée en 2006 à Lille et à Lyon (2), les cyclistes, eux, ne sont guère plus nombreux au fil des années : seul-es 3 % de Français-es se déplacent quotidiennement à vélo, soit 2 millions de personnes.

La loi relative à la transition énergétique (3) dit pourtant que "Le développement et la diffusion de l'usage du vélo [...] constituent une priorité [...] et impliquent une politique de déploiement d'infrastructures dédiées".

Mais alors, que manque-t-il, pour que nous soyons toutes et tous à vélo ?

Silence ayant déjà consacré plusieurs dossiers au vélo (4), celui-ci ne se focalisera pas sur les généralités autour du pédalage grand public. Nous avons préféré ici aller creuser du côté des "oubliés" du vélo : comment continuer à se déplacer à bicyclette en vieillissant ? Les personnes avec un handicap peuvent-elles enfourcher la petite reine ? Pourquoi et comment former les enfants à être de futur-e-s cyclistes, plutôt que de les inciter à devenir la prochaine génération d'automobilistes ? Toutes questions qui trouveront des pistes de réponses dans les pages suivantes, afin que nous puissions véritablement tou-tes nous mettre en selle.

Anaïs Zuccari

(1) <http://carfree.fr/index.php/2013/09/28/raisons-de-faire-du-velo/>

(2) sources : Enquête nationale Transports Déplacements 2008 et Enquête déplacements 2014-2015 du Sytral

(3) Loi n° 2015-992 du 17 août 2015, article 41.

(4) Le dernier dans le numéro 391 de juin 2011.



▲ De larges pistes cyclables permettent d'accueillir différentes sortes de vélos

## Penser aux oublié-e-s du vélo

Camille Pechoux, ergothérapeute, est la responsable de l'antenne Rhône-Alpes du centre de ressources et d'innovation mobilité handicap (CEREMH). Elle est la "madame Vélo" de cette association, dont le but est d'accompagner l'innovation dans le domaine de la mobilité et du handicap. Elle nous explique comment elle promeut et facilite l'usage des cycles pour tous.

**C**RÉÉ EN 2008, LE CEREMH SIÈGE DANS LES Yvelines. Une dizaine d'ergothérapeutes, ergonomes, ingénieurs et formateurs à la mobilité y travaillent sur "l'accessibilité dans la mobilité", qui consiste à faciliter les déplacements de ceux et celles qui ont du mal à bouger. Autonomie et accessibilité sont en général associées à la voiture individuelle ou à l'aménagement de l'espace public (trottoirs accessibles, voiture adaptée aux personnes en fauteuil roulant, accessibilité des transports en commun). Camille Pechoux, elle, travaille spécifiquement sur la question de l'accès au vélo pour tous. En Allemagne et aux Pays-Bas, beaucoup de solutions existent, peu connues en France, y compris par les professionnel-les.

Le CEREMH forme des professionnels tels que des ergothérapeutes ou des commerciaux. Il les sensibilise aux enjeux de la mobilité active (marche et cyclisme, principalement), et accompagne dans leurs projets les industriels et les collectivités. Celles-ci demandent en effet à être aidées pour que leur politique de mobilité soit plus inclusive afin que les vélos proposés soient accessibles à plus de monde, par exemple les vélos en libre service.

### LES FREINS

Il existe aujourd'hui une grande diversité de vélos, permettant de se déplacer quelles que soient ses

difficultés, grâce à des adaptations supplémentaires qui facilitent la pratique, y compris en cas de difficultés mentales — un changement de vitesse automatique, par exemple.

Le problème reste la disponibilité : les marques fabriquant ces vélos sont surtout étrangères, et on ne trouve en général en France qu'un importateur par marque, aux quatre coins du pays. En outre, les aides financières proposées pour l'achat d'un vélo ne sont pas toujours en rapport avec le coût réel de ce type de véhicule. Parmi les aides financières, la prestation de compensation du handicap, par exemple, ne concerne pas tous les usagers potentiels de ces vélos (dont les personnes âgées).

Un tricycle de base pour adulte coûte 600 € en moyenne, contre 100 € pour un bicycle asiatique en grand magasin ; mais cela peut aller jusqu'à 10 000 €, par exemple pour un triporteur sur lequel on peut charger un fauteuil roulant.

### AUTONOMIE ET EXERCICE PHYSIQUE

Alors que les personnes en situation de handicap ont parfois un lourd programme quotidien d'exercices physiques, on ne leur recommande jamais le vélo pour leurs déplacements quotidiens. Il y a pourtant un véritable enjeu de santé publique dans la mobilité active, notamment pour ces personnes, qui ne se voient par



▲ Le CEREMH travaille avec des vélos-écoles pour, comme ici, former du personnel médical à l'usage de différents types de vélos aménagés pour des handicapés

ailleurs pas proposer grand-chose. Le vélo est pourtant un excellent moyen d'allier déplacement et exercice. En outre, les vélos adaptés permettent de transporter des charges ou des enfants sans risque de déséquilibre, même en cas de difficultés motrices. Camille Pechoux nous en donne un exemple concret : un parent qui a besoin d'une canne pour se déplacer peut transporter son enfant à vélo, ce qui rend ses déplacements bien plus aisés.

Pour leurs courses ou leur vie sociale, les personnes âgées restent principalement dans leur quartier, ce qui est particulièrement adapté à la pratique du vélo. Il paraît donc intéressant et important de proposer des vélos adaptés aux personnes vieillissantes, et de former celles-ci à les utiliser. Cela leur permettrait de rester mobiles,

avec peu de fatigue et de douleur, contrairement à ce que la marche peut engendrer.

### TRAVAILLER SUR L'IMAGE STIGMATISANTE DES VÉLOS DIFFÉRENTS

Pour l'instant, en France, les véhicules qui remédient aux problèmes d'équilibre, sortes de tricycles, apparaissent aux yeux des utilisateurs (potentiel-les) comme des outils faits pour les personnes handicapées, d'où leur mécontentement : on les entend souvent dire : "on est vieux, pas handicapés". Plus il y aura de vélos atypiques (triporteurs, vélos cargo...), moins les vélos conçus en fonction des handicaps seront voyants, donc stigmatisants. En Allemagne, des vélos de

## Emploi : pédaler pour ne plus ramer ?

**D**e nos jours, il est essentiel de pouvoir se déplacer pour accéder à un emploi et le conserver. La mobilité, "vendue" comme une qualité sur les CV, est de ce fait au cœur des enjeux d'égalité en la matière.

Dans sa fiche Mobilité et accès à l'emploi (1), la Maison de l'emploi de Marseille reconnaît que la mobilité, et donc l'accès au monde professionnel, "est encore trop souvent liée au 100% voiture". Elle note "un lien ténu entre occupation d'un emploi et possession du permis de conduire, surtout en périphérie du centre-ville". Dans certains secteurs d'activité, de nombreux employeurs exigent la possession du permis de conduire pour les candidats à un poste dans leur entreprise. J'ai moi-même fait l'expérience, étant inscrite en agence d'intérim (à Grenoble, ville pourtant plutôt cyclable), du scepticisme des recruteurs lorsque je disais que je me déplaçais à vélo — pour eux, cela ne correspondait pas à l'idée d'être "véhiculée".

On constate chez les demandeurs d'emploi une capacité de déplacement motorisé réduite : une forte part d'entre eux ne possède

ni permis de conduire ni abonnement aux transports en commun (de 18% à 30% selon le territoire). Ce fait met en évidence les inégalités sociales vis-à-vis de la possession du permis de conduire, et le lien entre ce dernier et l'accès à l'emploi.

L'usage de la voiture revient cher (jusqu'à dix fois plus que les transports en commun), et représente un poste toujours plus important dans le budget des ménages. On parle alors de dépendance énergétique, voire de précarité énergétique. Dans ce cadre, le vélo, avec son coût presque négligeable comparé à celui d'une automobile, a toute sa place. En milieu urbain, il est compétitif sur des distances allant jusqu'à 6 km.

La capacité à se déplacer est primordiale pour l'accès à l'emploi (et pour son maintien) ; le vélo, lui, ne laisse personne sur le bord de la route... **AZ.**

(1) Fiche thématique de décembre 2013



▲ Ce tricycle permet de transporter une personne handicapée sans qu'elle ait à descendre de sa chaise roulante

voyage ont été ajustés aux diverses situations de handicap, devant la forte demande. L'image moins unique du vélo leur permet de se fondre aujourd'hui dans la masse.

## INCLURE TOUT LE MONDE

Adapter des vélos pour tout le monde suppose de repenser les aménagements cyclables : l'écart entre les arceaux de stationnement est volontairement étroit, afin d'empêcher les deux-roues motorisés de s'y garer. Cela rend l'accès difficile à une personne en surpoids, une femme enceinte ou une personne qui a des difficultés motrices. Les potelets installés sur les pistes cyclables pour empêcher les voitures de passer empêchent également le passage de vélos plus larges, ou équipés d'une remorque. L'accès aux stationnements sécurisés, en gare par exemple, est souvent exclu pour les personnes avec des vélos spéciaux, ou celles qui ont des difficultés de préhension et d'équilibre.

Le CEREMH travaille avec les associations qui proposent des vélo-écoles pour que celles-ci incluent les personnes à mobilité réduite, y compris dans les formations tout public. Il existe actuellement des vélo-écoles pour les seniors, ou des groupes pour les autistes, par exemple, mais il ne s'agit pas d'une démarche d'inclusion. Or, c'est cette inclusion que vise le CEREMH.

## PARTAGER LA VILLE

Une ville apaisée rend la circulation plus favorable au vélo de manière générale, mais c'est encore plus vrai pour les personnes à difficultés spécifiques : il serait bon de passer à la "ville 30" (de limiter la vitesse à 30 km/h). Le partage de l'espace public passe par l'outil réglementaire. Pour une personne avec un handicap mental, qui

n'a pas forcément l'habitude de se concentrer, en zone urbaine, le danger surgit à chaque carrefour. Sur une piste cyclable, on est tranquille tout le long, mais chaque intersection pose problème. En outre, une baisse de la vitesse de circulation des motorisés et du nombre d'automobiles, en rendant la ville plus sûre, et donc en apaisant tous les déplacements, règle le problème des aménagements de la voirie : ils ne sont plus nécessaires. Les cyclistes n'ont plus besoin de piste cyclable séparée de la chaussée lorsque les automobilistes roulent lentement, car ils ne se sentent pas en danger.

Dans son document "Une voirie pour tous", parmi les trois critères de qualités à prendre en compte dans l'aménagement des espaces publics, le conseil national des transports insiste sur la nécessité de "réduire les différentiels".

*"La cohabitation ne peut se faire en sécurité que lorsque les vitesses ne sont pas trop différentes, que lorsque les masses critiques des différents usagers sont à peu près équilibrées et que lorsque les vulnérabilités entre usagers sont atténuées [...] : trois facteurs clés qui permettent de décider de faire cohabiter ou au contraire de séparer les différents usagers de la voie publique."*

Les aménagements qui ne visent qu'un seul mode de transport excluent forcément les autres, surtout lorsque ceux-ci sont plus vulnérables. Parions sur un rééquilibrage des investissements pour rendre aux piétons et aux cyclistes la voirie, ainsi que l'espace public, et faire des villes des endroits agréables à vivre, pour tou-te-s.

Anaïs Zuccari ■

■ CEREMH,  
10-12, avenue de l'Europe,  
78140 Vélizy,  
<http://ceremh.org>



▲ Cycloville à Toulouse

# Pousse-pousse, cyclo-taxis et compagnie se feront-ils une place ?

On trouve dans la plupart des villes, grandes ou moyennes et leur périphérie, nombre de services de tricycles taxis à deux places (trois, avec le chauffeur aux pédales) qui transportent aussi bien des touristes que des citoyens de tous âges.

CETTE INVENTION, INSPIRÉE DU POUSSE-pousse asiatique, a fait son apparition à Lyon en 2003. Il est amusant que ce moyen de transport, supprimé par la Chine communiste en raison de son caractère dégradant, réapparaisse en Occident sous une forme ludique. "Gérée par une entreprise indépendante, l'activité offre à des jeunes un job d'appoint de chauffeur, voire de guide touristique." (Le terme "job" désigne en général un emploi éphémère et aléatoire, aux conditions salariales plus ou moins réglementées.) Sur la coque des véhicules, des publicités assurent une recette complémentaire, souvent plus de la moitié des recettes.

Ce moyen de déplacement ludique a plu. Les maires des grandes villes, désireuses de réduire les émissions de gaz à effet de serre, ont plutôt bien accueilli les propositions d'installation. D'aucuns, pragmatiques, y ont vu un moyen de réintroduire la publicité dans des espaces publics classés...

Les sociétés s'appellent *Cycloville* à Amiens, Annecy, Compiègne, La Rochelle, Lille, Montpellier..., *Vélo-taxi* à Toulouse, *Trip-Up*, *tricycle urbain de proximité* à Paris, *Cyclopolitain* à Rennes et à Lyon (1).

Mais ces initiatives ne sont pas les bienvenues partout. Elles sont interdites par exemple à Colmar, Marseille et Strasbourg, pour des raisons différentes ! A Marseille, les taxis ont obtenu l'interdiction des

"vélocabs", qu'ils considèrent comme des concurrents déloyaux. (De même qu'ils ont réussi à faire interdire la circulation des vélos municipaux de nuit.)

A Strasbourg, après divers incidents qui ont révélé le vide juridique dont bénéficient actuellement ces tricycles, mettant la justice dans l'embarras, la municipalité ordonne maintenant la mise à la fourrière des vélos-taxis !

## TROP DÉPENDANTS DE LA PUBLICITÉ

A Pau, les cyclo-taxis *d'EcoFil* ont failli disparaître. La société a perdu 80 % de son budget fourni par les annonceurs, ce qui a mis ses finances en péril. Depuis sept ans, 600 à 700 personnes l'utilisent chaque mois, parmi lesquelles un grand nombre de personnes âgées dont le lieu de résidence n'est pas desservi par la société de transports urbains. Une subvention exceptionnelle de 15 000 €, accordée par le syndicat mixte des transports urbains, a permis de les maintenir en conservant leur tarif : 1 € de prise en charge et 1 € par kilomètre.

On constate que ces initiatives, qu'elles soient privées ou semi-publiques (associations subventionnées), restent fragiles et n'ont pas encore trouvé leur assise.

Monique Douillet ■

(1) Cette société privée n'a pas de lien avec "Cyclo-pousse", service associatif à l'intention des seniors, né en 2006 à Villeurbanne, dont nous parlons page suivante.



▲ Inauguration du cyclopousse à Lyon

# Cyclopousse taxi senior

A Villeurbanne et Lyon, une expérience de transport innovante sur le plan social et écologique, pour les seniors et les personnes à mobilité réduite.

**L**A VILLE DE VILLEURBANNE, DANS LE Rhône, a imaginé en 2006 une solution innovante et écologique permettant aux personnes âgées de se déplacer dans leur quartier pour faire des courses ou des sorties d'agrément. Le cyclopousse taxi vous prend et vous ramène à la porte de votre habitation pour 1,50 €, quelle que soit la distance. Double objectif social, puisque le véhicule est piloté par des bénéficiaires de contrats aidés formés à l'accompagnement. La mairie contribue à financer la structure.

Cette innovation a rapidement intéressé la ville de Lyon et attiré l'attention de plusieurs partenaires financiers (1).

En 2009, la ville de Lyon avait mis en service le cyclopousse dans trois arrondissements (le 3<sup>e</sup>, le 4<sup>e</sup> et le 5<sup>e</sup>) et finançait largement l'opération. Sur un total de 25 000 € de budget, elle prenait en charge 20 000 €. Trois mille euros provenaient de sponsors privés, et 2000 € des usagers. A la fin de cette même année, une enquête de satisfaction auprès des utilisateurs plébiscitait le service, avec néanmoins quelques critiques sur la sécurité et le confort.

Or, en décembre 2015, au moment où je m'apprêtais à enquêter sur ce service original, j'ai appris qu'il fermait, "faute de clients". Un chauffeur qui travaillait pour l'association gestionnaire Résidence et foyer (AREFO), regroupant des résidences pour personnes âgées, m'a pourtant affirmé que le service donnait satisfaction. Cette décision précipitée de fermeture le laissait amer.

## UNE SOLUTION DE REMPLACEMENT ?

Interrogée par téléphone, Françoise Rivoire, adjointe au maire de Lyon, déléguée aux liens inter-

générationnels et aux personnes âgées, m'assure qu'une solution de remplacement est à l'étude. Une analyse du fonctionnement des cyclo-taxis dans toutes les villes de France est en cours et, en parallèle, on mène une enquête approfondie sur les demandes des seniors, qui sont loin d'être uniformes. Selon elle, le dispositif et l'outil sont très intéressants, mais le modèle économique doit être repensé. "Avec un cyclopousse par arrondissement concerné, qui de surcroît, ne circule pas le samedi, il est difficile de répondre à la demande. D'autant que les chauffeurs doivent prendre eux-mêmes les appels, tout en conduisant et accompagnant les passagers. (...) Résultat, six mille voyages ont été recensés en 2014. D'où le déficit élevé qui a conduit l'association gestionnaire à cesser l'activité."

Au cours de mon enquête, j'ai perçu un décalage inexplicable entre les annonces et la réalité. Par exemple, où se trouve la nouvelle flotte de véhicules (voir encadré) ?

Quid des partenaires financiers qui reconnaissent le caractère ambitieux du projet ?

Pourquoi l'information sur ce service était-elle aussi confidentielle ?

Monique Douillet ■

## Qu'en est-il de la nouvelle flotte de véhicules ?

**E**n réponse aux critiques pointées au cours de l'enquête de satisfaction, fin 2009, douze élèves ingénieurs avaient été appelés à travailler pendant un semestre pour améliorer le confort et la sécurité des véhicules. Ils avaient proposé des systèmes innovants : banquette avec étouffeur de vibrations, protection contre la pluie et le soleil, marchepied pliant, abaissement du plancher, poignées d'accès, sans compter une assistance électrique au pédalage. Début 2012, la mise en service des nouveaux véhicules avait été annoncée. Or la même critique sur l'inconfort et le manque d'espace pour poser les sacs dans l'habitacle perdurait en 2015...

(1) La CRAM Rhône-Alpes, des institutions de retraite, le Conseil général du Rhône, la Région Rhône-Alpes, la Fondation de France, la Caisse d'épargne et la Fondation Macif.



▲ Vélo-école à Vienne (Isère)

# Former la future génération plutôt que changer l'actuelle

Olivier Schneider, président de la fédération des usagers de la bicyclette (FUB), analyse les freins à la pratique du vélo chez les plus jeunes et donne des pistes pour rendre la prochaine génération plus cycliste qu'automobiliste.

**A**UX PAYS-BAS, LES PARENTS APPRENNENT à leurs enfants à faire du vélo. Il y a tout un programme à l'école, qui n'est de toute façon même pas nécessaire car les enfants viennent déjà à l'école à vélo, d'abord comme passagers puis sur leur propre monture. En France, la faible pratique des parents fait qu'on ne peut pas compter sur eux pour la transmettre aux enfants.

Aujourd'hui, les enfants apprennent le code de la route mais cela ne suffit pas : ils doivent être agiles sur un vélo et apprendre à se déplacer en dehors d'un milieu sécurisé. Or, ce qu'on leur enseigne est plutôt une préparation à être un jour automobilistes.

Le vélo est abordé sous l'angle de la sécurité routière. On nous répète qu'en tant que piéton, il faut faire attention avant de traverser un passage piéton ; quand on passe au vélo, c'est pareil : on entend : "Attention, mets ton casque." Partir du principe que le vélo est dangereux n'est pas une incitation à la pratique ; au contraire, cela fait peur. Le discours ne développe pas le fait que pratiquer une activité physique est bon pour la santé.

## ACQUÉRIR UNE "CULTURE VÉLO"

L'acquisition précoce d'une "culture vélo" constitue pourtant un bon investissement à moyen et long terme

pour favoriser le développement des déplacements de ce type. Réussir à mettre les enfants au vélo en CM2, au lieu de vouloir faire changer la pratique d'adultes qui ont roulé toute leur vie en voiture, est un bien meilleur pari.

Se déplacer en groupe est tout un art, mais les enfants ont aussi besoin de savoir se déplacer de façon autonome, et, pour cela, d'acquérir suffisamment d'agilité et de goût du vélo. De leur côté, les parents qui les y autorisent leur permettent de prendre confiance. Mais en général, ils ont peur...

Si les enfants ne vont pas à vélo au collège, ils passent ensuite rapidement le brevet de sécurité routière et, à leur anniversaire, ils demandent un scooter qui, lui, pose un véritable problème de sécurité routière ! Il y a là un double enjeu de sécurité et de santé publique.

Le stationnement à l'école pose également un problème : on trouve une petite dizaine de places de vélos par établissement, ce qui représente le quart de l'effectif d'une seule classe. Le parking est en général caché derrière le collège, facilitant ainsi les vols et la dégradation.

Aux Pays-Bas et en Allemagne, on apprend à faire du vélo pendant les cours d'éducation physique et sportive. C'est plus qu'une activité physique, puisque c'est un mode de transport. On pourrait consacrer une partie des modules de sport à la pratique du vélo et au



▲ Vélo-école de La Rochelle

développement de l'agilité (on voit par exemple fréquemment, dans ces deux pays, des personnes circulant sur un vélo en en poussant un autre, ou sans les mains, etc.).

En France, dans les écoles, on met à disposition des ordinateurs, des tablettes, mais pas encore de vélos...

Anaïs Zuccari ■

## Un vélobus qui fonctionne en Poitou-Charentes

**A**ujourd'hui, en France, 70% des enfants sont déposés à l'école en voiture, ce qui occasionne, outre la congestion et la pollution autour des établissements scolaires, un cercle vicieux en termes de sécurité. Plus il y a de voitures, plus c'est dangereux, donc plus la voiture est obligatoire pour contrer le danger.

Pour y pallier, des Vélobus se développent, selon le même principe que les Pédibus.

Mis en place à l'initiative d'une école et/ou de parents, appuyés logistiquement par la municipalité, ces convois de vélos sont menés par des adultes le long d'un trajet vers une école donnée, en passant par plusieurs arrêts indiqués par des panneaux.

En France, les Pédibus ne sont pas rares. Les Vélobus, qui supposent une logistique différente et plus contraignante, sont au contraire peu nombreux.

A Brie, en Charente, village d'un peu plus de 4000 âmes, un vélobus fonctionne avec succès pour la septième année consécutive. Cette initiative a vu le jour sur l'idée de parents d'élèves, et a impliqué ensuite, pour sa mise en place, tant les enseignants que la mairie et l'académie. Une association, Caravelo, a été créée en 2009, et les trajets continuent aujourd'hui grâce à un véritable engagement de la part d'adultes bénévoles.

Cette année scolaire, près de la moitié des 125 élèves de l'école primaire de la Prévoterie rejoignent quotidiennement

leur classe en pédalant. Trois lignes différentes convergent vers l'école, et 30 adultes accompagnateurs sont aujourd'hui engagés dans la démarche à tour de rôle ; la règle veut que 2 adultes encadrent 6 à 12 enfants au maximum, un-e à chaque extrémité du peloton d'écoliers sportifs. Depuis son lancement en mai 2008, le nombre de voitures à la sortie de l'école a drastiquement diminué. Une vraie victoire en termes de sécurité et de pollution, ainsi qu'un gain de qualité de vie : moins de



stress, plus d'activité physique. Enfants, parents et accompagnateurs signent une charte de sécurité au moment de l'inscription : les adultes suivent une formation pour escorter les enfants, ces derniers passant le "permis vélo" avant de rejoindre le groupe. Tout le monde est obligatoirement équipé d'un casque et d'un gilet jaune.

Là encore, comme le souligne le président de la FUB, on met l'accent sur la sécurité et la notion de danger, ce qui s'entend, mais peut parfois être dommageable pour acquérir la confiance nécessaire à de futurs cyclistes autonomes. **AZ.**



▲ Cyclistes à Maastricht (NL)

# Créer des conditions favorables à la pratique du vélo pour tou-te-s

Après la Seconde Guerre mondiale, on a pensé les villes pour l'automobile et un gros pourcentage de voirie lui a été consacré, pour la circulation et le stationnement. L'étalement urbain a favorisé cette société organisée autour de la voiture individuelle. La Fédération des usagers de la bicyclette (FUB) rappelle les principaux obstacles au développement du vélo ; nous pointons, à partir de ces constats, les leviers possibles.

**P**OUR OLIVIER SCHNEIDER, LA FRANCE EST actuellement mal adaptée à la pratique du vélo : "il est difficile de se passer de l'automobile en dehors des métropoles", lorsqu'on habite à la campagne (1). Point de fatalité là-dedans : il cite en exemples l'Allemagne et les Pays-Bas, où les usager-es des trains de banlieue peuvent laisser leur vélo dans une gare de départ, alors qu'un autre les attend dans un parking sécurisé à l'arrivée (2). Le vol et le sentiment d'insécurité sont parmi les freins à la (re)mise en selle du grand public. Des stationnements abrités et sécurisés en nombre suffisant, partout (domicile, travail, écoles, commerces), permettent d'investir sans crainte dans un vélo de qualité. De même, des voies cyclables larges et continues, couplées à une vitesse réduite des transports motorisés — là encore, la "ville 30" —, pourrait être la solution.

## DÉPASSER LES A PRIORI

Olivier Schneider pointe l'influence des représentations sociales sur le comportement (voir encadré) :

en dehors des grandes villes, "le vélo a une image de transport pour pauvres ou d'écolo-bobo". Dans les villes moyennes demeure cette image de "c'est bon pour la santé, c'est agréable, mais pourquoi faire l'effort lorsqu'on trouve facilement une place de parking et qu'il n'y a pas ou peu d'embouteillages ?". L'impact de l'automobile est pourtant dévastateur sur le cadre de vie et sur la sociabilité en milieu urbain ; la rue a perdu son rôle d'espace de rencontre.

Les espaces pris à la voiture et rendus aux piétons et cyclistes, s'ils suscitent au départ l'opposition, sont pourtant plébiscités dès leur mise en place. En témoignent des avenues interdites aux véhicules motorisés le week-end (à Guatemala City et à Madrid), les berges des fleuves réaménagées (à Lyon, et à Paris sur une petite portion), des centres-villes "rendus aux piétons" (à Bordeaux, Besançon, Dijon, entre autres). Une fois le pas franchi, personne ne songe à s'en plaindre : les commerçants y gagnent, la ville redevenue vivable retrouve son attractivité.

"Pour changer les mentalités et les pratiques, il faut inciter les gens à expérimenter ce mode de déplacement

(1) Mais pas impossible ! Voir le dossier du n° 317 de *Silence* : Vivre à la campagne sans voiture ?

(2) Le vol est le deuxième obstacle à la pratique du vélo en France. Les articles L111-5-2 et R111-14-4 du Code de la construction et de l'habitation obligent à prévoir "le stationnement sécurisé des vélos" lors de la construction de nouveaux bâtiments (logement ou lieu de travail) qui disposent de places de stationnement pour automobiles.



▲ Visite guidée avec des retraités

sur des distances inférieures à 2 km, aujourd'hui encore majoritairement parcourues en voiture", nous dit Olivier Schneider. Les vélos loués ou prêtés par les municipalités, s'ils ont un coût économique, donnent l'occasion de tester le vélo, de dépasser les a priori (temps de trajet, météo so-disant peu favorable, tenue adaptée). Qui y a (re) pris goût achète ensuite sa propre monture.

En théorie, tout le monde sait que le tout-voiture est intenable, en termes de pollution, de nuisances sonores et visuelles, de réduction de

l'espace public ou d'insécurité. Et en pratique ? Le président de la FUB conclut : "Il ne faut pas essayer de convaincre les gens, il faut analyser les leviers à actionner et créer l'envie en créant des conditions favorables à la pratique du vélo pour tous." Stationnement sécurisé, espace partagé, représentations sociales modifiées : un trio pas si difficile à mettre en place, et tout à gagner — à bon entendeur (politique)...

Anais Zuccari ■

## Pour une culture du vélo

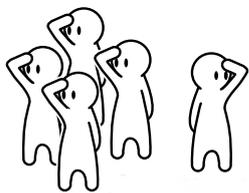
**S**elon Christophe Enaux(1), "l'image du vélo est plutôt positive", mais il reste un loisir dans l'imaginaire collectif, et, globalement, "les enfants et adolescents rêvent plus de scooters, surtout à un âge où l'influence des pairs est très importante". Si, à grands renforts de publicité, la trottinette est devenue un mode de transport incontournable pour tous les âges, pourquoi le vélo ne le pourrait-il pas ? La publicité joue sur l'image, l'affect, la renommée. Le chercheur pointe que le problème de la bicyclette réside dans "la dimension symbolique qui tourne autour de la voiture : liberté, réussite sociale, son aspect m'as-tu-vu". Il s'est intéressé aux représentations cognitives des modes de transport : certes, il existe des critères objectifs de choix, comme la distance à



parcourir, mais les attitudes et représentations sont très importantes et influent beaucoup sur les comportements. Nul doute que, si les magazines féminins déclaraient que le vélo est LA tendance du moment, l'engouement serait énorme ; idem si une célébrité influente annonçait qu'elle s'est forgée un corps de rêve en pédalant — à quand les VTT rouges et rutilants dans les clips de musique hip-hop ? Les footballeurs en vogue s'affichant sur leur deux-roues ? D'où le marketing de mobilité, qui propose d'appliquer au vélo les outils de communication utilisés par les constructeurs automobiles (après le greenwashing, le bikewashing ?).

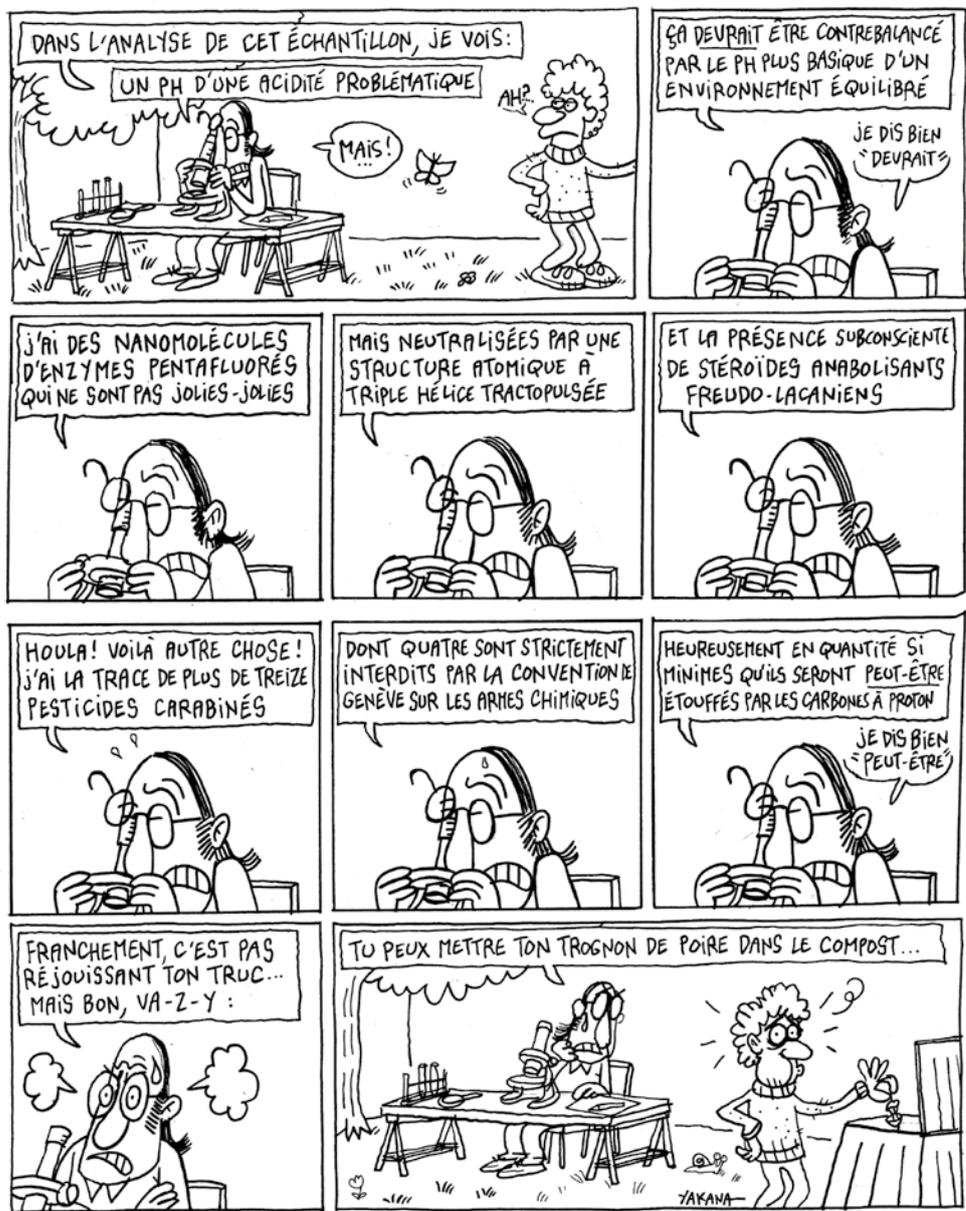
*Silence* pro-pub, qui l'eût cru ? En tout cas pour une culture du vélo — et moins de propagande en faveur de la voiture. **AZ.**

(1) Professeur à l'université de géographie et d'aménagement de Strasbourg, il travaille principalement sur les transports, la mobilité urbaine, les déplacements et l'urbanisme. Il est membre de l'Unité Mixte de Recherche (UMR) 7362 Image, Ville Environnement.



# Alternatives

## BIENVENUE CHEZ LES CHIMI'S



### » Suède

## Handicaps : une association pas comme les autres

En Suède, l'association JAG, née il y a vingt ans, est entièrement gérée par des personnes polyhandicapées. Ce sont les personnes se trouvant elles-mêmes en situation de handicap complexe ou polyhandicap, la plupart ne pouvant pas ou très peu s'exprimer oralement en suédois, qui sont membres du conseil d'administration, dans une volonté



d'autogestion maximale et parce que ce sont les personnes concernées à qui il revient de prendre les décisions concernant les horaires, les conditions d'accompagnement, les activités, etc. Ils ont mis en place un cadre d'accompagnement spécialisé qui leur permet de se réunir, de communiquer et de gérer ensemble l'association. Des projets similaires seraient en route en Norvège et en Finlande. Source : [www.histoiresordinaires.fr](http://www.histoiresordinaires.fr), 19 avril 2016.

## Université collaborative internationale de la transition

Dans notre numéro de janvier 2016, nous présentions le *Permacamp* en nous interrogeant sur les convergences et différences entre écologie, transition, décroissance et maintenant permaculture... Un débat que nous ne sommes pas les seuls à avoir puisque l'association *Permaculture internationale* a décidé de changer de nom pour devenir l'*Université collaborative internationale de la transition*. Elle se joint au Mouvement des villes en transition (Rob Hopkins) et se rapproche également des mouvements Colibris (Pierre Rabhi) et film "Demain".

UCIT AISBL, 201, rue de Hamme-Mille, 1390 Néthen, Belgique, [www.universitetransition.org](http://www.universitetransition.org)

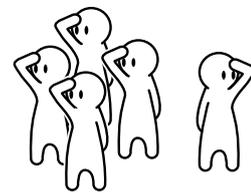
## Instruction à domicile menacée

Quelques milliers de familles en France, comme la loi les y autorise, choisissent de faire "l'instruction en famille" plutôt que d'envoyer leurs enfants à l'école (7314 enfants en 2014-2015, soit 0,1 % des 8,1 millions d'enfants relevant de l'instruction obligatoire). Le 14 juin 2016, le ministère de l'Éducation nationale a déposé un amendement au Code de l'éducation qui donne les pleins pouvoirs aux inspecteurs pour choisir les modes de contrôles de l'instruction donnée aux enfants... ceci au nom de la lutte contre la radicalisation !

L'association *Les enfants d'abord*, qui fédère un grand nombre de ses familles, a protesté, rappelant que le choix de l'instruction en famille s'appuie sur les connaissances scientifiques qui montrent que l'enfant apprend par paliers et non de manière continue. Il ne sert donc à rien de l'envoyer chaque jour pendant des heures à l'école, alors qu'il peut apprendre rapidement auprès de son entourage en fonction de l'éveil de sa curiosité. Des expériences menées dans le domaine des neurosciences montrent que le cerveau évolue très rapidement dès lors qu'il est utilisé avec enthousiasme.

Avec cet amendement, les inspecteurs de l'Éducation nationale peuvent convoquer les enfants pour des contrôles et les soumettre à des tests standardisés n'ayant rien à voir avec la pédagogie qu'ils connaissent. L'association *Les enfants d'abord* rappelle que si les actuels contrôles se passent généralement bien, il existe des cas où les inspections sont facteurs de conflit. Cet amendement va faciliter les dérives des certains inspecteurs réfractaires à l'idée de l'apprentissage en famille.

*Les enfants d'abord*, 8, rue de Haguenau, 67000 Strasbourg, [www.lesenfantsdabord.org](http://www.lesenfantsdabord.org)



## » Assemblée générale

# Bilan financier 2015

Résultat d'exploitation 2015 simplifié (en milliers d'euros)

Charges	2014	2015	Produits	2014	2015
Imprimerie	37	35	Revues vendues	188	198
Achat marchandises	0	0	Ventes marchandises	3	2
Frais reproduction divers	1	1			
Routage	25	28	Variations stocks	-3	-3
Affranchissements	6	6			
Maquettiste	11	10			
Achats & charges externes	27	30			
Salaires & charges sociales	95	102	Aides	2	2
Amortissements	1	1			
Stocks	4	2	Reprise stocks	3	5
Droits d'auteurs/Taxe appr.	2	2	Soutiens et dons	6	6
Charges financières except.	3	3	Produits financiers	1	1
Impôt sur les bénéfices	0	0			
Excédent/Perte	-11	-9			
<b>Total charges</b>	<b>200</b>	<b>211</b>	<b>Total produits</b>	<b>200</b>	<b>211</b>

Bilan d'exploitation au 31 décembre 2015 (en milliers d'euros)

Actifs	2014	2015	Passif	2014	2015
Investissements	2	1	Fonds associatif	81	70
Stocks	5	5	Excédent/Perte	-11	-9
Titres participation	12	9	Total fonds propres	<b>70</b>	<b>61</b>
Prêt	1	0			
Clients	13	8			
Divers à recevoir	6	4	Fournisseurs	14	7
			Produits avancés	60	54
Trésorerie	122	111	Frais dûs au personnel	18	20
Charges avancées	0	4	Divers dettes	0	1
<b>Total actif</b>	<b>161</b>	<b>143</b>	<b>Total passif</b>	<b>161</b>	<b>143</b>

## Continuons !

Après deux ans de forte baisse du chiffre d'affaires (-70 000 € en 2012 et 2013), celui-ci a très légèrement augmenté en 2014 (+ 5510 €) et en 2015 (+11 000 €). En partie, cette année, cette progression s'explique par les ventes du poster sur le féminisme. Mais ceci n'a pas suffi à combler totalement le déficit. Après avoir perdu 12 428 € en 2012, 23 530 € en 2013, 11 509 € en 2014, nous perdons encore 8 538 € en 2015 (soit 4 % du chiffre d'affaires). C'est donc un peu mieux que les années précédentes, mais cela reste insuffisant pour repasser au vert ! Sur les 5 premiers mois de 2016, la perte est de 4000 €, un déficit moins important que l'année précédente.

Si le nombre d'abonnés reste stable, nous avons baissé pour la vente par les dépositaires. Nous préparons pour cette fin d'année, une campagne pour essayer de trouver de nouveaux points de vente. Beaucoup de réponses à notre questionnaire se terminent par "Continuez". Alors oui, continuons, avec votre soutien actif ! Nous aurions besoin de 200 abonnés de plus pour retrouver une situation stable.

## Médias

♦ **Le Progrès social**, 10 avenue Rachel, 75018 Paris, [www.leprogressocial.fr](http://www.leprogressocial.fr). Ce quotidien national (du mardi au samedi), sans publicité, a été lancé le 9 mars 2016 à l'initiative d'un collectif d'une quarantaine de personnes engagées dans le syndicalisme, l'éducation populaire... 4 pages en couleur grand format, avec un entretien chaque jour, un agenda social et culturel et un supplément week-end de 4 pages "Jours heureux" dédiées à l'éducation populaire.

♦ **Alternatives non-violentes**, c/o Mundo-M. 47, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, [www.alternatives-non-violentes.org](http://www.alternatives-non-violentes.org). Dans le numéro 179



de juin 2016, tout un dossier sur la campagne Boycott-désinvestissement-sanction contre la politique d'apartheid d'Israël. Explication sur les buts de la campagne, exemple du retrait de Veolia du tram de Jérusalem, la question de la pénalisation de la campagne en France, un entretien avec un militant non violent israélien...

## » Ile-de-France

# Logement participatif de personnes migrantes

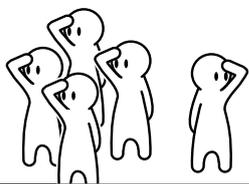
Depuis les années 1980, un collectif de 193 migrants originaires du Mali et de Mauritanie, confronté à une grande précarité, avait inventé des manières collectives d'assurer son organisation et sa sécurité. Fin 2015, beaucoup d'entre eux ont pu s'établir dans un habitat social participatif créé à Montreuil en partenariat avec l'association Pour loger. A la différence des foyers pour travailleurs migrants traditionnels, les habitants gèrent leur propre logement et la vie collective (médiation, sécurité, entretien...). Il y a 13 logements individuels et 90 "condos", colocations intergénérationnelles, ainsi que des chambres pour les retraités qui font l'aller-retour entre la France et leur pays d'origine. Les cuisines, une laverie, des salons sont collectifs ou semi-collectifs.

Le nouveau centenaire, 45, avenue Pasteur, 93100 Montreuil.

## Projections collaboratives

Durant 14 mois, deux étudiants, Siméon Haldit de Barral et Alexandre Haslé de Barral, sont partis à vélo à la rencontre de 26 pays du monde en parcourant 18 000 kilomètres. Ils ont voulu rencontrer des personnes et des groupes qui se mobilisent pour l'écologie, autour des thèmes de l'eau, de la forêt et de l'agriculture, afin d'inspirer et d'encourager les initiatives de ce type en

France. Ils en ont tiré un film documentaire, *On the green road (sur la route verte)*. Deux ans après la fin du périple, le film est sorti et ils proposent d'organiser des projections collaboratives à prix libre. Si vous êtes intéressé-e-s, vous pouvez contacter [pauline@onthegreenroad.com](mailto:pauline@onthegreenroad.com). Plus d'infos et bande-annonce du film sur [www.onthegreenroad.com](http://www.onthegreenroad.com).



### Une entreprise sans hiérarchie, c'est possible

La coopérative Scarabée Biocoop, qui regroupe cinq magasins, trois restaurants, un snack et un service traiteur bio dans la métropole rennaise, a mise en place en février 2015 un système de gouvernance partagée nommé l'holocratie.

L'holocratie ? Dans ce système développé en 2001 par Brian Robertson, patron d'une société d'édition de logiciels étasunienne, la pyramide hiérarchique est abandonnée au profit d'une organisation horizontale, sans chef ni manager.

Dans les faits, comment ça se passe ? Chaque employé endosse différents rôles, qui correspondent à des tâches jugées indispensables au bon fonctionnement de l'organisation comme encaisser les clients, réapprovisionner le rayon épicerie, passer commande, gérer les fiches de paie, etc. L'employé doit jouir d'une importante autonomie dans ses rôles, qui correspondent à un périmètre de décision et d'action dans lequel il n'a pas besoin de demander validation. Seul impératif : son travail doit servir la "raison d'être" de l'entreprise, la mission qu'elle s'est donnée et qui sert de fil rouge à tous les salariés.

### "Il n'y a pas de procédure qui tombe d'en haut"

Les rôles proches sont réunis au sein de cercles autonomes. À Scarabée Biocoop, le cercle "magasin Cesson" gère l'espace de vente ; le cercle "communication, animation, partenariats" (CAP) est chargé de mettre en lumière les activités de la société coopérative... Les décisions sont prises collectivement selon les modalités de la "gestion par consentement" : les propositions sont reformulées en intégrant les objections de chacun, jusqu'au consensus.

En plus de leurs rôles, certains employés sont chargés d'améliorer le fonctionnement holocratique. Les "premiers liens" assument la répartition des rôles et des ressources matérielles dans un cercle. Des managers déguisés ? "Au début, les premiers liens étaient les anciens directeurs, admet la présidente du directoire. Mais depuis septembre 2015, de nouveaux premiers liens ont été choisis par les salariés". Les rôles ressources, premiers liens mais aussi seconds liens chargés d'apaiser les tensions entre les employés, sont attribués à l'issue d'élections sans candidat : chaque salarié désigne simplement, en argumentant, la personne du cercle qu'il juge la plus apte à remplir cette fonction.

Pourquoi avoir adopté l'holocratie ? "Scarabée Biocoop a beaucoup grandi ces dernières années. L'organisation hiérarchisée du début ne fonctionnait plus", analyse Isabelle Baur.



Mathilde, au rayon pain et fromage



Angélique. Pas de caissière attitrée, mais une heure de caisse pour tous les employés du magasin

Cette nouvelle organisation a amélioré l'efficacité de la Biocoop, observe la présidente du directoire : "Il n'y a plus de décisions non appliquées".

Dans le magasin, les sentiments sont mitigés. Est-ce parce que la transition est toujours en cours — il faut compter deux ans pour achever la mise en place de l'holocratie ? Mickaël, responsable du rayon boucherie et second lien du cercle magasin Cesson, regrette qu'il y ait "beaucoup de réunions".

"Il y a des gens pour qui le passage à l'holocratie est plus facile que pour d'autres", admet Angélique Cruble, aujourd'hui active au niveau administratif et du laboratoire. Isabelle Baur identifie deux profils particulièrement vulnérables : "les anciens directeurs qui ont du mal à lâcher les manettes" et "les gens qui n'arrivent pas à s'autonomiser". "On n'a pas été habitués à ce fonctionnement, confirme Mélanie Boulard, qui s'occupe des partenariats et des cours de cuisine . On a toujours eu des parents, puis des profs, puis un supérieur hiérarchique".

En partenariat avec : [www.reporterre.net](http://www.reporterre.net)



# LA DÉ-FÊTE DU TRAVAIL



## IMAGES MOUVEMENTÉES

### LE FESTIVAL DE CINÉMA D'ATTAC

### DU 30 SEPTEMBRE AU 2 OCTOBRE 2016

### au cinéma 5 Caumartin (Paris St Lazare)

<http://imagesmouvementees.fr>

#imagesmouvementees





## 5G : champs électromagnétique en forte hausse

La 5G est une technologie de télécommunication qui annonce des débits 100 fois plus élevés que la 4G actuellement en développement dans les grandes villes. La 5G devrait commencer à être installée vers 2020. La 5G doit permettre le développement des objets connectés (voitures, chauffage, domotique, pacemakers...). Problème : pour que cela fonctionne, sauf innovation technique majeure d'ici là, il faudra multiplier de manière importante les puissances d'émission, ce qui nécessitera un déploiement important d'antennes-relais et surtout celles-ci émettront à des niveaux bien plus intenses qu'actuellement, provoquant des champs électromagnétiques pires que ceux des actuels téléphones portables. On peut donc prévoir une explosion des cas d'électrosensibilité.

## Le prix de la vie

Médecins du monde a lancé une campagne d'affichage le 13 juin 2016, pour dénoncer les prix pratiqués par les laboratoires pharmaceutiques sur des médicaments indispensables aux soins. Exemple : le Sofosbuvir, antiviral efficace contre l'hépatite C est vendu 41 000 € pour un traitement de 12 semaines alors qu'il ne coûterait que 100 € à produire. Le Glivec, médicament contre la leucémie, est vendu 40 000 € pour un traitement d'un an... pour un coût de production estimé à 200 €. Alors que les affiches devaient être placardées sur les réseaux d'affichage (métro, abribus), elles ont été bloquées par les afficheurs. Médecins du monde a alors organisé une campagne d'affichage sauvage. Une pétition a été lancée sur internet pour demander que le respect des malades passe avant les profits des laboratoires : <https://leprixdelavie.medecinsdumonde.org/fr/>

**CHAQUE ANNÉE  
EN FRANCE  
LE CANCER  
RAPPORTE  
2,4 MILLIARDS  
D'EUROS.**

Signez la pétition pour  
faire baisser le prix des médicaments  
sur [www.leprixdelavie.com](http://www.leprixdelavie.com)



» CHRONIQUE

L'ÉCOLOGIE, C'EST LA SANTÉ

François Veillerette

## Glyphosate : la démocratie européenne à l'épreuve

**Le dossier de la réautorisation du glyphosate en Europe est exempt... des dysfonctionnements dans le domaine de l'évaluation et de l'homologation des pesticides en Europe.**

Tout a commencé en mai 2012, quand Monsanto a présenté un dossier auprès de l'agence allemande chargée de la réévaluation du glyphosate, le BfR. Ce dossier contenait, entre autres, cinq études sur la cancérogénicité effectuées sur des souris de laboratoire. Toutes les études signalent l'apparition de tumeurs malignes aux reins, aux ganglions lymphatiques... Pourtant le dossier présenté par Monsanto de mai 2012 concluait que le glyphosate n'aurait "aucun potentiel oncogène". Le BfR dans son Rapport d'évaluation a suivi sans sourciller cette conclusion de même que l'Agence sanitaire européenne, l'EFSA.

Rompant cette belle unanimité, le Centre International de Recherche sur le Cancer (une branche de l'Organisation Mondiale de la Santé) a annoncé le 20 mars 2015, après avoir examiné près de 1000 études publiées dans des revues scientifiques pendant un an, qu'il considérait le glyphosate "comme probablement cancérogène pour l'homme" ! Cet avis a fait l'effet d'une bombe car le règlement 1107/2209 sur les pesticides prévoit que les substances actives pesticides classées cancérogènes 'certaines ou probables' ne peuvent pas être réautorisées ! D'un seul coup c'est donc l'avenir du glyphosate qui se trouvait en danger !

Néanmoins le BfR et l'EFSA ont continué à prétendre que les études montrant des cancers chez les souris exposées au glyphosate seraient sans valeur scientifique et que des études fournies par l'industrie — mais non publiques ! — montreraient, elles que le glyphosate n'est probablement pas cancérogène. Un toxicologue allemand a montré dans un rapport que

ces arguments du BfR étaient biaisés, les démontant un à un. Une vidéo de We Move Europe a repris ces arguments et a été vue en ligne par plus de 5 millions de personnes dans l'Union européenne. Sur cette base Générations futures a déposé une plainte pour tromperie aggravée devant le procureur de la République de Paris.

### Controverses scientifiques et lobbying industriel

Pendant ce temps-là, la controverse scientifique a fait rage. Fin 2015, 96 scientifiques de haut niveau écrivent au Commissaire européen en charge du dossier leur inquiétude sur la façon dont le glyphosate a été évalué. Une polémique entre l'EF-



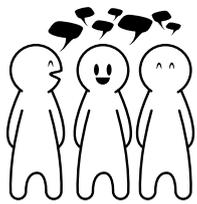
SA et le CIRC s'est mise en place alors que des rapports visiblement sous influence de l'industrie étaient publiés, notamment par l'Agence de protection de l'environnement américaine. Leur but : influencer le vote des Etats membres européens qui devaient se prononcer pour ou contre la ré-homologation du glyphosate.

Ces pressions n'ont heureusement pas suffi à entraîner la décision pour 15 années supplémentaires, comme le demandait Monsanto. Au contraire, en mars puis en mai 2016, le Commission européenne a échoué par deux fois à obtenir la majorité qualifiée nécessaire dans le Comité européen examinant ces questions. De nombreux Etats membres conduits par la France et la Suède ont en effet refusé de voter pour l'autorisation.

A l'heure où j'écris ces lignes on ne sait pas encore si la Commission européenne parviendra à trouver un moyen pour prolonger, ne serait-ce que de quelques mois, l'autorisation du glyphosate, qui doit prendre fin dès le début juillet 2016. Ce qui est certain c'est qu'elle aura réussi, malgré elle, à prouver que l'évaluation des pesticides en Europe souffre de défauts majeurs !

En partenariat avec : [www.generations-futures.fr](http://www.generations-futures.fr)

générations  
FUTURES



## En avant vers la dictature !

♦ **Grenoble : œuvre d'art contre la police.** Dans le cadre d'un festival de street art subventionné par la mairie, fin juin 2016, l'artiste Goin a peint une fresque où l'on voit deux policiers matraquant une Marianne à terre. Sur le bouclier du policier, on peut lire à l'envers "49,3". Cela a provoqué des protestations de la droite, de l'extrême-droite et des socialistes qui n'aiment pas que l'on se moque de la police. Tous Charlie ? Pas vraiment.



♦ **Loi travail : Interdiction de manifester ?** Quand plusieurs centaines de hooligans se battent dans les rues de Marseille, il ne vient pas à l'idée du gouvernement d'interdire les matchs de foot. Mais quand quelques centaines de casseurs brisent des vitrines à Paris, tout est bon pour essayer de bloquer la mobilisation des syndicats contre la loi travail. Pour comparaison, il y a eu 116 interpellations à Marseille

le 12 juin 2016 contre 58 interpellations à Paris lors de la manifestation du 14 juin 2016. Deux poids, deux mesures. La tentative de Valls d'interdire la 14e manifestation syndicale le 23 juin dernier a provoqué un tollé, y compris dans son propre camp. Il a fait marche arrière... sur le droit de manifester, pas encore sur la loi travail.

♦ **Rennes : interdits de déplacement.** Le 1er juin 2016, le préfet d'Ille-et-Vilaine a pris un arrêté interdisant — à titre préventif — à Hugo Melchior et à Hugo Poidevin de participer à la manifestation contre la loi Travail prévue le 2 juin. Deux dangereux casseurs ? Interrogé par *Le Monde*, le préfet reconnaît qu'ils ne font "l'objet d'aucune poursuite judiciaire" (...) "Ce sont plutôt des personnes qui animent le débat, mais on estime qu'elles jouent un rôle actif dans le déroulement des manifestations". Hugo Melchior est un jeune universitaire membre du mouvement Ensemble-Front de gauche. Hugo Poitevin est lui un militant de la Jeunesse communiste et conseiller municipal à Cherbourg. Donc maintenant, sous la France de Valls, on peut être interdit de déplacement simplement pour ses idées !

## » Pub

### Une liste pour échapper au démarchage téléphonique

Un nouveau service de l'Etat, "Bloctel", est disponible depuis le 1er juin 2016 : il permet de s'inscrire sur une liste rouge pour ne plus être démarché par téléphone par des entreprises. Mais les particuliers doivent renouveler cette demande tous les trois ans et le service n'est accessible qu'aux

personnes utilisant internet. Autre surprise : le service est géré par une société privée, Opposetel, administrée par des personnes travaillant dans le domaine de la publicité et du marketing téléphonique ! Attention dans trois ans ! Inscriptions sur <https://inscription.bloctel.fr>. (Source : Sébastien Drouin, [www.miorsmipanda.fr](http://www.miorsmipanda.fr), 8 juin 2016).



## » Paradis fiscaux

### La BNP-Paribas ferme ses comptes aux îles Caïman

Le 3 mai 2016, la banque annonçait à ses employé-e-s la fermeture de ses filiales dans ce paradis fiscal. Cette décision intervient suite aux *Panama papers* d'une part, et aux nombreuses actions effectuées en 2015 par les Faucheurs de chaises, qui ont réquisitionné de manière non-violente du mobilier de plusieurs banques pour exiger qu'elles cessent la fraude fiscale. Cette décision est surtout un enjeu pour la réputation de la banque, dont les agences en question ont tout de même généré, en 2015, 134 millions d'euros de bénéfices. Un premier pas qui encourage à poursuivre la pression sociale sur les banques.



## » Calais

### La France craint l'aide humanitaire



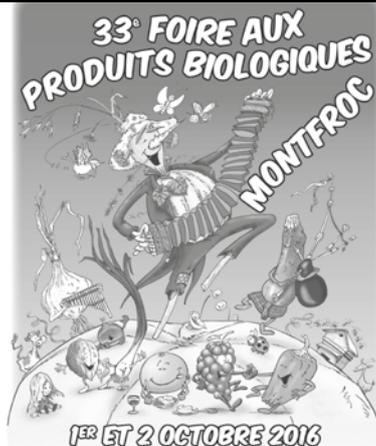
En Grande-Bretagne, tout le monde n'apprécie pas le blocage de la frontière décidé par le gouvernement. Des associations organisent différentes actions en faveur des réfugiés bloqués à Calais, du côté français. Le 16 juin 2016, un convoi humanitaire composé de deux camions de 38 tonnes et de 250 voitures, a été organisé par les associations *Stand Up to Racism*, *People's Assembly*, *Stop The War Coalition*. Celui-ci a été bloqué à Douvres par la délégation de la douane française... sous prétexte officiel de mesure de sécurité pour l'Euro de football ! Dans la réalité, les autorités françaises craignaient une action de force de la part des 650 Britanniques présents dans le convoi. Le 18 juin, seuls les deux camions ont été autorisés à faire la traversée. Les 250 voitures sont réparties à Londres et ont bloqué un temps l'ambassade de France (photo).

### 33<sup>e</sup> FOIRE AUX PRODUITS BIOLOGIQUES DE MONTFROC 1<sup>er</sup> ET 2 OCTOBRE 2016

Producteurs et éleveurs bio, exposants proposant des solutions originales, écologiques, éco-citoyennes et éthiques en matière d'environnement, de santé, d'alimentation ; des artistes et artisans locaux... aucun revendeur. Animations musicales et festives. Entrée gratuite.

En Drôme Provençale (26560), entre Sisteron et Buis-Les-Baronnies

Plus de renseignements sur : <https://foirebiomontfroc.wordpress.com>





### 1924 : « Écoutez grandir leur colère », la grève des sardinières de Douarnenez

Dans les années 1920, les villes du littoral breton vivent essentiellement de la pêche et de l'industrie de la sardine. À Douarnenez, on trouve une vingtaine de conserveries et l'usine Carnaud qui fabrique des boîtes de conserves. Quasiment toutes les femmes de la ville, hormis les femmes de notables, y travaillent. À l'arrivée du poisson, des jeunes filles courent dans les rues de la ville au cri de « À l'usine, à l'usine ! » et les ouvrières vont alors laver et faire frire le poisson parfois plusieurs jours d'affilée. Les fillettes peuvent y travailler à partir de 12 ans et il n'est pas rare qu'à 80 ans elles y soient encore. Pour ne pas s'endormir, ces femmes de tout âge chantent ensemble. Au milieu des chants en breton, on entend parfois des chants révolutionnaires. Le 20 novembre 1924, une grève part de l'usine Carnaud. Depuis l'entrée des machines, les femmes ont remplacé les soudeurs et sont moins payées qu'eux. Elles débrayent et entraînent les jours suivants toutes les femmes des conserveries dans la rue. Douarnenez se remplit du bruit des sabots des ouvrières d'usines. Elles portent des pancartes à la main sur lesquelles on peut lire « Pemp real a vo » (Ce sera 1,25 franc) ; c'est ce qu'elles réclament à la place des 80 centimes qu'elles gagnent alors.



puis mises en boîte. Si toutes les femmes qui se trouvaient dans la rue en 1924 n'avaient pas fait la grève de 1905, leur mère l'avait faite et leur victoire avait été transmise dans les chansons. La grève de 1924 ne se fait pas dans n'importe quel contexte. La mairie de Douarnenez est la première mairie communiste de France depuis 1921, Sébastien Velly le maire a été démis de ses fonctions par le préfet pour avoir voulu donner le nom de Louise Michel à une rue de la ville. Le nouveau maire, communiste lui aussi, apporte son soutien aux « Penn Sardin », comme on les appelle. Le mouvement des ouvrières s'amplifiant, les manifestations étant quotidiennes dans les rues de Douarnenez, des syndicalistes et journalistes de *l'Humanité* viennent, attiré.e.s par cette « belle grève de femmes », comme l'écrivait Lucie Colliard, figure féministe, pacifiste et socialiste de cette époque. Le 5 décembre, un meeting sous la Halle de la ville fait venir 4000

personnes. Un ordre venant du ministre de l'intérieur demande à la police de charger la foule, des vieux et des enfants sont blessé.e.s, le sang coule. De leur côté, les patrons d'usine paient des briseurs de grève venant de Paris mais au bout de 6 semaines et 4 jours de grève, les patrons finissent par céder et augmenter les salaires des ouvrières, qui obtiennent aussi la reconnaissance des heures supplémentaires et du droit syndical. Si, depuis, les conserveries ont fermé les unes après les autres à Douarnenez et que les femmes ont abandonné sabots et coiffes, les forces de l'ordre, elles, continuent à charger les foules. Reste un air de la chanteuse Claude Michel que l'on fredonne : « Un jour toutes ensemble les femmes se lèvent, à plusieurs milliers se mettent en grève ».

#### Six semaines et quatre jours de grève

Ces femmes n'en sont pas à leur première grève, certaines étaient déjà là lors de la grève de 1905 où elles ont réclamé et obtenu de ne plus être payées aux 100 sardines travaillées, mais à l'heure. Ainsi les contremaîtresses ne pouvaient plus les flouer sur le nombre de sardines lavées, mises en friture

**En novembre 2015, Silence a publié une grande affiche couleur intitulée "100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui". Chaque mois, cette chronique permet de revisiter une date du féminisme. [www.revuesilence.net/affiche\\_100dates](http://www.revuesilence.net/affiche_100dates)**

#### » Suisse

### Des quotas d'hommes dans les crèches ?

Deux élus zurichois ont proposé, début 2016, un quota de 35% d'hommes dans les crèches de leur canton. Les hommes ne représentent aujourd'hui que 5% des éducateurs de la petite enfance en Suisse. Et les préjugés sur ceux qui s'engagent dans cette voie - soupçons de pédophilie au premier chef - restent tenaces. Thomas Grillot, auteur du livre *Un homme à la crèche*, commente : "Que les enfants voient un homme s'occuper de jeunes enfants, c'est bon à long terme pour changer la répartition des tâches". Une mesure sans doute intéressante, mais insuffisante : ce sont aussi les jouets proposés, les couleurs associées à chaque enfant, ou encore le lien éducatif qui est fait entre le fait d'être un homme et "de ne pas avoir envie de s'occuper des autres" qui doivent aussi être travaillés.

#### » Wikipédia

### Pensée masculine

Depuis 2011, l'encyclopédie libre en ligne Wikipedia organise des journées dédiées aux contributrices (notamment lors de la journée internationale de la femme) pour essayer de rééquilibrer la proportion de contributeurs et de contributrices... mais rien n'y fait : environ 90 % des contributeurs sont des hommes. Les animateurs du site ont identifié un certain nombre de causes à ce désintérêt : le manque de convivialité dans l'interface d'édition, le fait que leurs contributions sont souvent modifiées, réécrites... et que les femmes se lassent vite de ces "guerres d'édition" (sur des sujets touchant la grande industrie, nous avons déjà signalé que les entreprises ont des responsables de communication qui effacent ou modifient en permanence ce qui les gêne : voir par exemple des sujets comme les OGM, le nucléaire, l'armée...). Il n'y a pas que le sexisme qui pose problème. Selon Wikipedia, 80 % des contributeurs sont des hommes blancs de moins de trente ans, fortement diplômés et célibataires.

### Benoîte Groult

La journaliste Benoîte Groult publie son premier livre en 1958, co-écrit avec sa sœur Flora Groult, *Journal à quatre mains*, qui retrace leur vie pendant la Seconde Guerre mondiale. Dans tous ses romans, autobiographies ou essais, Benoîte Groult relate la condition des femmes françaises de son temps : *Ainsi soit-elle* (1975), *Les vaisseaux du cœur* (1988), *Histoire d'une évasion* (1997), *Mon évasion* (2008)... Féministe, elle l'est devenue sur le tard. La militante s'est battue entre autres pour la visibilité des femmes à travers l'usage du féminin dans la langue française. De 1984 à 1986, elle a présidé la Commission de terminologie chargée de la féminisation des noms de métiers et de fonction. La femme de lettres est décédée le 20 juin 2016, âgée de 96 ans.

## OGM cachés

♦ **Occupation.** Le 1<sup>er</sup> juin 2016, plusieurs dizaines de personnes occupaient des locaux de la DRAAF (Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt) de Lyon. Membres des Faucheurs volontaires et d'autres collectifs, elles intervenaient pour exiger du gouvernement qu'il oblige les semenciers à une vraie traçabilité pour les cultures de tournesol et colza mutés, et un étiquetage de la semence à l'assiette et pour qu'il fasse pression auprès de la Commission Européenne afin que les nouveaux OGM soient bien considérés comme tels, et qu'ils soient ainsi évalués, tracés et étiquetés de la semence à l'assiette. Lors d'entretiens obtenus avec la direction des Draaf, les activistes ont constaté que les évaluations promises des surfaces cultivées de ces OGM cachés n'étaient pas faites. Seules des approximations ont pu être données. Pour le colza, c'étaient 20 000 hectares soit 1,35 % des surfaces qui étaient des plantes mutées en 2015, le double de 2013. Pour le tournesol, 144 000 hectares sont des OGM mutés en 2015, soit 22 % des surfaces, légèrement plus qu'en 2014.

♦ **Le Conseil d'Etat entend les associations.** Le 12 mars 2015, neuf organisations paysannes et de la société civile engageaient un recours devant le Conseil d'Etat contre le décret permettant de commercialiser et de cultiver

les variétés rendues tolérantes aux herbicides (VrTH) sans aucune évaluation, ni étiquetage, ni suivi. Ces plantes obtenues par le procédé de modification génétique appelé mutagenèse sont de véritables éponges à pesticides qu'elles peuvent tolérer à haute dose. Le 9 juin 2016, les représentant-es de ces organisations ont pu être entendu-es par le Conseil d'Etat. Leurs deux experts, Christian Vélot et Yves Bertheau, ont pu être confrontés à ceux du Ministère de l'Agriculture. L'audience du jugement est prévue pour septembre 2016.

♦ **Un moratoire sur la mutagenèse ?** Le 15 juin 2016, la *Commission du développement durable* de l'Assemblée nationale a voté le rajout dans le projet de loi biodiversité, d'une mesure d'interdiction de "la mise en culture de semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagenèse" en 2017 et 2018. Ce moratoire de deux ans devait permettre d'attendre les conclusions des travaux de l'*Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail* (Anses) sur ce sujet, qui ont pris du retard du fait de la non-transmission d'informations par le Ministère de l'Agriculture. Ce moratoire a été retiré de la loi lors du passage à l'Assemblée nationale



## Peine confirmée pour trois faucheurs

Le 24 juillet 2010, des faucheurs et faucheuses volontaires neutralisaient deux parcelles en plein champ de tournesols mutés rendus tolérants aux herbicides, en Indre-et-Loire. D'abord condamnés à trois mois de prison avec sursis ainsi que des dommages et intérêts, deux des trois faucheurs prévenus ont vu leur peine s'agréments d'une amende modeste par la Cour d'Appel d'Orléans en 2014. Dernier épisode en date : le 25 mai 2016, la Cour de cassation a rejeté l'état de nécessité.



# Agri-bio

### » Somme

## Qu'est-ce qu'un pain bio ?



Mobilisation devant le tribunal

Après un premier report en mai, Françoise Bourgeois doit passer au tribunal le 6 septembre 2016 pour "présentation de produit faisant croire qu'il bénéficie de la qualité de produit de l'agriculture biologique". Quel est le problème ? Alain et Françoise sont boulangers et apiculteurs à Liomer. Ils sont sous mention "Nature & Progrès", un label plus exigeant que le label bio officiel. Ils achètent de la farine à un paysan biologique voisin et réalisent un "pain au levain de farine biologique". C'est ce qui figure sur une affiche lorsqu'arrive, en février 2014, une inspection de la Direction départementale de la protection des populations. A côté de l'affiche, ils ont punaisé l'étiquette de la farine utilisée laquelle porte le logo AB français et européen. Et bien, la présence de ce logo est assimilée à une tromperie. Le 12 mai 2016, une cinquantaine de personnes de Nature & Progrès, de la Confédération paysanne, de l'association des producteurs bio de Picardie, sont venues les soutenir devant un tribunal qui, surchargé, a reporté la date du procès. L'accusation porte sur l'utilisation du mot "bio" : celui-ci est-il devenu une marque ?

La suite sur leur blog : <http://paindalain.blog4ever.com/>

## Du canard dans le vin



En Afrique du Sud, à Vergenoegd, un domaine viticole s'est rendu célèbre pour sa méthode utilisée afin d'éviter les traitements chimiques sur sa vigne. Chaque jour, c'est un millier de canards qui sont lâchés dans son vignoble. "Les canards nettoient littéralement les vignes en mangeant les insectes et les escargots qui sont nuisibles aux grappes. En plus, ils contribuent à la fertilisation du terrain !", explique Nicole Arnold, l'une des viticultrices.

Site : <http://vergenoged.co.za>.

## Des militants africains bloquent l'AG de Bolloré



Le 3 juin 2016, l'AG des actionnaires de Bolloré était perturbée par des militants venus du Congo, du Cameroun et de Côte d'Ivoire. Le sit-in et le blocage non-violent des accès de la réunion avaient pour but de demander à Vincent Bolloré de venir s'expliquer sur ce qu'ils estiment être le non-respect de ses engagements pris en 2013 et en 2014 pour résoudre le conflit qui oppose les communautés locales aux plantations industrielles de palmiers à huile et d'hévéa de la Socfin, dont le groupe est actionnaire à 38,7 %. Parallèlement, les usines de la Socapalm au Cameroun, de la SoGB en Côte d'Ivoire, de la LAC au Liberia et de la SAC en Sierra Leone, toutes filiales de la Socfin, étaient les cibles de manifestations et de blocages de la part des communautés affectées. Leurs revendications : que Bolloré amène la Socfin à accepter le dialogue en vue de rétrocéder les terres considérées comme espace vital aux villageois riverains et de respecter leurs droits à des compensations sur l'accès à la santé, à l'eau ou à l'électricité. Silence a raconté les premiers épisodes de cette action dans son n°446, page 15.

ReAct, Cap Berriat, 5, rue Georges Jacquet, 38000 Grenoble, <http://projet-react.org>.

### » Biens mal acquis

## L'oncle de Bachar el-Assad mis en examen

En 2013, plusieurs associations dont Sherpa avaient lancé une campagne contre les placements immobiliers en France de dictateurs ou de leur famille. Cela a provoqué des enquêtes de la justice et une première inculpation est tombée le 27 juin 2016 : Rifaat el-Assad, frère de l'ancien président syrien, oncle de l'actuel, 78 ans, vient d'être mis en examen pour soupçons de détournements de fonds. Son patrimoine immobilier en France est estimé par les services fiscaux à 90 millions d'euros. Un premier pas pour mettre fin à l'impunité des pires dirigeants que la France accueille.

» CHRONIQUE

EN DIRECT DE NOS COLONIES

Mathieu Lopes

## APE : Accords de Paupérisation Économique

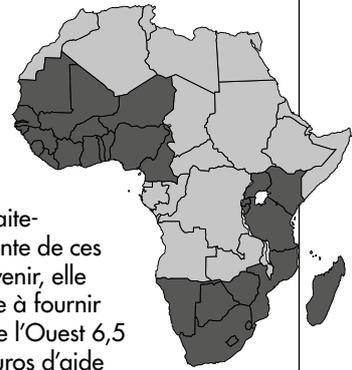
C'est un véritable bras de fer qui se joue en ce moment entre les pays d'Afrique de l'Ouest et l'Union Européenne (UE), à propos de la signature de l'Accord de Partenariat Économique (APE), euphémisme pour désigner l'accord de libre-échange voulu par la Commission européenne et l'Organisation Mondiale du Commerce.

Depuis 1975 et jusqu'à présent, les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) peuvent exporter leurs productions sans droits de douane vers l'UE, tout en maintenant des taxes à l'importation pour les marchandises européennes. C'est pour mettre fin à ce traitement jugé préférentiel, qui n'a pourtant pas empêché le continent de s'appauvrir, que l'UE exige, avec les APE en cours de négociation avec différentes régions (Afrique de l'Est, Afrique australe, etc.), la libéralisation quasi totale des échanges commerciaux : dans le cas de l'Afrique de l'Ouest, il lui est demandé de supprimer ses droits de douane sur 82% des importations européennes. Cela revient à mettre en compétition la zone économique la plus riche du monde avec l'une des régions les plus pauvres.

### Une relation de subordination à l'Europe

Les conséquences de cet APE pour l'économie des pays ouest-africains seront désastreuses. Les pays perdront des revenus considérables liés aux droits de douane : la perte cumulée est estimée à environ 30 milliards d'euros sur les 20 premières années, autant d'argent en moins pour l'éducation, la santé, par exemple. Les petites entreprises, les exploitations agricoles, les industries locales naissantes subiront de plein fouet la concurrence avec les multinationales européennes. À terme, c'est la souveraineté alimentaire et économique de l'Afrique de l'Ouest qui est gravement menacée.

Preuve que l'UE est parfaitement consciente de ces difficultés à venir, elle s'est engagée à fournir à l'Afrique de l'Ouest 6,5 milliards d'euros d'aide au développement sur cinq ans. D'une part, il ne s'agit que du redéploiement de fonds déjà existants, et d'autre part, l'existence même d'un tel programme de développement prouve que l'APE ne crée pas un partenariat économique réciproque et égalitaire mais maintient au contraire les pays d'Afrique de l'Ouest dans une relation de subordination, héritée de la colonisation : il place ces pays dans l'obligation de quémander une aide financière à l'UE pour s'adapter à des règles strictes et inéquitables imposées par cette même institution.



### Maintenir la pression citoyenne

Après plus de 10 ans de négociations, dictées par les pressions intenses de l'UE mais aussi par les résistances émanant de la société civile et des États africains (en particulier en 2007), la signature de l'APE est aujourd'hui imminente mais peut encore être stoppée. En effet, les négociations terminées, il revient désormais à l'ensemble des pays de la région ouest-africaine de signer l'accord ainsi qu'au Parlement européen de le valider (la signature des États européens étant elle d'ores et déjà acquise). Or avant l'été, deux pays ouest-africains refusaient toujours de signer (le Nigeria et la Gambie) et le Parlement européen est censé voter en septembre : c'est donc le moment ou jamais de créer et maintenir une pression citoyenne auprès des euro-député-e-s, en faveur de la souveraineté de l'Afrique de l'Ouest – et, au-delà, pour les autres régions concernées par de tels accords.

Une chronique de : *Survie*, 47, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, <http://survie.org>





# Énergies

## 100 % renouvelables, c'est pour bientôt

Il y a encore quelques années, dans les écoles d'ingénieurs, EDF venait expliquer qu'on ne pouvait pas dépasser un certain seuil de renouvelables dans le réseau électrique du fait de la trop grande variabilité de la production éolienne ou solaire. En 2010, EDF affirmait encore que ce seuil était autour de 10 %. Mais voilà que des pays comme l'Allemagne, l'Espagne ou le Danemark ont déjà dépassé ce cap ! Alors maintenant, ce seuil est estimé, en France, à 25 %.

Soit nos ingénieurs sont de mauvaise foi, soit ils sont mal informés... Boris Schucht, directeur de l'opérateur du réseau 50Hertz qui dessert 18 millions de personnes dans le nord de l'Allemagne, annonce lui, dans le *Tagesspiegel* du 6 juin 2016, avoir atteint 49,5 % en 2015 et qu'il n'y a aucun problème actuellement à monter à 80 %.... Avec quelques aménagements, il sera possible d'atteindre rapidement 100 %.

C'est déjà ponctuellement le cas. Au Portugal, du 7 mai à 6 h 45 au 11 mai à 17 h 45, la consommation électrique a été entièrement couverte par les énergies renouvelables. En Allemagne, aux mêmes dates, les renouvelables ont couvert jusqu'à 83 % des besoins électriques. Au Danemark, cela est déjà monté à 140 %.

## Rénovation thermique, des freins persistants

En clôture de la conférence environnementale, Ségolène Royal a annoncé, le 27 avril 2016, la révision prochaine de la réglementation thermique des bâtiments existants. Si l'on peut se féliciter d'une progression législative dans le domaine (que l'entretien des bâtiments soit pensé globalement avec comme visée de rattraper les normes thermiques du neuf), l'absence de moyens de financements adéquats : la possibilité de prêts à taux bas permettant de financer des travaux importants, remboursables en fonction des économies réalisées, rend la proposition vouée à être inefficace. En effet, de nombreuses copropriétés (15 % du parc selon le Ministère du logement) n'arrivent déjà plus à entretenir le bâti existant, elles pourront encore moins trouver de l'argent pour l'améliorer.



# Nucléaire

**Flamanville**

Tous au rassemblement  
**1<sup>er</sup> & 2 OCTOBRE 2016**

NON À L'EPR  
NON AU RAFISTOLAGE DES RÉACTEURS  
ARRÊT DU NUCLÉAIRE, ÉNERGIE DE DESTRUCTION MASSIVE...

Organisé par le COLLECTIF ANTI-NUCLÉAIRE OUEST [www.can-ouest.org](http://www.can-ouest.org)  
10 Route d'Étang Val - 50340 LES PIEUX / 07 68 35 03 38

### » Lorraine

## A Bure, l'inquiétude et l'opposition montent

Environ 2000 personnes ont participé à l'opération "200 000 pas à Bure" le dimanche 5 juin 2016. L'occasion de présenter une analyse des documents de l'ANDRA, Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs : l'étanchéité du sous-sol sur des temps géologiques est une pure spéculation (mais ce sera après la mort de ceux qui prônent cette solution) ; comme pour les mines de la région, le risque d'affaissement est présent ; il faudrait théoriquement surveiller ces déchets pendant 100 000 ans (les Pyramides égyptiennes, c'était il y a seulement 5000 ans) ; enfin, les prix s'envolent (entre 25 et 50 milliards d'euros) et rien ne dit que le projet pourra aller à son terme avant la faillite du secteur nucléaire. Va-t-on avoir la sagesse d'arrêter ce projet d'enfouissement et laisser les déchets sur les sites des centrales nucléaires où ils ont été produits, la solution la moins pire ?

## Fissures à droite

A droite, Corinne Lepage dénonce depuis longtemps l'impasse économique dans laquelle nous enfonçons le nucléaire. Mais jusqu'à maintenant, le discours des partis de droite n'a pas remis en cause la poursuite du nucléaire. Cela pourrait évoluer. Dans un entretien paru dans *La Vie* du 31 mai 2016, Bruno Le Maire, candidat à la primaire, a déclaré : "On a été capable de faire du nucléaire l'excellence française depuis les années 70. Pourquoi on ne fait pas la même chose sur l'environnement ? Notamment, en faisant de la France le champion de l'ambition environnementale sur les énergies renouvelables (...) Alors que l'éolien est une énergie intermittente, on ne sait pas la stocker. Or, le pays qui maîtrisera le stockage de l'énergie, sera demain le leader des énergies renouvelables (...) Soyons la première nation au monde à maîtriser la technique du stockage des énergies renouvelables". Et de conclure : "Dire qu'on va retrouver un esprit de conquête sur le nucléaire, je suis sceptique. Mais retrouver un esprit de conquête sur l'environnement et la santé, cela peut enthousiasmer les gens".



## » «Viande à rems»

### Première victime officielle

Le 15 avril 2016, le tribunal des affaires sociales de l'Essonne a condamné pour "faute inexcusable" la société Endel pour le décès par cancer de Christian Verronneau, à l'âge de 57 ans. Endel est une filiale d'Engie qui intervient en sous-traitance pour des travaux en zone radioactive dans les centrales nucléaires. Christian Verronneau a travaillé pendant 30 ans dans le nucléaire : décontamination, pose de manchon de plomb sur des tuyauteries fortement radioactives... Il y aurait plus de 30 000 sous-traitants en France qui encaissent 90 % des doses d'irradiation reçues dans les réacteurs français... Ils ne sont pas suivis médicalement et ne figurent pas dans les statistiques, car officiellement ils ne font pas partie d'EDF. Philippe Billard, du collectif Santé/sous-traitance, estime qu'EDF a trouvé ainsi le moyen de "délocaliser" les cancers.

<http://www.ma-zone-controlee.com/association-sante-sous-traitance>

### En route pour l'accident majeur...

5 milliards pour Areva, 5 milliards pour EDF. C'est ce que nous allons payer en 2016, via l'Etat, pour éviter la faillite des deux grandes firmes du nucléaire. Et ce n'est pas fini !

Le 29 avril 2016, Areva reconnaît avoir produit des pièces défectueuses et falsifié des documents de contrôle.

Le 2 mai 2016, l'Autorité de sûreté nucléaire annonce que les défauts dans la cuve de l'EPR de Flamanville s'étendent sur les trois quarts de l'épaisseur et non la moitié comme indiqué par AREVA. L'EPR accuse déjà 6 ans de retard.

Le 2 mai 2016, le Parlement européen refuse de voter une rallonge de 4 milliards pour le chantier ITER de Cadarache qui annonce déjà un retard de 5 ans. Bizarrement les médias annoncent que le prix est déjà passé de 9 à 20 milliards... mais ce n'est pas exact : au départ, en juin 2007, le prix annoncé était de 1,5 milliard ! (voir *Silence* n° 382, septembre 2010).



Le 3 mai 2016, Isabelle Kocher, la nouvelle directrice d'Engie qui possède 7 réacteurs nucléaires en Belgique, annonce que l'avenir est au solaire décentralisé et à la transition énergétique. Engie renonce à toute nouvelle construction dans le domaine du nucléaire.

Le 3 mai 2016, Corinne Lepage révèle que les dégâts sont tels à Paluel après la chute d'un générateur de vapeur que le réacteur n° 2 risque de ne jamais pouvoir redémarrer.

» CHRONIQUE

## CATASTROPHE DE FUKUSHIMA

Monique Douillet

### Santé, surtout ne pas savoir !

**Résumé de la publication en français d'un rapport par l'IPPNW, Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire sur les conséquences sanitaires de la catastrophe, sortie en mai 2016.**

Il s'agit d'une vaste compilation d'études scientifiques de différents pays.

Des études sur les papillons, par exemple, montrent d'importantes mutations génétiques. Comme les insectes se reproduisent rapidement, elles apparaissent tout de suite, alors qu'il faut plus de deux générations pour mesurer les conséquences sur les humains.



De manière générale, on a constaté une réduction du nombre d'oiseaux, de papillons et de cigales proportionnelle à la radioactivité ambiante de la zone étudiée.

Les médecins qui ont réalisé ce rapport s'étonnent des écarts d'estimation de radioactivité entre les données officielles et celles mesurées par des études indépendantes.

Ils dénoncent le fait que l'Université de médecine de Fukushima, qui coordonne le programme de dépistage du cancer de la thyroïde soit financée en partie par l'AIEA\*, Agence notoirement liée au lobby nucléaire. Mis à part l'étude sur les cancers de la thyroïde chez les 116 enfants qui souffrent déjà d'un cancer à évolution rapide, aucune autre recherche n'a été entreprise sur l'augmentation des fausses couches, malformations fœtales, leucémies, lymphomes, tumeurs solides et maladies diverses. Ceci, alors qu'on sait qu'autour de Tchernobyl toutes sont encore en augmentation 30 ans après.

Les mêmes médecins demandent que des études épidémiologiques soient lancées en distinguant 4 catégories de population :

- les 25 000 personnes qui sont intervenues sur le site dans les premiers jours de l'accident et ont été très fortement contaminées
- les 200 000 évacués qui ont reçu des doses importantes initialement
- les non évacués qui continuent à recevoir chaque jour des doses de radioactivité
- le reste de la population du Japon, exposée à des rayonnements à faibles doses, mais qui ingère de l'eau et des aliments contaminés.

Si l'on se base sur les chiffres du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (UNSCEAR, un organisme pro-nucléaire), on peut attendre une incidence de 10 000 cancers au Japon dans les décennies à venir. Si l'on prend en compte des données et des facteurs de risque plus récents, les estimations sont de quelque 66 000 cas de cancer supplémentaires, dont la moitié mortels.

Comment se peut-il qu'on ignore encore quelle quantité de radiation a été réellement émise en mars et avril 2011 ? Et combien il s'en est échappé depuis des réacteurs en ruine et du site de la centrale ? En d'autres termes, les informations de base concernant la contamination du sol, de l'océan et de la nourriture sont encore un sujet de controverse entre le lobby nucléaire et les scientifiques indépendants.

\* AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique

➤ Site de la section française : Association des Médecins pour la Prévention de la Guerre Nucléaire - <http://amfpgn.org/site/category/qui-sommes-nous/amfpgn-presentation/>

Une version chronologique détaillée de la catastrophe se trouve sur notre site : [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)



# Paix

## » Arabie Saoudite - Yémen

### Embargo sur les ventes d'armes ?

Alors que depuis un an, l'Arabie saoudite pilonne les régions chiïtes du Yémen (soutenue par l'Iran), le Parlement européen a adopté une résolution le 25 février 2016, enjoignant les Etats membres à mettre en place un embargo sur les armes. La France est particulièrement visée. Mais rassurons tout de suite nos marchands d'armes tricolores : la résolution est "non-contraignante". Et sera donc sans doute sans effet.

Il faut dire que depuis mars 2015, l'Arabie saoudite a bien profité des Rafale de Dassault : jusqu'à 300 sorties par jour. Les villes d'Aden et Taizz, deuxième et troisième ville du pays, ont été autant bombardées en un an qu'Alep en Syrie en cinq ans. Selon les Nations Unies, il y a eu 6300 morts en un an, dont la moitié de civils.

La France ne renoncera pas à alimenter le conflit : pour l'armement, l'Arabie Saoudite est notre meilleur client et il est solvable.



Raphaël Bodin

## Actions contre Eurosatory

Le 13 juin 2016, au moment de l'inauguration du salon de l'armement, une cinquantaine de pacifistes ont bloqué les entrées pendant qu'une quinzaine d'autres recouvraient un char Leclerc d'une peinture couleur sang. 15 militants ont été arrêtés et contrôlés pendant quatre heures.

## Dépenses mondiales d'armement en hausse

Les dépenses mondiales d'armement sont en hausse de 1 % pour 2015 pour atteindre 1700 milliards de dollars, soit le double de 2002. C'est la conclusion de l'étude du SIPRI, Stockholm International Peace Research Institute. Les dépenses sont en baisse dans certaines régions du monde (Afrique, Amérique latine et caraïbes) mais en hausse dans certains pays occidentaux (Europe de l'est notamment). La hausse est plus modérée que dans les années 1990-2010.

## Daniel Berrigan



Daniel Berrigan, Catonsville le 17 mai 1968 : les 9 brûlent des dossiers militaires

Figure majeure du mouvement non-violent aux Etats-Unis, Daniel Berrigan est décédé le 30 avril 2016 à l'âge de 94 ans.

D'abord engagé dans le mouvement pour les droits civiques, il est surtout connu pour avoir brûlé, le 17 mai 1968, à Catonsville (Maryland), avec son frère Philip et sept autres personnes, des fichiers militaires à l'aide de napalm qu'ils avaient fabriqué eux-mêmes selon une recette relevée dans un manuel militaire. "Nous nous excusons, écrira-t-il, pour avoir troublé l'ordre, pour avoir brûlé du papier plutôt que des enfants. Nous ne pouvions pas faire autrement". Cette manifestation eut un succès retentissant et a contribué fortement au développement d'une protestation nationale généralisée contre la guerre du Vietnam, y compris dans les communautés religieuses.

Depuis, Daniel Berrigan, prêtre catholique, a été

arrêté des centaines de fois lors de manifestations contre la guerre et les armes nucléaires.

En 1972, les frères Berrigan et d'autres militants, sont accusés de menacer de kidnapper le secrétaire d'Etat Henry Kissinger. Ce sera le plus long procès de l'histoire des Etats-Unis.

Le 9 Septembre 1980, avec son frère Philippe et six amis, Berrigan entre dans le quartier général de la General Electric en Pennsylvanie et frappe à coups de marteau sur des têtes de missiles atomiques non encore équipés. Ils sont arrêtés, jugés, condamnés à 10 ans de prison pour l'accusation de crime de destruction de biens publics.

Il a passé deux années de sa vie en prison, et a été à plusieurs reprises nommé pour le Prix Nobel de la paix.

(D'après John Dear, sur [conflitsansviolence.fr](http://conflitsansviolence.fr)).

31<sup>e</sup> foire régionale biologique

# Biozone

10 et 11 septembre 2016 de 10 à 19 heures

## Mûr de Bretagne

FOIRE-BIOZONE.ORG

Jardinons...

Échange d'encart contre stand



## » Brexit

### La fin d'une certaine Europe ?



"See EU later" est un jeu de mot avec "See you later" qui signifie "au revoir"

Le 23 juin 2016, les Britanniques se sont rendus aux urnes (73,2 % de participation) et le retrait de l'Union européenne est passé avec près de 52 % des voix. Contrairement au Traité européen rejeté par référendum en France (54,6 % de non, le 29 mai 2005) et aux Pays-Bas (61,5 % de non, le 1er juin 2005), contrairement au vote des Grecs contre le plan d'austérité imposé par l'Union européenne (61,3 % de non le 5 juillet 2015), il semble que cette fois la démocratie pourrait être respectée (c'est le Parlement britannique qui doit formellement voter ce retrait).

A noter que ce sont les milieux financiers, Londres, l'Ecosse et les jeunes qui ont le plus voté pour le maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne... Plus les électeurs sont âgés, plus ils ont voté pour sortir de l'Europe.

Cette première sortie pourrait entraîner d'autres... A moins que l'Union européenne se réforme radicalement, mais en a-t-elle la volonté et la possibilité ?

## » Israël-Palestine

### Campagne Boycott-Désinvestissement-Sanction

♦ **La France se détourne du drone israélien.** Suite à une campagne d'opinion contre l'achat par la France du drone Watchkeeper de la société israélienne Elbit System, qui contribue au meurtre de nombreux civils palestiniens par l'armée d'Israël, l'armée française a finalement confié début février à la Sagem (groupe Safran) la fabrication de ses drones.

♦ **Financer l'armée israélienne est déductible des impôts... en France.** Cela a déjà été dénoncé en 2014 par un chercheur du CNRS, Laurent Bonnefoy, qui travaillait alors sur les dons aux associations. Il avait constaté l'existence d'associations qui collectaient de l'argent pour Tsahal, l'armée israélienne. Et ces associations sont déclarées d'intérêt général... donc les dons qu'on leur fait sont déductibles à hauteur de 60 % des impôts. Le 10 mars 2016, la sénatrice de l'Orne, Nathalie Goulet (UDI) a posé une question au Sénat sur cette étonnante "niche fiscale", s'étonnant que nos impôts puissent financer une armée étrangère. Depuis la sénatrice a reçu des menaces de mort. En lien avec le Mossad ?



Ville de Gaza après les bombardements israéliens en 2015

♦ **Israël détruit des installations financées par l'Europe.** Durant le premier trimestre 2016, Israël a démolé environ 150 structures financées par l'Union Européenne. Cela va d'un projet agricole à 10 millions d'euros dans la vallée du Jourdain, à un terrain de jeu de 54000 euros en passant par une école primaire ouverte pour la communauté bédouine à l'est de Jérusalem. L'organisation à but non lucratif *Euro-Mediterranean Human Rights Monitor* estime que le montant total des aides européennes dilapidées depuis 2001 s'élève à 66 millions d'euros. Selon certains politiciens israéliens d'extrême-droite, il s'agit clairement de faire payer à l'Europe sa décision d'étiquetage obligatoire des produits israéliens. (*Agence Médias Palestine*, 7 juin 2016.)

## » Italie

### Succès du Mouvement 5 étoiles



Chiara Appendino, mairesse de Turin

Le Mouvement 5 étoiles, né en 2009, regroupe des gens qui luttent contre la corruption des grands partis. Il se veut ni de gauche, ni de droite, mais promeut l'honnêteté. En 2013, il avait créé la surprise en recueillant 25 % des voix aux élections législatives. Malgré de nombreuses démissions (notamment parce que le mouvement n'est pas clair vis-à-vis des migrants), le Mouvement 5 étoiles a été le principal vainqueur aux élections municipales partielles du 19 juin 2016. A Rome, sa candidate, Virginia Raggi, 37 ans, devient la première femme maire de la capitale. Elle l'emporte avec 67 % des voix. A Turin, une autre femme, Chiara Appendino, 40 ans, l'emporte avec 53 % des voix. Elle est économiste et connue pour son engagement contre la liaison rapide Lyon-Turin.

## Grèce

♦ **Dettes et dettes.** La dette globale de la Grèce se monte début 2016 à 320 milliards d'euros. Par comparaison, celle de la France a dépassé les 2000 milliards d'euros. Quant à l'Allemagne, sa dette officielle est passée par un maximum en 2013 à 2088 milliards d'euros. A cette dette allemande, certains rajoutent les 60 % de la dette qui a été effacée après la seconde guerre mondiale, en 1953, et qui représentait alors les deux tiers du PIB du pays. A cette époque, la Grèce a accepté de ne pas être remboursée comme 21 autres pays. Cela représente en équivalent d'aujourd'hui de l'ordre de 800 milliards d'euros. La Banque centrale européenne a annoncé en mars 2015, l'émission de 1140 milliards d'euros pour lutter contre le risque de déflation. Elle devrait racheter des dettes bancaires à hauteur de 60 milliards par mois. Rien ne l'empêche de commencer par racheter tout ou partie de la dette grecque ! C'est juste un choix politique.

♦ **Assassin d'extrême-droite libéré.** Pavlos Fyssas, rappeur antifasciste, a été assassiné par Yorgos Roupiakas, militant d'Aube dorée, parti néo-nazi, le 18 septembre 2013, dans une banlieue d'Athènes. Yorgos Roupiakas a été arrêté le soir même : la police était présente sur place et son action a été filmée. Le 18 mars 2016, alors qu'il n'est toujours pas passé en procès, Yorgos Roupiakas a bénéficié d'une liberté conditionnelle car en Grèce la préventive ne peut dépasser 30 mois. Comment se fait-il que la justice, qui a toutes les preuves en main, n'ait pas réussi à faire un procès dans ce délai de 30 mois ?



## Notre-Dame-des-Landes

**NOTRE-DAME-DES-LANDES :**  
**LE RÉFÉRENDUM MALGRÉ LA CONTÉSTATION**



♦ **Que changent les résultats du référendum ?** Si le "oui" au nouvel aéroport l'emporte avec 272 648 électeurs et 55,17 % des voix, cela ne résout pas les problèmes : la participation n'a été que de 51 % ce qui signifie que la moitié de la population de Loire-Atlantique n'a pas voulu s'exprimer sur cette question. Sur la commune de Notre-Dame-des-Landes, le "non" l'emporte avec 73,57 % des voix. Le non est majoritaire dans toutes les communes voisines. A Nantes même, c'est presque l'égalité : 50,06 % pour le oui (100 voix d'écart). La plupart des Zadistes n'avaient pas la possibilité de voter, n'étant pas inscrits dans le département. Enfin, le découpage électoral choisi par le gouvernement a confirmé la justesse des études préalables : le seul moyen d'avoir un vote favorable pour lui était de circonscrire le vote au département, car dès qu'on élargissait à d'autres départements, le "non" l'emportait.

♦ **Une évacuation à l'automne ?** Dès le résultat du référendum connu, Manuel Valls a demandé aux Zadistes de quitter les lieux avant l'automne... ce qui peut laisser craindre une nouvelle offensive armée. Les agriculteurs rappellent que de nombreux recours n'ont pas encore été tranchés et que passer en force ne rend pas le dossier plus légal. Il y a toujours des recours européens sur le non-respect des directives concernant l'eau et des espèces protégées.

♦ **Budget sans commune mesure.** Les opposants au projet d'aéroport ont communiqué leur budget pour le référendum : 50 000 €. Une goutte d'eau par rapport aux sommes dépensées par les élus pro-aéroports avec pages de publicités dans les journaux. L'association des Maires de Loire-Atlantique a lancé un appel à tous les maires du département pour s'engager en faveur du oui... alors que l'association est par ses statuts apolitique. Cap Atlantique, une communauté de communes, a distribué à ses agents une plaquette en faveur de l'aéroport. Financée par qui ? De nombreux bulletins municipaux ont publié des tribunes en faveur du oui, refusant de laisser s'exprimer les élus qui appellent à voter non. Un débat démocratique biaisé, comme d'habitude. L'inégalité de moyens n'a pas été retenue par le Conseil d'Etat lors des recours en annulation.

♦ **A qui profite le crime ?** Le seul vrai intérêt du transfert de l'aéroport réside dans la libération de terrains proches de l'actuel aéroport qui pourraient devenir constructibles. On peut penser que les promoteurs immobiliers ont sérieusement "aidé" nos élus locaux à soutenir le transfert. Un document de la DGAC, Direction générale de l'aviation civile, transmis au ministère de l'environnement reconnaît que cela permettrait la construction de 7500 nouveaux logements. Une enquête locale devrait permettre de savoir qui a acheté les terrains concernés... Cela serait sans doute instructif.

♦ **Partialité de la Commission de débat public.** Dans un article paru le 9 juin 2016 sur Médiapart, Jade Lindgaard révèle que Christian Leyrit, président de la Commission nationale du débat public, chargée d'informer les citoyens sur le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, a collaboré pendant dix ans avec Bernard Lassus, le paysagiste recruté par Vinci pour son aéroport. On peut lire dans la charte de déontologie de cette commission : "Le public est très attaché à la neutralité, à l'impartialité, et à la transparence dans la conduite des procédures".

### » Bouches-du-Rhône

## Le ball-trap pollue trop

Le 30 mars 2016, le procureur de la République a ordonné la fermeture administrative du ball-trap de Cabannes, en zone inondable de la Durance. Cela fait suite à une plainte déposée fin 2014 par l'association L'Etang nouveau qui a constaté que les stands de tirs étaient inondés pendant les crues alors que le sol regorge de plombs de chasse abandonnés sur le sol (on retrouve des plombs jusque sur la rive opposée !). Ces plombs sont réellement composés d'un mélange de plomb et d'arsenic (5 à 8 % utilisé pour le durcissement du plomb). D'après les données du ball-trap, pour la seule année 2014, l'association a calculé que ce sont ainsi 5 tonnes de plomb et 300 kg d'arsenic qui ont été abandonnés sur le sol... puis emportés par la Durance. Or les rives de la Durance sont classées Natura 2000, ce qui semble incompatible avec une telle source de pollution. Suite à la fermeture du ball-trap, l'association demande maintenant une dépollution sur l'ensemble du site. Une pollution qui pose la question de savoir ce qu'il en est dans les autres ball-traps.

*L'Etang nouveau, avenue Adam-de-Craponne, 13250 Saint-Chamas, tél. : 06 63 65 28 72 (Pascal Bazile), <https://letangnouveau.wordpress.com/>*

### » Gironde

## ZAD contre un projet de golf

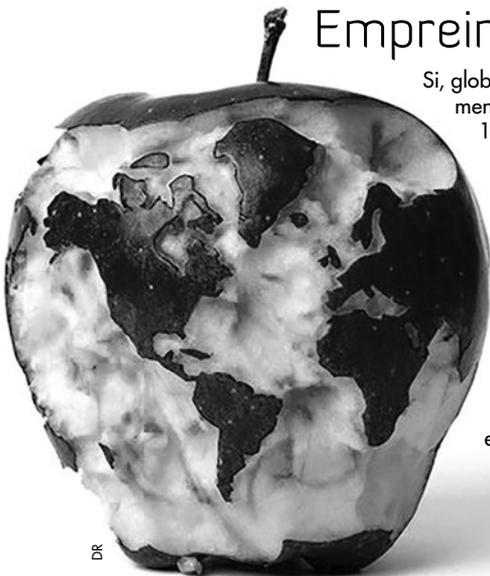


Simon Barthélémy / Rue89 Bordeaux

Le 18 juin 2016, la zone humide protégée de Villenave-d'Ornon, en périphérie de Bordeaux, a été occupée et transformée en Zone à Défendre (ZAD). Sur ce Domaine de la Plantation, espace protégé par son statut de Zone Natura 2000, en bordure de Garonne, est en effet prévue l'implantation d'un golf à 18 trous, d'un parc d'affaires, d'un lotissement, d'un hôtel et d'un club-house sur une surface de 167 hectares. Ces anciennes terres bocagères et maraîchères pourraient pourtant répondre à la demande croissante de paysans ne trouvant pas de terres où s'installer. La police est intervenue à plusieurs reprises pour permettre la poursuite des travaux de terrassement... mais, fin juin, le campement continue. *Domaine de la Plantation, à 15 minutes du centre de Bordeaux, bus 36 arrêt "Pas de la Côte". Info ZAD : 07 51 90 67 26, <https://angievizz.wordpress.com/>*

## Empreinte écologique

Si, globalement, les humains consomment actuellement 1,5 planète contre 1 planète dans les années 1970, les écarts entre pays sont énormes : alors que chaque personne dispose en moyenne de 1,7 hectare, les koweïtiens en usent 10,5. Ce sont les plus destructeurs, devant le Qatar (8,5), les Emirats Arabes Unis (6,8), le Danemark (6,7), la Belgique (6,6), la Suisse (5,1)... La France en est à 4,5 comme les Etats-Unis. La Chine a maintenant dépassé la surface disponible. Alors que l'Inde est un modèle d'économie de moyens : 0,8 hectare par habitant. Le record de sobriété étant détenu par le Timor oriental et la Palestine avec moins de 0,5 hectare.





## Pesticides

♦ **L'évaluation de la toxicité des pesticides est caduque.** Etude après étude, les résultats de l'équipe indépendante du professeur Séralini confirment que dans les pesticides, ce ne sont pas les seules molécules de glyphosates qui sont toxiques, mais avant tout leur combinaison avec les adjuvants et autres co-formulants qui sont intégrés au produit. C'est ce que montre une fois encore le résultat d'une étude publiée dans la revue scientifique *International Journal of Environmental Research and Public Health* le 26 février 2016 : les co-adjuvants s'avèrent plus toxiques que le glyphosate seul et sont des perturbateurs endocriniens. Il est donc nécessaire et urgent de modifier les tests d'évaluation de la

toxicité des pesticides en prenant en compte ces autres produits qu'ils contiennent ainsi que les interactions parfois toxiques entre eux. *Criigen, BP n° 15101, 14079 Caen Cedex 5, criigen.org.*

♦ **Le plan Ecophyto patine.** Ce plan gouvernemental, lancé en 2008 et destiné à réduire progressivement l'utilisation de pesticides en France, ne donne pas les résultats escomptés. L'objectif était une réduction de moitié de l'usage des pesticides d'ici 2025. Or les chiffres révélés début mars 2016 montrent une augmentation du volume de pesticides utilisés entre la période 2011-2013 et la période 2012-2014. Concernant les substances cancérigènes mutagènes et reprotoxiques par exemple, on est à +12,9%

entre 2013 et 2014. Le rapport d'étape pointe les mauvaises conditions climatiques, mais ces dernières tendent à devenir de plus en plus fréquentes. Selon François Veillerette, porte-parole de Générations Futures, un deuxième plan ecophyto serait bienvenu. *Générations Futures, 179, rue Lafayette (rdc), 75010 Paris, tél : 01 45 79 07 59, www.generations-futures.fr.*

♦ **Glyphosate : c'est reparti pour un (mauvais) tour.** Le 13 avril 2016, la Commission européenne a voté une résolution pour le renouvellement de l'autorisation du glyphosate sur le marché. Nous sommes censés nous réjouir du fait que cette autorisation concerne une durée de sept ans au lieu des quinze proposés, ne concerne pas les parcs et jardins publics, et ne concerne "que" les usages professionnels... qui sont de loin les plus massifs. Cette molécule herbicide puissante classée comme ayant des effets "probablement cancérigènes" pourra donc se retrouver dans notre alimentation pendant sept ans de plus... à la satisfaction de l'industrie agroalimentaire.

♦ **L'exposition des professionnels, un sujet tabou ?** Le rapport réalisé par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) afin d'identifier, évaluer et caractériser les expositions des travailleurs agricoles aux pesticides a décidé de mal à sortir de terre. Fruit d'un travail de quatre années, sa présentation au Ministère de tutelle était prévue initialement pour octobre 2015, mais elle a été reportée à janvier 2016, puis au 1er juin et enfin de nouveau au 22 juin. Le 21 juin, on apprend que sa divulgation est de nouveau reportée à une date... indéterminée. Tout donne à croire que le rapport contient des données embarrassantes et donne lieu à d'ultimes manœuvres pour les camoufler. *Générations Futures, 179, rue Lafayette, 75010 Paris, tél. : 01 45 79 07 59, generationsfutures.fr.*



OK

## Les déchets sous-estimés

Officiellement, en France, les déchets représentent 3 % des émissions de gaz à effet de serre. Une étude réalisée pour le compte du réseau Zero Waste Europe montre à quel point ce pourcentage est minoré. En effet, ne sont principalement comptabilisées que les émissions de méthane des décharges. Les fumées d'incinérateurs sont comptabilisées dans le domaine de l'énergie. La collecte des ordures et les nombreux déplacements que cela nécessite sont inclus dans le domaine des transports.

L'étude montre qu'éviter de produire des déchets est toujours plus intéressant que le recyclage. Ainsi si une tonne de plastique d'emballage est recyclée, cela économise par rapport à la destruction par incinération, 500 kg d'équivalent CO<sub>2</sub>... alors que ne pas utiliser ces emballages permet d'économiser six fois plus soit 3000 kg d'équivalent CO<sub>2</sub>.

Une politique qui vise à économiser les émissions de gaz à effet de serre doit donc s'attacher à favoriser l'utilisation de produits sans production de déchets, faciliter la réparation et la réutilisation plutôt que le recyclage, supprimer tout soutien à la destruction de biomasse compostable (actuellement une partie importante de ce qui est brûlé dans les incinérateurs est de la matière organique).

## Faire payer les privilégiés



Les plus riches, comme ici Trump, se moquent des taxes sur les billets d'avion. Ils ont leur propre avion !

180 € par billet de première classe et de 20 € par billet en classe économique. Cela pourrait rapporter au niveau mondial 150 milliards par an... soit plus que les 100 milliards recherchés dans les négociations actuelles pour aider les pays du Sud à accéder directement à des technologies moins polluantes. Comme nous l'avons dit dans un numéro précédent, (novembre 2015), cette solution, même avec un différentiel de taxe, laisse la possibilité aux plus riches de polluer en payant. Interdire l'avion pour tous sur les distances les plus courtes où existent déjà de multiples alternatives serait plus équitable.

## Climat



Plutôt que de proposer des solutions par l'Etat, Thomas Piketti et Lucas Chancel, chercheurs à l'Ecole d'économie de Paris et à l'Institut du développement durable et des relations internationales, proposent de faire payer en fonction de la pollution provoquée par la consommation des individus. Ainsi, un impôt qui serait prélevé sur les 1 % les plus pollués toucherait 9 % des Etats-Uniens, 1 % des Européens et 1 % des Chinois. Une des caractéristiques des plus riches étant la possibilité de se déplacer en avion, ils se prononcent en faveur de la généralisation de taxes sur les avions comme cela existe déjà dans quelques pays. Ils proposent une taxe de

# agenda

## décroissance, transition

### JOURNÉE DE LA TRANSITION CITOYENNE

24 septembre

Cette troisième journée aura pour thème le passage à l'action. Chacun-e est invité-e à proposer des initiatives qui sont recensées sur un site internet :

[www.transitioncitoyenne.org](http://www.transitioncitoyenne.org)

### GIROUDE : VILLAGE DES ALTERNATIVES

24 septembre

Le collectif Bassin d'Arcachon en transition organise un village Alternatiba à Andernos-les-Bains, vitrine des alternatives en cours dans les domaines de l'éducation, la culture, l'habitat, la monnaie, le recyclage... L'occasion de présenter les initiatives déjà actives : la monnaie locale Ostrea, le Repair Café, les Mardi de la transition, jardins partagés, recyclerie, café philo, réseau d'échange des savoirs...

Infos sur [www.ecocitoyensdubassinardachon.org](http://www.ecocitoyensdubassinardachon.org).

## éducation

### ISÈRE : L'AUTORITÉ BIEN TRAITANTE EN ÉDUCATION

19-21 septembre

Comment imaginer et élaborer une relation éducative bien traitante dans les structures éducatives (famille, école, accueils collectifs de mineurs, structures d'accueil) ? Nous poserons également la question de l'éducation à la démocratie dans le cadre d'un groupe de mineurs : quelle place possible aux décisions d'enfants ?

Coopérative l'orage, 20, place Saint Bruno, 38000 Grenoble, [contact@scoplorage.org](mailto:contact@scoplorage.org), tél : 09 51 87 50 35, [www.scoplorage.org](http://www.scoplorage.org).

## énergies

### MANCHE : STOP EPR

1<sup>er</sup> et 2 octobre

Flamanville. Tous les chantiers nucléaires connaissent des envolées de prix sans fin. Le chantier de l'EPR à Flamanville connaît un retard conséquent. Areva et EDF sont au bord de la faillite. Le manque de moyens financiers augmente le risque d'accident. Non seulement l'EPR ne doit pas démarrer, mais il faut d'urgence fermer les autres réacteurs.

Coordination anti-nucléaire Ouest, <http://www.can-ouest.org/>

## environnement

### NOTRE-DAME-DES-LANDES : OCCUPATION DE TERRES CONTRE L'AÉROPORT

Maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence. Prenez contact avec les occupants avant votre arrivée : depuis le début de 2016, les lieux sont saturés !

Contact : [reclaimthead@riseup.net](mailto:reclaimthead@riseup.net). Informations : [www.reclaimthefields.org](http://www.reclaimthefields.org) ou <http://zad.nadir.org>.

### ISÈRE : ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.

Contact : <http://zadroybon.noblogs.org>, <http://chambarans.unblog.fr>

## fêtes, foires, salons

### ISÈRE : FESTIVAL DE L'AVENIR AU NATUREL

3-4 septembre

A L'Albenc. Foire biologique. Samedi 3 : guide des légumineuses avec Claude Aubert, auto-construction avec Philippe Lequenne, démographie et environnement avec Denis Garnier, débat sur l'élargissement de l'A480 avec Eric Piolle, et le soir, dialogue avec Pierre Rabhi et Fabrice Niccolino. Dimanche 4 : Racket des laboratoires pharmaceutiques avec Michèle Rivasi, plaidoyer pour le renard avec Pierre Athanaze, agir pour la biodiversité avec Jean-François Noblet. Ateliers : gaspillage alimentaire, jeux en bois, teinture végétale, shiatsu, danse biodynamique. Concerts, vélos rigolos, films, sortie botanique...

Contact : Espace Nature Isère, 32, place du souvenir français, 38470 L'Albenc, tél : 04 76 36 50 10, <http://enisere.asso.fr>.

### HAUTES-ALPES : FOIRE BIO GÉNÉPI

10-11 septembre

Cette année est mis en avant le projet Territoires à énergie positive mené par le Pays Serre-Ponçon-Ubaye-Durance. Ainsi que la présence de Vandana Shiva qui parlera de semences, d'agroécologie, de féminisme, de non-violence... Avec 180 exposants, forums santé, habitat, énergie, mobilité, pôle pédagogique, espace petite enfance, contes et musique, buffet. Au plan d'eau d'Embrun.

Contact : Association Génépi, CCE, 6, impasse de l'observatoire, 05200 Embrun, [www.genepi-foire-bio.org](http://www.genepi-foire-bio.org), tél : 09 70 462 555 (messagerie).

### PARIS : FESTIVAL DES UTOPIES CONCRÈTES

24-30 septembre

Parmi les temps forts du festival, la Zone des Utopies Concrètes (ZUC) regroupera le samedi 24 septembre de 10 à 18 h sur les quais du bassin de la Villette dans le 19<sup>e</sup> arrondissement (face au 55, quai de Seine), l'ensemble des associations et structures participantes. Le dimanche 25, journée sans Voiture, sera consacré à une journée d'ateliers sur les villes en transition. Lors des soirées de la semaine seront organisés des débats et ateliers sur les alternatives.

Contact : [festivaldesutopiesconcrettes.org](http://festivaldesutopiesconcrettes.org).

### SAÛNE-ET-LOIRE :

#### SALON DU LIVRE LIBERTAIRE

25 septembre 2016

A la salle des Griottons à Cluny. Thème de l'année : "Questions de violences". Avec la participation du collectif Cadeacol pour le guide d'autodéfense juridique "Face à la police" "Face à la justice" et (sous réserve) du collectif Mauvaise troupe pour "Contrées, histoires croisées de la Zad de NDDL et de la lutte No Tav dans le Val de Susa".

Contact : [tinazou@gmail.com](mailto:tinazou@gmail.com)

## films, spectacle, culture

### GERS : THÉÂTRE TEMPORAIRE

17 septembre

La compagnie La Langue Ecarlate a invité la population de Cologne à imaginer et construire un théâtre en matériaux de récupération, en lien avec des partenaires locaux dont Ethiquable et Le comptoir des Colibris. L'inauguration aura lieu le 17 septembre. Elle y présentera notamment une pièce de théâtre jouée par des amateurs, L'apocalypse différée, de Dario Fo, qui imagine Milan face à la pénurie de pétrole. Jeunes apprentis, aînés, étudiants en architecture sont notamment mis à contribution. Des événements pédagogiques sur l'écologie y seront organisés en septembre-octobre, avec une journée festive autour de l'écologie populaire le 1<sup>er</sup> octobre.

Contact : La Langue Ecarlate, Domaine du Baron, 32390 Gavarret sur Aulouste, [www.la-langue-ecarlate.com](http://www.la-langue-ecarlate.com).

### HAUTE-VIENNE :

#### LIBRAIRIE CHAMPÊTRE LIBERTAIRE

24-25 septembre

De 10h à 19h au Château de Ligoure, Le Vigen. Thème : défaites... vos idées toutes faites sur l'anarchie. Organisé par le CIRA Limousin (Centre international de recherches sur l'anarchisme).

Infos sur [www.ciralimousin.ficedl.info](http://www.ciralimousin.ficedl.info).

Si vous désirez diffuser Silence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Olivier, le mardi et le jeudi de préférence)

### PARIS : IMAGES MOUVEMENTÉES

30 septembre au 2 octobre

au cinéma 5 Caumartin, 101, rue Saint-Lazare, 75009 Paris  
Festival de cinéma d'Attac. Thème de l'année : "la dé-fête du travail". Comment le démantèlement du code du travail poursuit la longue série de régressions sociales imposées par Bruxelles sous la pression des marchés financiers. Est-il possible de travailler autrement (coopératives, auto-gestion), de redistribuer les richesses (revenu de base, salaire à vie...), de libérer du temps pour d'autres activités, de donner du sens au travail salarié... Une dizaine de films suivis de débats : C'est quoi ce travail ? (vendredi 30 à 20h), Il était une fois le salariat (samedi 1<sup>er</sup> à 13h30), Louise Michel (samedi 1<sup>er</sup> à 15h45), Des jours et des nuits sur l'aire (samedi 18h), La Sociale (samedi 20h30), La promesse de Florange (dimanche 2 octobre, 14h), Entrée du personnel (dimanche 17h), Les LIP, l'imagination au pouvoir (dimanche 20h). Pendant le festival, dégustation de thés et infusions bio SCOP-Ti (ex-Fralib).

Programme détaillé : Attac Paris Nord-ouest, Maison des associations, Boîte 79, 15, passage Ramey, 75018 Paris, <http://imagesmouvementees.fr>

## santé

### GENÈVE : DIXIÈME ANNÉE POUR L'INDÉPENDANCE DE L'OMS

Tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigie devant le siège de l'OMS pour dénoncer sa soumission au lobby nucléaire. La dissimulation et la non-assistance sont des crimes. Le collectif assure votre hébergement. Prendre contact avant pour annoncer votre venue.

Pour participer : Paul Roullaud, tél : 02 40 87 60 47, [paul.roullaud@independentwho.org](mailto:paul.roullaud@independentwho.org), [www.independentwho.org](http://www.independentwho.org)

## silence

### LYON : EXPÉDITION DE SILENCE

Jeudi 15 et vendredi 16 septembre

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

## vélo

### PARIS : VÉLORUTION

3 septembre

Départ place de la Bastille à 14h

<http://velorution.org/paris/vlr/>

# Annonces

## » Vivre ensemble

■ **Vieillir ensemble autrement.** Chamarel propose encore quelques appartements dans l'immeuble de notre coopérative d'habitants situé à Vaulx-en-Velin (à l'est de Lyon). Les travaux ont commencé en décembre 2015. L'aménagement est prévu à l'automne 2017. Cet immeuble articulera appartements individuels et espaces mutualisés. Il comprendra 16 appartements de 45 à 55 m<sup>2</sup>. Isolation bois/paille. Pour vous renseigner, voir notre site : <https://cooperativechamarel.wordpress.com/> Pour rencontrer des membres de notre association, prendre rendez-vous au 04 72 04 40 02 ou [patrickchretien@hotmail.com](mailto:patrickchretien@hotmail.com)

## » Agir ensemble

■ **Cantal.** Près de la retraite, je cherche un repreneur pour ma ferme. 41 ha en propriété, 2 ha en location à des privés, 8 ha de biens de section, 30 vaches laitières Montbéliarde, séchage en grange. Région Margeride. Possibilité d'autres productions. Tél : 06 33 84 90 25 ou 04 71 23 46 42.

■ **Pays Basque.** Travaillant sur un projet d'installation en agriculture biologique au Pays Basque, je souhaite rencontrer des personnes déjà installées dans ce domaine, sur des petites exploitations peu mécanisées ou utilisant la traction animale et qui associent éventuellement d'autres activités (maraî-

chage, abeilles...). Vous pouvez me contacter au 05 59 28 29 42.

■ **Proche Lyon.** Recherche des personnes motivées par la création d'un bar restaurant engagé : autogestion et éducation populaire, agriculture biologique et paysanne, à Saint-Genis-Laval, ville de 20 000 habitants au sud de Lyon. Nicolas Doury, tél : 06 95 07 95 50 ou 04 72 67 95 06, [dourynicolas@riseup.net](mailto:dourynicolas@riseup.net)

■ **Toscane (Italie) :** La récolte des olives approche... on va avoir besoin d'aide entre mi-octobre et fin-novembre ! Qui a envie de venir passer une ou deux semaines en Toscane nous donner

un coup de main 4 heures par jour contre hébergement ? Marco et Patricia 0039/0566/912 962, [lamastrine@gmail.com](mailto:lamastrine@gmail.com)

## » Emplois

■ **Pas-de-Calais.** Boulanger, pain au levain naturel, mention Nature & Progrès, farine bio et locale, panification manuelle, cuisson au feu de bois, 140/150 kg par semaine, cherche petit village pour l'accueillir et proposer son travail. Etude toute proposition. Dominique, [letripporteurdes-pains@orange.fr](mailto:letripporteurdes-pains@orange.fr)

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. Taille des annonces : Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. Délais : Les dates de clôture sont indiquées page 46. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. Adresse réelle : Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



▲ Rue aux Pays-Bas...

# Transports et conscience écologiste

Pour cette septième enquête réalisée en 2015 auprès de son lectorat, Silence a voulu en savoir plus sur ses habitudes de déplacements. Quels sont les moyens de transport utilisés régulièrement pour se déplacer ? Les lecteurs de Silence prennent-ils l'avion ?

**S**UR 333 PARTICIPANT-E-S, 315 ONT RÉPONDU à la question « Quels sont les moyens de transport que vous utilisez régulièrement pour vous déplacer ? ». Sans surprise, la voiture est en tête. Loin derrière, les transports en commun — qui regroupent les urbains comme le métro, le funiculaire et le bus et les inter-urbains comme le car, le RER et le train —, puis le vélo, la marche à pied et enfin, la moto.

C'est surtout par nécessité que la voiture est fréquemment utilisée. Le manque de services de proximité, des transports en commun peu arrangeants (problèmes d'horaires et peu de passages) ou inexistantes et l'éloignement géographique du lieu de travail ne favorisent pas l'autonomie, surtout en milieu rural. De ce point de vue, la ville comporte des avantages. Ce lecteur de 60 ans le reconnaît : « *J'habite à 1,5 kilomètres de mon lieu de travail et j'y vais à pied... Je ne sors qu'exceptionnellement de Paris, m'y déplace essentiellement à pied, un peu en bus ou métro, et en fin de soirée en taxi.* » Se débarrasser complètement du transport à quatre roues, certain-e-s y arrivent, mais plutôt dans des métropoles comme c'est le cas d'une lectrice de 44 ans, en Maine-et-Loire. Un homme de 35 ans, habitant dans une petite ville du Lot, lui réfléchit même à retourner dans une commune plus importante pour y faire plus de vélo.

## ALTERNATIVES À LA VOITURE

Le problème de l'automobile en campagne est contourné en diminuant son usage uniquement pour des voyages indispensables : faire les courses, emmener les enfants aux activités extra-scolaires, etc. Beaucoup mutualisent le transport et ses frais en faisant du covoiturage ou de l'auto-partage. Plusieurs personnes

(1) Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (Ademe), « Optimiser ses déplacements », août 2015

## 333 réponses

**L**e dernier questionnaire a été annoncé sur la revue en janvier 2016 et publié dans la lettre électronique mensuelle de Silence (Siberlettre). C'était la première fois que ce questionnaire était proposé par internet. Pour obtenir la version papier, il fallait la demander comme nous l'indiquions dans le journal et nous l'adressions par courrier postal.

Vous avez eu 3 mois pour y répondre. Vous avez été 333 à le faire, dont 323 par internet et 10 en version papier. L'écrasante majorité des répondants a utilisé le questionnaire électronique. Des vagues de réponses très rapides nous sont parvenues dès publication et rappel dans la Siberlettre. Cela nous laisse supposer que les réponses obtenues ne sont peut-être pas parfaitement représentatives des 3800 abonnés et des lecteurs réguliers de la revue Silence, mais qu'elles parviennent davantage de ceux qui, parmi eux, sont des habitués d'internet. Néanmoins, presque 10 % de réponses donnent un résultat significatif.

Monique Douillet et Gaëlle Roncin



▲ Aider à faire décoller Silence, pas les avions !

combinent leur trajet avec le métro ou le car. Lors du départ en vacances, il existe une solution, la location sur place. En dehors de la diesel, certains déclarent utiliser des modèles moins gourmands en pétrole : voiture hybride (citée deux fois), équipée d'un moteur thermique et diesel ou essence, voiture gaz de pétrole liquéfié (GPL) (trois fois), voiture électrique, voiture à carburant fossile. Ce trentenaire Drômois a, lui, pour projet de faire équiper un camion au gaz naturel véhicule (GNV) et de rouler au biogaz.

Le vélo se substitue à la voiture majoritairement pour des trajets plus courts et en ville. Exemple avec ce couple, habitant dans le Puy-de-Dôme, qui souhaite revendre l'un de ses véhicules et à la place, acheter deux vélos à assistance électrique. Trois personnes roulent avec un vélo électrique et une avec un tricycle électrique. D'autres solutions, qui ne nécessitent elles aucune production nucléaire, sont utilisées : le vélo couché caréné, le vélo cargo et même le cheval ! Au final, le moyen le plus écologique et gratuit demeure la marche, que 89 pratiquent régulièrement.

Cela se complique lorsque le voyage nécessite de se déplacer à plusieurs centaines voire milliers de kilomètres. Le train et l'avion paraissent les plus plébiscités. Or, si le train dégage moins de gaz à effet de serre que son adversaire en ferraille, son infrastructure coûteuse impacte elle aussi l'environnement (2).

### L'AVION, CULPABILITÉ D'ÉCOLOGISTE

« Prenez-vous l'avion ? » 134 personnes répondent par l'affirmative, soit 40%. Parmi celles-ci, 82 argumentent leur choix... Plus de la moitié s'envole pour des vacances à l'autre bout du monde, même si elles insistent sur le fait que c'est peu souvent. Plusieurs affichent leur culpabilité par conscience écologiste. Tel cet homme de 39 ans de l'Aude, qui se déplace quotidiennement sur deux roues et prend l'avion : « Pour certaines vacances dans un rayon de moins de 5000 km, avec un poids sur ma conscience, je ne le cache pas. »

Sur les 134 utilisateurs déclarés de l'avion, seize le prennent pour des raisons familiales

## Quelques données

- **Age des lecteurs de Silence** : (330 réponses). La plus jeune : 20 ans - la plus âgée : 82 ans. La majorité des répondants se situe entre 30 et 60 ans. De 31 à 40 ans : 72 personnes - De 41 à 50 ans : 58 personnes - De 51 à 60 ans : 62 personnes.
- **Au niveau personnel** : vous êtes à 45% mariés - 45% relation libre/PACS - Et 10% célibataire, veuf, divorcé-e.
- **Au niveau social** (327 réponses) vous vous classez : à 36% comme employé ou profession intermédiaire - à 25% comme cadre, profession intellectuelle supérieure - à 10% artisans,

commerçants, entrepreneurs, agriculteurs - 8% chômeurs - 2% étudiant. Parmi les 19% divers autres, une majorité de retraités qui disposent de plus de temps pour répondre au questionnaire.

- **Au niveau scolaire** (328 réponses) vous vous classez à 5,5% en troisième cycle universitaire (bac+8) - 36,5% second cycle universitaire (bac+4 et 5) - 40% premier cycle universitaire (bac+2 ou 3). A 13% avec ou sans bac (fin d'études secondaire) et à 5% enseignement primaire à BEP/CAP.

MD et GR.

(2) Lire le dossier « Lent, léger... le voyage » de Silence n°424 (juin 2014), p.8

(3) Lire l'article « Quand les membres du RAC prennent l'avion ! », Silence n°417 (novembre 2013), p.33

(4) Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, Direction générale de l'aviation civile, « Transport aérien : vers une croissance neutre en carbone dès 2020 », Note thématique n°14, Août 2011



▲ Si en ville (ici à Grenoble), les modes doux de déplacement sont plébiscités, à la campagne, la voiture reste fortement implantée.

(visite aux enfants), huit par obligation professionnelle, quatre pour des événements de solidarité internationale (conférences sur le biogaz "familial" ou pour rencontrer des agriculteurs "bio", stages à l'étranger, congrès), quatre par économie et deux pour des séjours de plus de six mois.

### UN PRIVILÈGE D'OCCIDENTAUX

« Lyon / Lorient : 1h15 et moins cher que TGV », se justifie un lecteur de la Drôme, âgé de 64 ans. « Prochain voyage en Europe, essai de programmation en train mais trois fois plus cher... », compare une Ardéchoise de 33 ans. L'argument économique semble le plus décisif. Les compagnies aériennes attirent les touristes en tirant les prix vers le bas. En plus des impacts climatiques, ces faibles coûts entraînent aussi des conséquences sociales néfastes. Les multiples grèves du personnel de la compagnie irlandaise à bas prix Ryanair à cause des conditions de travail déplorables en attestent.

Un touriste produit 90% de son impact environnemental lors de son déplacement (3). Comparé aux autres moyens de transport, l'avion pollue le plus. Mauvaise nouvelle : d'ici 2025, le transport aérien français prévoit une croissance annuelle moyenne du trafic passager de 3,2%. En conséquence, les émissions de CO<sub>2</sub> devraient croître à moyen terme de 3 à 4% par an (4). Pourtant le rôle de l'aéronautique dans le changement climatique fait office de non-sujet. Il n'a pas du tout été abordé dans l'accord de la COP21 signé par 175 pays dans le monde, le 22 avril 2016. Cependant, il ne faut pas se voiler la face. Se déplacer grâce à ce mode de transport reste, avant tout, une affaire de riches occidentaux.

Manon Deniau ■

## D'un peu partout

**Au niveau géographique** (318 personnes ont répondu à cette question, dont 4 résidents en Belgique et une en Allemagne.)

Vous répondez de 82 départements de France Métropolitaine, une bonne répartition géographique !

Les départements qui ont le plus répondu sont la Drôme (11), l'Île et Vilaine (12), l'Isère (15) et le Rhône (27).

Les Régions les plus représentées par ordre croissant :

	Nombre de réponses	en %
Auvergne-Rhône-Alpes	80	25,6
Île-de-France	42	13,4
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	42	13,4
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charente	30	9,6
Bretagne	23	7,3
Bourgogne-Franche-Comté	21	6,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	15	4,8
Normandie	14	4,5
Pays de la Loire	13	4,2
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	11	3,5
Centre-Val de Loire	10	3,2
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	10	3,2
Corse	2	0,6

Vous habitez pour moitié en ville (Métropole 25 % Ville moyenne : 18%), et pour moitié proches de la campagne : petite ville 28%, village de moins de 1000 habitants : 29% (324 réponses).

Globalement, vous provenez d'horizons très divers (en France) avec un équilibre ville/campagne, âges et catégories professionnelles variés, mais peu d'abonnés de moins de 30 ans. Un pourcentage "hors emploi" conforme à la moyenne, un pourcentage de hauts niveaux d'études un peu plus élevé que la moyenne.

MD et GR.

« À partir de 1989, malgré ou à cause des études que le ministère avait diligenté lui-même et qui démontraient que les résultats des classes uniques étaient supérieurs à la moyenne nationale, l'éducation nationale s'est évertué à les éradiquer : ce qui s'y passait mettait en cause toute sa politique et toute sa conception du système éducatif »

Bernard Collot



# Bernard Collot et l'école du troisième type

Si l'école a pour mission de préparer les citoyens de demain, alors quelle école souhaitons-nous pour quel monde à venir ? Bernard Collot, aujourd'hui retraité de l'éducation nationale, a expérimenté pendant plus de trente ans une approche "tâtonnante" qu'il a aujourd'hui théorisée sous le nom d' "école du 3<sup>e</sup> type".

**À l'école de Moussac (Gard), vous avez été enseignant durant de nombreuses années dans une classe multi-âges un peu particulière... Comment fonctionnait l'école ?**

Toute l'activité dépendait des projets des enfants, quels qu'ils soient. La clef de voûte de la structure était la réunion, seul moment institué aux alentours de 10h30. Elle était à la fois place du village, agora grecque, conférence de rédaction... C'était là que tout se discutait, s'auto-organisait. Les enfants allaient ensuite dans les ateliers permanents qui permettaient de réaliser leurs projets, ou suggéraient des activités. Aller rêvasser sur la chaise-longue au bord de la mare était bien considéré... comme une activité !

**Quel était le rôle des parents dans le fonctionnement de l'école ?**

À Moussac, avant la première rentrée j'ai réuni les parents, je leur ai expliqué que nous nous réunirions au moins une fois par mois pour discuter, faire une succession de bilans. Nous nous étions mis d'accord sur le seul objectif validant ou invalidant la stratégie éducative mise en œuvre : que tous les enfants suivent aussi bien que les autres au collège.

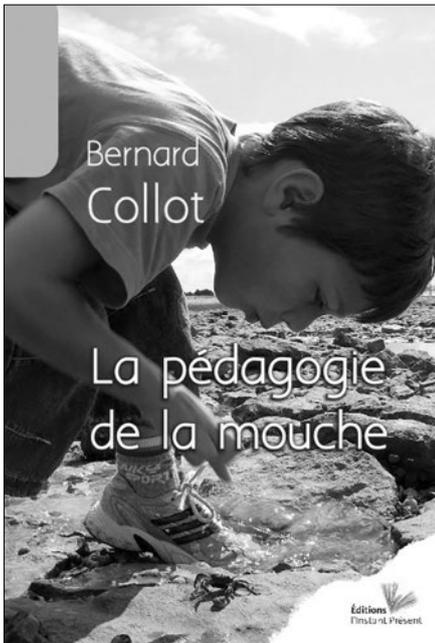
Et c'est ainsi, que de réunions en réunions, nous sommes arrivés à une école du 3<sup>e</sup> type que personne,

ni eux, ni moi, ni les enfants n'avions imaginée ! Les dernières années, c'était pratiquement tous les quinze jours qu'ils se retrouvaient dans l'école, avec ou sans moi, autour d'un café ou d'une tarte, avec leurs enfants, comme on va veiller chez des voisins. L'école leur appartenait à eux aussi. Elle leur était ouverte comme pour les enfants jours et nuits, même pendant les vacances. J'ajoute qu'ils venaient dans l'école pendant le temps scolaire, soit pour apporter l'aide de leurs propres savoirs (le jardinier, le mécanicien, le musicien, le mordu d'électronique, la joueuse d'échecs...), soit pour faire au milieu des enfants ce qu'ils ne pouvaient faire ou trouver chez eux (très souvent il y avait quelqu'un devant un ordinateur libre tapant son CV, venant monter une vidéo de vacances...), soit simplement venant discuter.

**Comment définiriez-vous votre approche : l'éducation du 3<sup>e</sup> type ?**

Elle est simple : on sait aujourd'hui que les réseaux neuronaux ou hormonaux se construisent dans l'interaction continue avec les informations perçues de l'environnement et dans l'interrelation. Il n'y a qu'à se remémorer comment tous les enfants apprennent à parler. Ce que leur cerveau a réussi à construire en deux ou trois ans, il le fera tout aussi facilement pour

Cet entretien est issu d'une recherche plus complète sur le renouveau éducatif sous forme de reportages radiophoniques à retrouver sur la web-radio Hapshot ([www.hapshotweb-radio.com](http://www.hapshotweb-radio.com)) dans la rubrique "Inconnue à cette adresse".



tous les autres langages dont il aura besoin, à condition qu'il soit dans un environnement riche et surtout qu'il puisse y agir, l'explorer et s'y confronter librement, jouir de toutes les découvertes qu'il peut y faire, de tous les pouvoirs qu'il acquière ainsi.

Comme l'enfant à sa naissance débarque dans un monde où l'on parle, où on lui parle, les petits qui entraînent pour la première fois dans mon école en découvraient d'autres qui lisaient et écrivaient pour mille raisons, d'autres enfants l'œil rivé à l'oculaire d'un microscope, ou dans le jardin taillant des tomates, ou encore à l'atelier musique...

### Le rôle de l'enseignant est-il d'apprendre à se questionner ?

Je dirais qu'il faut surtout ne pas empêcher les enfants de se questionner ! Toutes les hypothèses qu'ils émettaient étaient considérées comme valables, mais chacune était questionnée, confrontée à d'autres hypothèses, observée pour être confirmée ou infirmée soit par l'expérience de pensée comme disent les chercheurs, soit par des constats, des essais, des expériences...

### Accordez-vous une importance particulière à l'expression des émotions et des oppositions potentielles entre élèves ?

L'affect est le principal moteur de toutes nos actions. Il suffit qu'il puisse s'exprimer de mille façons (une parole, un dessin, une peinture, une musique, un écrit...), qu'il puisse aussi oser se montrer dans le groupe, à qui on fait confiance, et tous les possibles sont ouverts, y compris celui de se libérer de ce qui pèse, même quand c'est dans l'inconscient.

Ce qui n'existe plus dans une école du 3e type, c'est la concurrence et la compétition. Il n'y a plus besoin d'elles pour être reconnu et trouver sa place, il n'y a plus besoin d'elles pour être motivé.

Ce qui motive, c'est ce que font les autres et le plaisir qu'ils y trouvent.

### Comment fonctionnent les prises de décisions ?

Les prises de décisions, lorsqu'il y en avait besoin, étaient prises pendant la réunion. Ce pouvait être pour améliorer l'organisation, faciliter des projets... ou régler un dysfonctionnement. Si, par exemple, "un petit embête les grands dans la cour", le problème n'était pas celui du comportement du petit mais comment faire pour que ledit petit puisse soit avoir son espace, soit participer avec les grands. Pas besoin de sanctions, c'est le dysfonctionnement qui est la sanction (plus personne ne peut jouer !). Il y avait rarement de votes, c'était toujours la recherche du consensus qui ne lèse aucune minorité et reconnaît chacun.

### Comment voyez-vous l'erreur ?

Elle fait partie du tâtonnement expérimental continu de tout être vivant. Il n'y a pas de juste ou de faux, il n'y a que les effets des essais. Je n'employais jamais "tu t'es trompé", je disais "je ne comprends pas, explique-moi", je renversais l'ordre habituel enseignant-enseigné, c'est l'enfant qui essayait de me faire rentrer dans sa propre représentation, j'essayais de le comprendre, l'effort était partagé, nous étions dans une relation d'égalité et j'étais fréquemment surpris par les processus qui l'avaient conduit à telle ou telle représentation. Lorsque je n'arrivais pas à le dépanner malgré mon bagage pédagogique, c'était un autre enfant qui le faisait beaucoup mieux que moi avec sa propre expérience d'un apprentissage.

Propos recueillis par Eva Timone-Martinez

### Critiques de l'éducation nationale

"Le point essentiel me semble être celui de sa finalité qui devra cesser d'être étatique, fabriquer tel ou tel type de futurs citoyens, salariés... chômeurs. L'école ne doit pas avoir comme finalité d'alimenter la machine économique, ce qu'elle n'arrive d'ailleurs même plus à faire."

### Travailler avec les élèves qui ont des difficultés

"Déjà lorsqu'on transforme "difficultés" en "différences" cela change tout. La difficulté n'est toujours que par rapport à une demande extrinsèque (celle de l'institution). Elle est aussi quand l'enfant doit s'adapter à une méthode d'apprentissage qui lui est imposée et qui ne convient pas à son propre fonctionnement cérébral. Exemple, les problèmes posés par tous les "dys..."

Lorsque cette demande disparaît, la difficulté disparaît avec elle, ce d'autant que l'enfant n'est pas contraint d'atteindre tel niveau de langage à tel moment."



Festifeve 2014 : "Je me plante, tu me pousse, on s'aime !"



5<sup>e</sup> promotion de la FEVE



Chaine humaine antinucléaire en vallée du Rhône



FestiFève 2015 : Le champ des possibles

# Se former au vivre-ensemble

Depuis 2010 la FEVE, *Formation et expérimentation au vivre-ensemble*, permet à des personnes souhaitant se préparer à des projets alternatifs et à des aventures collectives de se former au vivre ensemble.



FestiFève 2015 : mise en place du forum ouvert



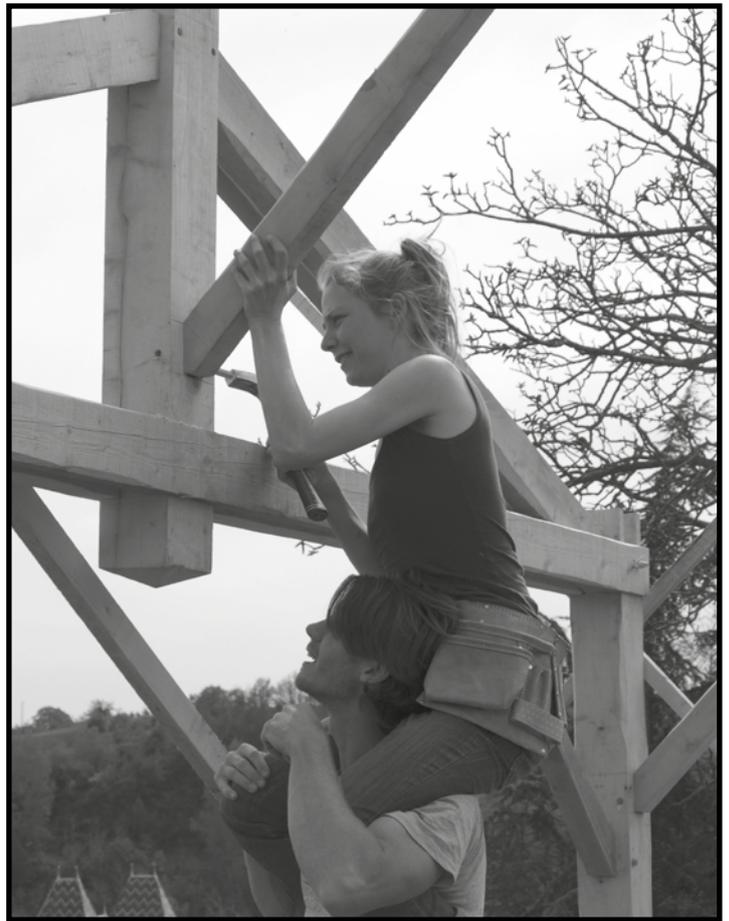
Mai 2015 : Chantier en cours



Exercice sur la gestion du pouvoir



Promenade avec les enfants de la communauté



Mai 2015 : Chantier, une alternative à l'échelle

**N**ée au sein de la communauté de l'Arche de Lanza del Vasto, la FEVE revendique une influence gandhienne alliant non-violence, écologie et simplicité volontaire.

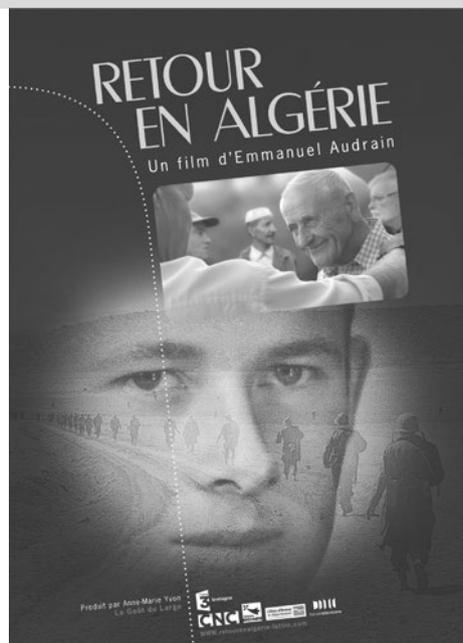
Cette formation, au départ réservée aux "jeunes", est maintenant ouverte à tous.

Outre la formule longue, qui regroupe une douzaine de personnes in situ sur le temps d'une année scolaire actuellement, ses organisateurs ont créé en 2016 le *Parcours Feve* qui propose une formule de sessions courtes. Il s'adresse à tous les publics et peut être suivi soit en entier, soit "à la carte". Il inclut des temps de découverte et d'expérimentation communautaires.

#### Au programme du *Parcours Feve* 2016-2017 :

- 3 au 9 octobre, "Vivre ensemble : pourquoi ? comment ? Une semaine d'expérimentation communautaire".
- 25 au 28 octobre, "Communication non-violente" avec Thomas d'Ansembourg.
- 18 au 20 novembre, "Écoute active et expression" avec Brigitte Mesdag et Aline de Bretagne.
- 11 au 14 janvier 2017, "Réinventons l'agir ensemble" avec l'Université du Nous.
- 14 au 17 février, "La place des émotions dans les conflits" avec Hervé Ott.
- 27 avril au 1er mai, "Les dynamiques de groupe" avec Jorge Ochoa.
- 25 au 28 mai, "Auteur de sa vie, acteur dans le monde" avec Charo et Patrice Sauvage.

Contact : FEVE, Arche de Saint-Antoine, Place de l'Abbaye, 38160 Saint-Antoine l'Abbaye, tél : 04 76 36 48 25, <http://feve-nv.com>, [feve@feve-nv.com](mailto:feve@feve-nv.com)



▲ Remy

## 60 ans après, des voyages fraternels

Lorsque l'Etat annonce à d'anciens appelés en Algérie arrivés à l'âge de la retraite, qu'ils vont toucher une pension de combattants, ils sont saisis d'un haut le cœur. Nous sommes en 2005. Cinquante ans de silence les séparent des faits. Trop de douleur et de honte et le poids d'une culpabilité personnelle les ont rendus muets. Mais pour ce qui est de toucher une pension de guerre, ça non !

**R**ÉMY, ÉLEVEUR DANS LE TARN, TÉMOIN dans le film *Retour en Algérie*, d'Emmanuel Audrain, avouera que sans le questionnement insistant de son fils qui était devenu objecteur de conscience et insoumis, il n'aurait jamais parlé de ce qu'il avait vécu là-bas, ni en famille, ni avec ses collègues.

### UNE HISTOIRE QUI DÉMARRE AVEC QUATRE ÉLEVEURS DE BREBIS DU TARN

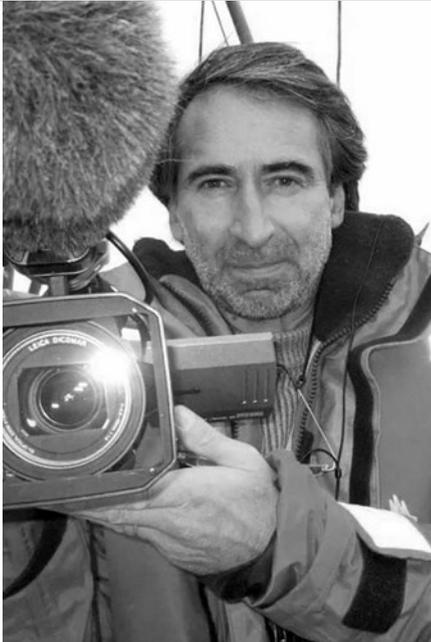
Quatre éleveurs de brebis du Tarn discutent de leur refus, et de là naît l'idée de collecter leurs pensions, au départ symboliques (moins de 700 € par an chacun), pour les redistribuer à des associations algériennes, comme une sorte de réparation, afin de soutenir des projets. Ils créent une association "4ACG" (Association des Anciens Appelés en Algérie et leurs Amis Contre la Guerre) qui va gérer ce pécule. De 4 ils montent à 10, 20, 100, 150 cotisants... auxquels s'ajoutent des adhérents de tous âges et de la France entière.

Chemin faisant, leur association va rencontrer d'autres acteurs et personnalités engagés de l'époque (entre 1955 et 1962), dont Simone de Bollardière, épouse du Général Jacques de Bollardière (mort en 1986) qui

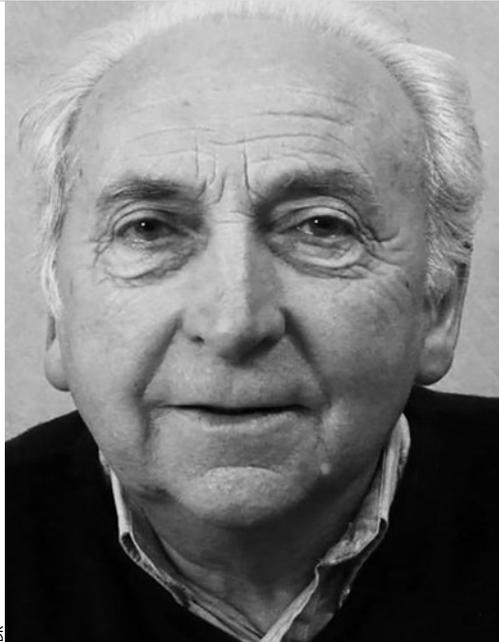
s'est opposé à la torture en pleine guerre d'Algérie et a présenté sa démission, faute d'avoir réussi à se faire entendre de l'Autorité. Simone de Bollardière, connue comme militante active de la non-violence, répond tout de suite à l'invitation du mouvement et chemine à son côté. Le rôle le plus important qu'elle y joue ? Elle les déculpabilise ! Elle sait leur faire comprendre qu'eux aussi ont été victimes, réquisitionnés, bon gré mal gré, pour un drôle de service militaire obligatoire (on taisait le mot guerre) qui entre 1954 et 1962 a été imposé à tous les jeunes Français sur une durée de 27 mois. Que c'est l'Etat qui les a contraints de cautionner la torture sous peine de la subir en cas de refus, alors qu'ils n'étaient pas majeurs et, pour une majorité d'entre eux, ignorants de la cause du conflit. Que s'ouvrir, parler de ce qu'ils avaient vécu et subi leur est indispensable, à eux pour retrouver une sérénité, et à leur entourage.

### "POUR BEAUCOUP, C'EST LA PREMIÈRE FOIS QU'ILS PARLENT"

Le réalisateur Emmanuel Audrain témoigne de sa rencontre avec l'association : "En 2008, quand l'idée d'un voyage en Algérie est née, Simone de Bollardière m'a invité à l'assemblée générale de cette association,



▲ Emmanuel Audrain



▲ Pierre Rambault



▲ Simone de Bolladière

dit-il. Ce qui m'a marqué dans cette rencontre, c'est ce moment où les nouveaux adhérents se levaient et se présentaient, évoquant chacun leur parcours algérien. Un grand costaud dit ne pas avoir besoin du micro, mais il n'arrive pas à achever son récit, la voix brisée. Pour beaucoup, c'est la première fois qu'ils parlent. Certains ont les larmes aux yeux, d'autres doivent se rasseoir prestement, submergés par l'émotion. Ce moment de vérité – exceptionnel – m'a rendu ces hommes très attachants. Le projet de film naîtra un peu plus tard. Sa réalisation s'étalera sur trois années. En 2013, notre équipe a accompagné les trois voyages de l'association. 35 jours en Algérie, pour moi. Avec un matériel très discret, nous avons filmé du mieux que nous avons pu... Pour nous rendre compte, au stade du montage, que le vrai voyage de ces hommes était leur voyage intérieur : celui, qui va de leurs 20 ans à aujourd'hui. Ce long chemin, où avec cœur et intelligence, ils ont su retrouver l'estime d'eux-mêmes".

### "SOYEZ LES BIENVENUS"

Quand on lui fait remarquer que cela doit être quand même une aventure risquée que de rencontrer ceux qu'on avait persécutés, Emmanuel Audrain répond : "Non, ce retour en Algérie a été exceptionnel. Nos hôtes nous ont réservé un accueil qui était une belle leçon pour nous ! *Soyez les bienvenus*, nous ont-ils dit. *Nous n'avons pas fait la guerre au peuple français, mais au colonialisme*".

Les anciens appelés ont fait le voyage avec leur femme, parfois leurs enfants, des échanges d'invitations chaleureuses ont suivi. Grâce à cette rencontre et au dialogue qu'elle a permis, ces hommes et ces femmes, unis par ce passé commun qui a bouleversé leurs vies, se sont liés d'amitié. "On a pu évoquer ensemble les souffrances de la guerre". Georges commente à la caméra : " Deux millions de personnes déplacées, sur une

population de huit millions, ce n'est pas rien. Des femmes, des enfants, des vieillards... Avec la sous-nutrition et les maladies... On ne peut pas dire que *le pays des droits de l'Homme*, se soit très bien comporté, à ce moment-là". Stanislas, un ancien instituteur, recherche et retrouve un adolescent qui a été *passé à la magnéto* en sa présence. Il avait conservé la photo de ses 14 ans.

### AUJOURD'HUI, CEUX QUI ONT EU "VINGT ANS DANS LES AURÈS" (1) ÉCRIVENT UNE AUTRE PAGE...

Solidaire et fraternelle, celle-là. Educative aussi, en France, en allant apporter leur témoignage dans les collèges et lycées et mettre en garde les jeunes. "Méfiez-vous de l'obéissance, lance Simone de Bolladière (2). Ce n'est pas une vertu. Si ce qu'on vous demande ne vous semble pas correct, il faut réagir, désobéir parfois... oser dire non !"

Monique Douillet ■

**Retour en Algérie**, film produit par *Le goût du large*, en coproduction avec France télévisions, France 3 Bretagne, la participation du CNC, le soutien de la région Bretagne et du Conseil Général des Côtes-d'Armor. Durée : 52 mn, + bonus 67mn (interventions d'historiens, réfractaires non-violents, Pieds Noirs...). [www.returenalgerie-lefilm.com](http://www.returenalgerie-lefilm.com).

**4ACG** (Association des anciens appelés en Algérie et leurs amis contre la guerre), [www.4acg.org](http://www.4acg.org). Contact national : jean.miossec@laposte.net.

(1) On la retrouve dans le film, toujours aussi vive et déterminée à 94 ans. *Silence* avait publié un entretien avec elle en 2000, dans le numéro 259 sur la Bretagne.

(2) Référence au film *Avoir 20 ans dans les Aurès*, de René Vautier, sorti en 1972, film de fiction à base de témoignage d'appelés et qui dénonce la torture en Algérie, censuré à sa sortie.

## Retour en arrière

**E**n juin 2000, la journaliste Florence Beaugé publie dans *Le Monde* un entretien avec une résistante algérienne, Louissette Ighilahriz, torturée pendant trois mois dans une unité parachutiste. Elle veut retrouver — et remercier — le médecin militaire qui lui a sauvé la vie. Son témoignage met en cause les généraux Massu et Bigeard... Il va soulever la chape de plomb qui pesait sur la Guerre d'Algérie. Le général Bigeard menace le journal d'un procès tonitruant. Le général Massu — à la surprise de tous — répond que ces faits sont plausibles. Il ajoute : "Quand je repense à l'Algérie, ça me désole. On aurait pu faire les choses différemment..." Trois mois plus tard, à 92 ans, donnant sa dernière interview à Florence Beaugé, il ajoutera : " On aurait dû, faire autrement."



▲ Paiement en Gallécos à Rennes : l'utilisation de monnaies locales peut permettre de mieux définir nos besoins et de démonétiser ce qui relève des biens communs.

# Décroissance et revenu de base

Le débat sur le revenu de base s'enrichit régulièrement. Nous revenons sur le sujet avec Vincent Liegey, Stéphane Madelaine, Christophe Ondet et Anisabel Veillot, co-auteurs d'*Un Projet de Décroissance - Manifeste pour une Dotation Inconditionnelle d'Autonomie* (1) et membre du Parti(s) pour la décroissance.

## Silence : il existe différentes approches du revenu de base inconditionnel, quelles sont les positions dans le monde de la décroissance ?

Il existe effectivement plusieurs approches du revenu de base. Derrière chaque approche, même si elle est présentée comme neutre, il y a un toujours projet de société. Si ce projet n'est pas clairement identifié, les débats deviennent faussés et confus, car chacun y projette ce qu'il veut. C'est pour cela que nous insistons pour que l'outil et son projet soient toujours présentés simultanément.

Au sein de notre mouvement, le principe de garantir à tous une vie digne et de trouver des leviers pour sortir des mécanismes de la société de croissance est partagé. Un revenu de base qui s'inscrirait dans un tel projet émancipateur pourrait tout à fait satisfaire les "décroissant-e-s". A ce titre, le "revenu pour tous" porté par Baptiste Mylondo, ou la "dotation inconditionnelle d'autonomie" que nous présentons dans notre ouvrage, sans pour autant faire l'unanimité, sont régulièrement évoqués par des partisans de la Décroissance.

## LE REVENU DE BASE NE DOIT PAS ÊTRE UNE BÉQUILLE À UN SYSTÈME MALADE

A l'inverse, les décroissants s'opposent majoritairement aux projets d'allocation universelle, qui n'aurait pour but que d'acheter une paix sociale, dans un système ultralibéral qui pourrait alors se permettre de

détruire le reste de solidarités encore en place. Idem avec un revenu de base qui supplanterait le RSA et serait un palliatif aux maux de notre société. Ce serait inutile et dangereux, et décrédibiliserait l'idée même du revenu de base.

Le revenu de base ne doit pas être une béquille à un système malade mais bien un outil pour le dépasser et l'oublier. Il devient un élément de transition vers un projet anti-capitaliste, anti-productiviste, anti-consumériste. Le revenu de base ne doit pas être une quête en soi, il doit nous accompagner et nous questionner sur nos usages, nos pratiques et notre modèle de société.

**Nous avons fait dans Silence un débat sur le sujet il y a quelques années (2), qui soulevait déjà quelques objections. Une d'entre elles portait sur le risque d'augmentation de la marchandisation des échanges, base de la croissance (on paie plutôt que de se rendre service)... or vous avancez que ce revenu de base ne passe pas forcément par une rétribution monétaire, qu'est-ce à dire ?**

Avec la dotation inconditionnelle d'autonomie, nous allons plus loin que le revenu de base dans la mesure où la dotation est partiellement démonétarisée. Elle serait distribuée en monnaie locale fondante, ou en droits de tirage en eau, gaz, électricité, etc., en se fondant sur le principe de la gratuité du bon usage et le renchérissement du mésusage.

(1) Editions Utopia, 2013.

(2) N°366, mars 2009, p38-41 disponible en téléchargement sur notre site.



▲ *Nuit debout, place de la République à Paris, 12 avril 2016 : les besoins doivent être définis démocratiquement*

## DÉMONÉTARISER POUR CONSOMMER MOINS

Cela passe par une réappropriation des services publics de l'énergie et de l'eau. Ce droit d'usage peut être étendu à la question du logement, au transport, à un local d'activité ou à la terre.

La démonétarisation partielle permet aussi de sortir des imaginaires de la société occidentale. C'est un levier d'actions qui participent à déjouer les mécanismes de séduction et de contrainte de la société capitaliste. Elle questionne la notion de richesse et notre rapport à la monnaie, celle-ci étant au sommet de l'échelle de valeur capitaliste. La monnaie est un pilier du système "croissanciste", base du crédit et de la consommation, mais est-ce vraiment la richesse ? La démonétarisation permet de sortir du cycle destructeur du capitalisme soutenu par le devoir d'achat et de devoir de s'endetter. Elle permet finalement de moins produire et moins consommer ... mais mieux.

**Une autre objection portait sur qui distribue ce revenu : faut-il attendre le changement par le haut alors que les écologistes, alternatifs, décroissants, prônent plutôt une plus grande autonomie et un changement par le bas ? Cette question de qui contrôle le revenu de base a donné lieu à un autre article "c'est la main qui donne qui commande" qui s'inquiétait du contrôle social d'une telle mesure (3). Peut-on penser un revenu de base décentralisé ?**

En effet, celui qui (or-)donne détient le pouvoir. Or, une critique récurrente faite au revenu de base, et par extension à la dotation inconditionnelle d'autonomie, est qu'il émanerait de l'Etat pour finalement le renforcer et asseoir encore davantage le système croissanciste.

Pour ce qui est de la dotation inconditionnelle d'autonomie, nous avons déjà évoqué qu'elle

s'inscrit dans un processus de relocalisation ouverte, par exemple à travers les monnaies locales et des services publics décentralisés. La relocalisation ouverte, c'est relocaliser les activités, privilégier les productions locales, limiter les transports et favoriser les circuits courts. C'est aussi, localement et démocratiquement, questionner le sens de nos productions et consommations puis en mesurer l'impact écologique et humain. C'est changer son rapport à l'autre, à l'outil, aux institutions, à la démocratie et à l'environnement. C'est permettre un destin collectif à nos sociétés, notamment en nous faisant prendre conscience des conséquences de nos actes.

## DES BESOINS DÉFINIS PAR LE DÉBAT DÉMOCRATIQUE

La dotation inconditionnelle d'autonomie vise surtout à rendre aux individus leur "autonomie collective" ; leurs discernements pour agir sans être accaparés par les imaginaires de la société de croissance. Les besoins n'étant plus définis par le "consommateur", mais par des débats démocratiques.

A ce titre, notons que même un revenu de base imposé par un Etat centralisateur peut être intéressant. S'il permet aux individus de gagner en autonomie en se désaliénant de la centralité de l'emploi, il pourrait constituer une première marche vers d'autres modèles de société. Les marches suivantes pourraient voir certaines collectivités (institutionnelles ou pas) compléter le revenu de base par des morceaux de dotation inconditionnelle d'autonomie.

**A l'époque, nous notions déjà que découpler le revenu de la notion de travail salarié semble une bonne chose. Un flou persiste quand même sur le fait que cela pourrait effectivement entraîner une baisse de la consommation**

(3) décroissance.info, 2007, repris dans *Silence* n°366.



▲ Sortir de la centralité du travail

## Suisse Le revenu universel attire un électeur sur quatre

**L**e 5 juin 2016, le vote sur la mise en place d'un revenu de base de 2260 € par mois (un peu au-dessus du seuil de pauvreté) a connu un taux de participation de 46 %. La proposition n'a reçu que 23,1 % d'avis positifs soit 568 905 voix (meilleur score : 35,8 % dans le canton du Jura où deux communes dépassent la majorité : Courroux, 824 électeurs : 64,68 % et Le Brémont, 96 électeurs, 66,67 %). Lancé par des associations, l'initiative n'avait reçu le soutien que des Verts. Même si la mesure n'est pas adoptée, les partisans d'un revenu de base se déclarent satisfaits : cela a permis un intense débat sur le lien entre le travail et les revenus. Et ils espèrent que le débat va se poursuivre pour adopter un tel revenu dans les années à venir.

**et donc une décroissance choisie. Comment relier revenu de base et décroissance ?**

Le revenu de base n'est pas forcément synonyme de sociétés portées vers la décroissance. C'est justement pour cela qu'il faut interroger toutes les propositions autour du revenu de base que ce soit sur le projet et le trajet : pourquoi ? Comment ? Dans quel but ? Pour quelles sociétés ?

Le revenu de base doit avoir comme visée de faire évoluer nos modes de vie où le "plus" ne serait plus synonyme de "mieux". En effet, nous assumons totalement que le revenu de base (ou la dotation inconditionnelle

d'autonomie) soit un outil pour produire moins, travailler moins et consommer moins. Car dans le cadre d'un changement de paradigme, ce sont des conditions pour vivre mieux. Ce n'est donc pas un risque mais un souhait.

### **SORTIR DE LA CENTRALITÉ DU TRAVAIL**

La dotation inconditionnelle d'autonomie nous paraît appropriée pour débattre du projet car elle porte en elle les germes d'un dépassement de la société de croissance. Elle est un outil pour sortir de la centralité du travail, et par la même des dérives liées à la marchandisation de l'activité, c'est-à-dire le productivisme, la concurrence, les

"bullshit job", ou encore le chômage. Elle est un outil pour réduire les inégalités, avec le Revenu Maximal Acceptable (RMA) et le renforcement de nécessaires outils de solidarité qui s'inscrivent dans la dotation inconditionnelle d'autonomie.

**Enfin, après ce débat, une nouvelle question a surgi qui est celle de la notion de richesse d'un pays comme le nôtre (4). Nous avons un niveau de richesse qui repose sur des siècles de colonialisme et de pillage des pays du Sud. Comment se partager ici un revenu sans chercher à rétablir un minimum de justice avec les pays pillés ?**

La raison d'être de la dotation inconditionnelle d'autonomie n'est pas de panser les méfaits du système croissant mais bien de changer le modèle de société. Principalement, de changer notre pression environnementale, sociale et culturelle sur les pays du Sud.

Avec la relocalisation ouverte, la décroissance entend rendre l'autonomie aux territoires et à leurs habitants, mais également revoir le rapport aux autres. La relocalisation ouverte n'est pas un protectionnisme de défense qui aurait pour vocation de défendre nos acquis, nos avantages et notre confort au détriment des autres. La relocalisation est une invitation à vivre autrement, avec l'idée que le "toujours plus" n'est pas synonyme de "mieux être".

Ainsi la dotation inconditionnelle d'autonomie, en nous permettant de questionner sereinement notre société et ses besoins, nous permet d'assainir notre rapport avec les pays du Sud. Elle est un outil pour changer de paradigme, pour laisser une chance à tous, aux oubliés, aux méprisés, aux exploités du système, partout dans le Monde. C'est une exigence, un chemin vers la seule vraie abondance, celle qui est frugale.

*Propos recueillis par Michel Bernard* ■

(4) Voir notre numéro 421 téléchargeable également, article de Jocelyne Renard, "Regard critique sur le revenu garanti".



## Mourir dans la forêt

Je remercie Silence d'avoir abordé le retour à la terre à notre mort. Ce serait intéressant d'interroger les silencieux sur ce sujet (...). La mort est un sujet tabou, abordons-le franchement dans toutes ses dimensions. Peut-être ainsi retrouverons-nous une certaine sérénité devant cette réalité qui nous concerne tous.

**Alexis Robert**  
Ille-et-Vilaine

## Réduire l'échelle des salaires

De nombreux médias ont relaté (...) les violences commises par de jeunes casseurs à l'occasion des manifestations contre la loi "Travail" et contre l'abus d'autorité du Gouvernement par l'usage de l'article 49-3 de la Constitution pour imposer par la force l'oppression des salariés. (...)

Je voudrais dénoncer une autre forme de violence : la violence économique qui se traduit notamment par une échelle des salaires qui va au moins de 1 à 1122 (Réf. : Laurent Jeanneau et Louis Maurin, "Les salaires démesurés des grands patrons", dans *Alternatives économiques*, n° 357, mai 2016, p. 16-17.) En 2014, M. Carlos Ghosn, patron de Renault-Nissan, a gagné 15 200 000 €, soit 1122 Smics annuels. Quels que soient le génie, les compétences, le niveau de responsabilité, le temps de travail de cet homme, cette rémunération astronomique

est tout à fait illégitime. Elle est d'une grande violence symbolique non seulement pour les ouvriers de la société Renault mais aussi pour l'ensemble des salariés, actifs et chômeurs. (...)

Cet état de fait est inacceptable dans une société démocratique qui se veut égalitaire et fraternelle. C'est pourquoi, je demande la réduction de l'échelle des salaires de 1 à 3 dans le secteur privé comme dans le secteur public par la Loi.

(...) Certains craindront une fuite des cerveaux patronaux à l'étranger. Oui, certains d'entre eux partiront. Est-ce que la 5e ou 6e économie au monde sera ébranlée pour autant ? Y a-t-il moins d'intelligence collective avec des milliers de salariés parfois que dans la tête d'un seul homme ? (...)

**Thierry Plouzenec**

## Radio

Merci pour votre prestation sur France-Culture [entretien avec Guillaume Gamblin à propos du dossier *Coopératives : question de taille*, lors de l'émission *Terre à Terre* de Ruth Stégassy sur France Culture, le 23 avril 2016]

À mes "yeux", ça faisait longtemps que je n'avais pas entendu un *Terre à Terre* avec tant d'informations constructives et vous êtes venu la compléter, mieux la concrétiser avec beaucoup d'à-propos.

Dans le questionnaire sur les lecteurs de Silence que vous avez proposé, je n'ai pas souvenir que vous proposiez la "radio" comme moyen d'information, ça m'avait paru bizarre ; je croyais avoir rencontré des propos de personnes "alternatives" qui signalaient ce moyen de communication comme moyen de formation-incitation important pour eux, vivant à la campagne. (...)

**Patrice Lépousez**  
Gers

## Deux poids, deux mesures

Dans le n°446 [juin 2016] de *Silence* je relève deux brèves :

- page 18, référendum en Italie le 17 avril 2016 contre l'exploitation du pétrole offshore : 85,8% pour l'initiative et une participation de 32%. Mais il aurait fallu 50% d'inscrits pour que le résultat soit validé par la loi.
- page 25, Notre-Dame-des-Landes : élections législatives partielles, 3e circonscription de Loire-Atlantique. Au deuxième tour, la socialiste Karine Daniel est élue avec 55,4% des voix... mais avec un taux d'abstention de 74,23% ! Soit une participation de 25,77%.

Est-elle réellement élue ? N'aurait-il pas fallu une participation de 50% ?

Bien sûr, je compare deux pays et scrutins différents.

Tout de même, quelle légitimité pour une élue pour qui 14,28% des inscrits ont voté ? Pourquoi imposer un minimum de participation quand il s'agit de votation d'initiative populaire (même acceptée par le "pouvoir") ? La "démocratie" dans laquelle nous vivons est bien malade ! Ne faudrait-il pas lui appliquer un remède de cheval, une "vélo-rution" ?

**Youna Liot**  
Brocélande

### Essais

■ **Manuel de communication non-violente**, Lucy Leu, éd. La Découverte, 2016 [2005], 234 p. 17 €. Cet ouvrage vient compléter le précédent en proposant des exercices individuels et collectifs.

■ **(Biens) communs, quel avenir ?** Pierre Thomé, éd. Yves Michel, 2016, 120 p. 13 €. Les biens communs (eau, air, terre...) devraient échapper au marché. Alors que le capitalisme essaie de marchandiser toujours de nouveaux domaines, l'auteur s'interroge longuement sur le potentiel de l'économie solidaire pour mettre certains biens à l'abri des marchés financiers.

■ **Auto-empathie**, Philippe Beck, éd. Jouvence, 2016, 92 p., 4,95 €. La communication non violente est un outil intéressant pour résoudre les conflits sans violence. L'une de ses étapes est le fait d'être à l'écoute de ses propres émotions et d'identifier ses besoins. Ce court livre revient, exercices à l'appui, sur cette étape fondamentale d'une bonne relation à autrui.

■ **Justice écologique, justice sociale**, sous la direction d'Aliénor Bertrand, Ed. Victoire/CNRS, 2015, 164 p. 29 €. Pourquoi pense-t-on souvent que luttes sociales et écologiques sont distinctes. L'histoire montre que les mouvements ouvriers se sont toujours mobilisés pour de meilleures conditions de vie, donc pour l'environnement, au niveau du travail, du logement, de l'accès à l'eau... Quelques exemples contemporains concrets.

■ **La fleur au fusil**, George Oxley, éd. Gallimard, coll. Alternatives, 2016, 144 p. 17 €. Les plantes comestibles qui poussent sur les lieux de guerre, qui nettoient le sol après une pollution ou qui contribuent à notre santé, tout un ensemble de réflexions et de digressions autour des plantes.

■ **Notre mal vient de plus loin. Penser les tueries du 13 novembre**, Alain Badiou, éd. Fayard, 2016, 67 p. 5 €. Cet opuscule restitue in extenso le séminaire prononcé, le 23 novembre 2015, par Alain Badiou au théâtre d'Aubervilliers. "Le capitalisme mondialisé a retrouvé son énergie dissolvante", induisant un développement inégalitaire sans précédent. 10 % de la population possèdent 86 % des ressources disponibles. Les meurtriers de masse, se réclamant de Daech, ont-ils cure de ce genre de statistiques criantes ?... Ces "ma-fieux, capables d'un héroïsme sacrificiel et criminel", sévissent en "bandes fascistes". Contre les déclamations martiales, "l'état d'urgence", il appelle de ses vœux une "pensée neuve" s'agrégeant autour "d'alternances inattendues, improbables...". Mais encore ?

■ **Uranium africain, une histoire globale**, Gabrielle Hecht, traduction de Charlotte Nordmann, éd. du Seuil, 2016, 410 p. 23 €. Chaque année depuis 60 ans, entre 20 et 50 % de l'uranium utilisé dans le monde est extrait du sous-sol africain. Cette exploitation se fait dans un contexte colonial qui persiste aujourd'hui (Françafrique), avec son cortège de conséquences sur la santé des populations locales, sur le terrorisme... Extrêmement bien documenté.

■ **Derrière les maux, la vie**, Bérénice Geoffroy, éd. Fauves, 2016, 196 p., 17 €. Il est rare d'entendre les voix de personnes migrantes pauvres atteintes de maladies chroniques, ou encore de personnes atteintes du VIH et en situation de grande précarité. C'est pourtant ce qu'offre ce livre qui recueille les témoignages à la première personne de neuf personnes dont le point commun est d'avoir été usagères des appartements de coordination thérapeutique de l'association Cordia. Des récits poignants sans être pathétiques, parfois drôles, et qui mettent en avant les bienfaits de ce dispositif d'accompagnement à taille humaine.

### Roman

■ **Contes des sages gardiens de la terre**, Patrick Fishmann, éd. du Seuil, 2016, 240 p. 18,50 €. Des contes celtes, bretons, russes, Indiens, polynésiens, tibétains, africains, yéménites, roumains, japonais... qui parlent de respect de la nature et de réveil de notre humanité.



## Faire marcher les femmes au pas Regards féministes sur le militarisme mondial

Cynthia Enloe

Cynthia Enloe étudie depuis plus de 30 ans la militarisation de la vie des femmes et invite dans cet ouvrage à faire preuve d'une "curiosité féministe". Elle montre en quoi une approche militaire de la sécurité induit une masculinisation du débat et ne renforce généralement pas la sécurité des femmes. Elle s'intéresse aux femmes de soldats, aux femmes dans l'armée, aux sinistres mises en scène perpétrées dans la prison d'Abu Ghraib qui avaient pour but d'humilier en féminisant. Les opérations de maintien de la paix équivalent souvent pour les femmes à prostitution et agressions sexuelles. Si la démilitarisation de sociétés en guerre fait face à des résistances, c'est souvent parce que cela revient à remettre en cause certaines idées patriarcales. Dans une société qui se prépare à la guerre, les inégalités de genre augmentent. Une mine de réflexions subtiles et nécessaires, qui aurait cependant gagné à être plus synthétique. GG

Ed. Solanhets, 2015, 308 p., 15 €



## De quoi l'effondrement est-il le nom ?

Renaud Duterme



## L'effondrement, Petit guide de résilience en temps de crise

Carolyne Baker

Après le livre *Comment tout peut d'effondrer ?* de Pablo Servigne et Raphaël Stevens, deux nouveaux ouvrages sur le même thème. Dans le premier de ces livres, Renaud Duterme montre comment l'effondrement est déjà en cours sur le plan social avec la baisse rapide du niveau de vie des plus pauvres... puis des moins pauvres. Nous ne sommes pas égaux devant la crise et les recours à la technologie ne font qu'augmenter le fossé entre les plus riches et les autres, les plus riches espérant résister plus longtemps. L'auteur conclut que soit nous irons vers un monde copié sur la société israélienne, soit nous serons capables de réactiver la lutte des classes pour proposer un nouveau modèle de société d'inspiration libertaire.

Le second livre, écrit par une Etats-Unienne, critique le déni dans lequel vivent les consommateurs nord-américains, appelle à développer une vision positive (comme pour la transition), mais en étant le plus réaliste possible (les minorités seront les premières victimes, la condition des femmes peut régresser rapidement). Toutefois ce livre reste dans un "apolitisme" nord-américain typique : le développement personnel peut

certes aider, mais ne remplacera pas les luttes sociales. MB.

Ed. Utopia, 2016, 144 p., 8 €

Traduction Michel Durand, Ed. Ecosociété, 2016, 152 p., 10 €



## Écraseurs ! Les méfaits de l'automobile

Anthologie sous la direction  
de Pierre Thiesset

Cette anthologie nous livre des pépites méconnues de l'opposition à l'automobile depuis ses tout débuts. Dès le 18e siècle, des habitants de Paris bloquent les rues à l'aide de chaînes pour stopper les véhicules homicides. Lors de la Révolution française, des pétitions circulent. Ses auteurs se plaignent déjà que "vous ne pouvez faire un pas sans être exposés à perdre la vie", dénoncent les nombreux délits de fuite, l'ivrognerie des conducteurs qui conduit à "cette suite de meurtres non poursuivis". Au fil du temps, revient toujours cette critique d'un engin aux mains d'une caste de riches, qui donne la mort aveuglément. Cette remarquable collection de textes aura de quoi nourrir les réflexions sur l'absurdité et les méfaits de l'automobile, et donne à entendre une parole de révolte populaire trop longtemps passée sous silence. GG

Ed. Le pas de côté, 2015, 336 p., 16 €



## Un monde en paix

Jean Cot

L'auteur, ancien général commandant les forces de l'ONU pendant le conflit en ex-Yougoslavie, a entamé une longue réflexion sur les moyens d'éviter les guerres. Il livre ici de nombreuses réflexions intéressantes sur l'évolution actuelle des conflits, sur les insuffisances de l'ONU, de l'Union européenne ou la surpuissance des Etats-Unis. Malgré son intérêt pour les réflexions différentes, il ne développe pas le pourquoi du rapprochement entre la France et l'Allemagne (une des plus belles réussites de paix) ou ce que pourrait être la résolution des conflits sans passer par une armée (il connaît la non-violence, mais n'en reprend rien). Espérons qu'il poursuivra sa réflexion, en intégrant des questions comme la puissance des lobbys d'armement (qui ont besoin de la guerre), des limites écologiques de la planète... MB.

Ed. Charles-Léopold Mayer, 2016, 176 p., 10 €



## À table citoyens ! Pour échapper à la malbouffe et sauver nos paysans

Périco Légasse

Périco Légasse signe une charge, aussi virulente que juste, contre les terribles méfaits de "la malbouffe globalisée". Le célèbre et sagace chroniqueur gastronomique pointe "l'urgence des urgences : éradiquer la grande distribution", qui ne prospère qu'avec la complicité aveugle

ou, du moins, le comportement à très courte vue, des consommateurs dont "le degré d'irresponsabilité" interloque, effraie et courrouce.

L'auteur exhorte à l'indignation quant au contenu de nos assiettes, à "la résistance au libéralisme dépravé", couverts et verres à la main, à "repenser les lois régissant l'acte vital" de la sustentation. Son credo : se nourrir sainement, en préservant l'environnement et en valorisant le travail d'agriculteur (— trice) s respectueux (— euses) d'une certaine éthique. RH.

Ed. du Cerf, 2016, 96 p., 5 €



## Traverser Tchernobyl

Galia Ackerman

Partons à Tchernobyl, à la découverte d'une population clairsemée faite d'habitants qui bravent les interdits. Galia nous conduit à travers un environnement qui oscille entre désordre et nature luxuriante, à la rencontre de personnes qui sont retournées vivre dans les zones contaminées, par choix, pour ne pas mourir loin de leur terre et de leurs histoires particulières.

Il y est bien entendu question de contamination, de déchets radioactifs et de marché noir pour la ferraille ou certains aliments, mais il est surtout question de rencontres, de tendresse, de tristesse et de compassion pour une population qui n'a fait que subir les décisions d'une dictature communiste devenue capitaliste. Une population abandonnée, qui vit dans une misère noire comme le cataclysme qui s'est abattu sur leur simplicité. JP.

Ed. Premier Parallèle, 2016, 240 p., 18 €



## Disentiñ, Désobèir pour la langue bretonne

Stourmerien Ai'ta !

La langue bretonne va-t-elle disparaître ? Un collectif de désobéissance non violente a vu le jour, Stourmerien Ai'ta !, qui a réalisé différentes actions de sensibilisation en s'inspirant de ce qui se faisait déjà en Pays basque avec les Demo. Ce livre, bilingue, présente les actions faites depuis quelques années ainsi que des réflexions de militants pour la langue bretonne : occupation d'un relais de télévision, de gares pour des annonces en breton, de postes pour que les adresses puissent être écrites en breton, le long des routes pour une signalétique bilingue, d'universités pour des cours en breton... Richelement illustré, un livre pour réfléchir au devenir des langues régionales. MB.

Ed. Yoran Embanner (yoan-embanner.bzh), 2016, 128 p., 18 €





# La souris qui sauva toute une montagne

Alain Serres, Aurélia Fronty

**D**u fond de sa prison, Antonio Gramsci a transmis ce conte sarde à ses enfants. C'est un vrai bonheur que de le découvrir aujourd'hui, traduit en français et illustré de manière joyeuse, symbolique et naïve par Aurélia Fronty. Tout commence avec une souris qui renverse le bol de lait de Toni. Pour réparer sa maladresse, elle va aller à la recherche de lait, mais... sur cette terre sèche de Sardaigne, les chèvres n'ont pas d'herbe pour manger, la fontaine n'a plus d'eau à donner, la montagne n'a plus de pierres pour la réparer du fait de l'extraction minière... Mais en inversant la chaîne des malheurs, la vie va pouvoir être redonnée à l'île. Un conte écologique et philosophique fabuleux, qui sensibilise à la fragilité de l'écosystème et à sa capacité de régénération. GG

Dès 4 ans. Ed. Rue du Monde, 2016, 32 p., 16,5 €

Janis Jonevs réussit ici à présenter une période souvent tourmentée de la vie et de l'évolution de tout un chacun. JP.

Ed. Gaïa, 2016, 352 p. 23 €

B. D.



## Nous ne dirons rien de leurs femelles

Communardes Tome 3

Wilfrid Lupano et Xavier Fourquemin

Un troisième tome consacré à la place des femmes pendant la Commune de Paris, avec deux aspects nouveaux abordés : lors de l'occupation de couvents dans Paris, les révoltés découvrent des femmes prisonnières ; les propos "anti-femmes" qui ont été tenus lors des procès qui ont suivi l'insurrection. Tout cela glissé habilement par Wilfrid Lupano, le scénariste, dans une histoire de relations entre une jeune domestique, Marie, qui se politise et sa jeune maîtresse bourgeoise, Eugénie, qui tombe enceinte. La BD cite des historiennes d'aujourd'hui qui estiment que la répression féroce de cette époque a mis un terme pour une quarantaine d'années au mouvement féministe. MB.

Ed. Vents d'Ouest, 2016, 56 p. 14,50 €



## La comédie atomique

L'histoire occultée des dangers du nucléaire

Yves Lenoir

Engagé depuis 1986 à faire connaître les impacts sanitaires réels de Tchernobyl, Yves Lenoir décrypte le complexe millefeuille des institutions qui définissent les principes et les normes régissant l'exposition des populations et des travailleurs aux rejets radioactifs des installations nucléaires, en fonctionnement normal ou après un accident.

Il était impossible à Yves Lenoir d'être exhaustif sur un sujet aussi vaste embrassant 80 ans de nucléaire militaire et civil. Mais son livre n'en est pas moins une somme où l'on va de découverte en découverte sur la construction progressive de ce système radioprotectionniste, ses dissimulations, ses accointances avec les intérêts de l'industrie nucléaire, les motivations de ses acteurs, les péripéties de sa propagande, etc. Un ouvrage dense, riche et, cela ne gâche rien, fort bien écrit. XR

Éd. La Découverte, 2016, 320 p., 22 €

de conflits et fait des reportages ensuite signés de journalistes renommés qui eux attendent sagement dans un hôtel dans un pays voisin. Il est engagé pour enquêter sur la vie d'un célèbre violoniste qui vient d'être assassiné à Bagdad. Ce dernier a vécu sous plusieurs identités en Irak, Iran, Israël et Syrie. Il a eu un fils dans chacun des trois premiers pays. Au moment de son assassinat, en pleine guerre du Golfe, les trois fils sont présents : un dans l'armée américaine, un deuxième avec les chiites iraniens, le dernier avec les sunnites irakiens. Ce mélange des idéologies permet de décrire les conflits qui agitent la région depuis le début des années 1980. Sous couvert d'un roman, une réflexion intelligente sur les idéologies en temps de guerre. MB.

Traduction de Houda Ayoub et Hélène Boisson, éd. Seuil, 2016, 334 p. 21,50 €.



## Les seigneurs de la terre

T1 : l'appel de Cérés

Fabien Rodhain et Luca Malisan

En 1999, Florian, jeune avocat lyonnais à l'avenir prometteur, prépare son mariage. Son père, gros exploitant agricole de la Drôme lui demande d'assurer la traduction lors d'un voyage d'études en Amérique du Sud. Il y découvre les cultures OGM, la firme Misaint et les expulsions de petits paysans, les possibilités de la bio. Au retour, il se sent des envies de reprendre l'exploitation familiale. Mais son père ne veut pas entendre parler d'une reconversion en agriculture biologique et sa compagne ne veut pas renoncer à son luxueux niveau de vie... Le premier tome s'arrête en plein conflit... FV.

Préface de Pierre Rabhi, éd. Glénat, 2016, 48 p. 13,90 €



## Metal

Janis Jonevs

Avec ce roman, l'auteur nous invite à suivre l'évolution d'un adolescent incompris et à la recherche de repères auxquels se rattacher. La musique sera pour lui ce refuge et les paroles de révolte de Nirvana dans lesquelles il se reconnaîtra et auxquelles il se raccrochera. C'est donc dans un univers musical de plus en plus heavy metal qu'il évoluera et vivra son adolescence révoltée et insoumise. Comment conserver sa rage de vivre et passer à l'âge adulte sont certains des thèmes abordés dans ce roman qui saura également vous distraire avec finesse et réalisme moqueur ?



## Freedom Hospital

Hamid Sulaiman

Dans une ville du nord de la Syrie, la population manifeste pacifiquement. Nous sommes en 2011. Quand l'armée tire sur la foule, pas question de se faire soigner dans un hôpital classique, on risque d'y être arrêté et torturé. Yasmine, pharmacienne, initie alors un hôpital clandestin. L'Armée libre de Syrie, faite de déserteurs, protège un temps l'hôpital. La situation bascule avec l'arrivée de Daesh. Yasmine va s'enfuir en Turquie et rouvrira son hôpital dans un camp de réfugiés. Si le dessin

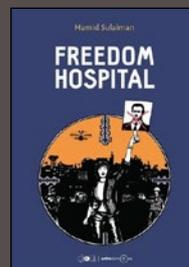
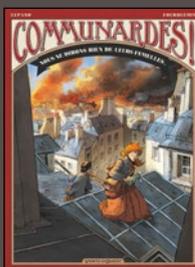
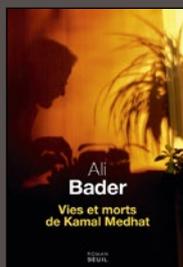
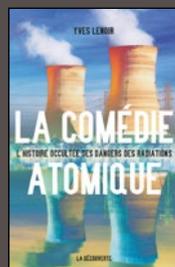
Romans



## Vies et morts de Kamal Medhat

Ali Bader

Le héros du livre est "ghost writer" au Moyen-Orient. Etant irakien, il se rend dans les zones



n'est pas génial — un noir et blanc surcontrasté — l'histoire sent le vécu. Chaque chapitre commence par une phrase du genre "Une semaine et 585 victimes plus tard", chaque arme visible est étiquetée du style "MI-28 fabriqué en Russie, armée syrienne". Les dialogues sont pleins d'émotions... Cela permet de comprendre comment d'une révolte pacifique, on peut arriver à l'imbroglio actuel. MB.

Traduction de l'anglais Renaud Cerqueux, éd. *Ça et Là/Arte*, 2016, 284 p., 23 €

## Jeunes



### Te souviens-tu de Wei ?

Gwenaëlle Abolivier, Zaï

Dès 8 ans. Cet album relate l'histoire de ces 140000 travailleurs chinois venus en France participer à l'effort de guerre entre 1916 et 1918. Employés à des travaux de force, officiellement loin du front, 20000 d'entre eux mourront. A la fiction narrative succède une partie documentaire qui retrace l'histoire méconnue de ces autres sacrifiés d'une Grande Guerre qui n'était pas la leur. Un cimetière leur est consacré à Noyelles-sur-Mer dans la Somme. GG

Ed. *HongFei*, 2016, 48 p., 15,5 €.



### Les enfants de l'espoir

Annick de Giry, Bruno Pilorget

Dès 9 ans. Ces huit portraits originaires d'Inde, des Philippines, de Colombie, du Malawi... montrent comment des enfants confrontés à des situations difficiles, voire inhumaines (non-instruction, esclavage, camps de réfugiés...) ont surmonté leur épuisement et leur peur et se sont battus et organisés pour faire avancer leurs droits collectivement. Très jeunes, ils ont su mobiliser d'autres personnes et remporter des victoires contre la violence, la pauvreté, l'exploitation... Plusieurs ont reçu le prix international de la paix des enfants ([www.kidsrights.org](http://www.kidsrights.org)). Des portraits illustrés de six pages chacun, qui donnent espoir et impressionnent, et donnent envie d'être partagés. GG

Ed. *des Eléphants/Amnesty International*, 2016, 62 p., 15 €

## Photos



### Architectures de terre dans l'Ouest africain

Bleu à l'ombre, ocre au soleil  
Cécile Tréal, Jean-Michel Ruiz  
et Jean-Paul Colley

Dans l'Ouest africain (Maghreb, Mauritanie, Mali), nombre de bâtiments sont construits en terre. La méthode traditionnelle qui consiste à utiliser les éléments que l'on a sous la main, et

donc avec la meilleure empreinte écologique possible. Cécile Tréal et Jean-Michel Ruiz ont photographié les architectures de terre, tandis que Jean-Paul Colley, anthropologue analyse l'importance de ce patrimoine, aujourd'hui souvent abandonné au profit du béton, alors que c'est pourtant ce qui fait tant rêver les touristes et les cinéastes. Maisons troglodytes, mosquées, ksour (villages fortifiés), casbah (casernes)... Magnifiques photos. FV.

Ed. *Imprimerie nationale*, 2016, 200 p., 55 €

## Musique



### PolyUrbaine

Zone Libre

Zone Libre est un projet de Serge Teyssot-Gay (guitariste de feu Noir Désir), associé à Cyril Bilbeaud, batteur multi-rythmes. Pour l'album *PolyUrbaine*, ils partagent les compositions avec les slameurs-rappeurs Marc Nammour (qui officie également sous le nom de La Canaille) et Mike Ladd des Etats-Unis. Cette mixture est une œuvre mélangeant avec réussite des rythmes funky, rock et hip-hop servis par des paroles des plus percutantes et touchantes. Ne serait-ce que pour le titre *La montagne* qui est une ode à la maman, cette compagne, cette montagne pleine d'amour. Autre titre remarquable, *A titre posthume* dans lequel Marc lâche quelques rimes bien acérées quant à une forme de religiosité qui promet monts et merveilles... après la vie ! Un groupe qui, à n'en pas douter, trace sa route avec un engagement assuré et assumé. JP.

*L'autre Distribution*, 2015, 9 titres, 62 mn, 12 €.



### Liberté chérie

Les yeux d'la tête

Dès les premiers accords, la légèreté du rythme et du verbe prend toute son ampleur. Les comparaisons de ce groupe festif et engagé ne s'en laissent pas compter et chacune de leur chanson est une ode, une poésie, à la vie, à l'amour et à l'humour. C'est que leurs influences tziganes à la guitare et françaises pour la gouaille verbale ne vous laissent pas une seconde de répit tout au long des 16 titres de ce troisième album. Les titres *J'crois plus en l'homme*, *Paris à vélo* ou *Il faut rêver* sont à eux seuls des appels à une bonne humeur qui connaît son apothéose avec le très féministe *Tais-toi et sois belle*. Ce sera comme Le feu sacré qui vous entraînera sur les pas de quelques danses sensuelles et endiablées à l'appel de ces airs vagabonds. JP.

*Production Fais et Ris*, 2016, 16 titres, 57 mn, 12 €

## Nous avons également reçu... 2/2

■ **Les maraudeurs**, Tom Cooper, éd. Albin-Michel, 2016, 416 p., 22 €. Après l'ouragan Katrina, les habitants du bayou essaient de reprendre vie. Cela se complique avec une marée noire. Lindquist, pêcheur manchot, cherche un trésor de pirate. Les jumeaux Troup font commerce de marijuana, deux losers essaient de leur piquer des plants. Wes Trench est en froid avec son père, tandis qu'un représentant de la compagnie pétrolière négocie le renoncement aux procès en arrosant les pêcheurs de dollars. Une sacrée ambiance.

## B. D.

■ **Les années rouge et noir**, T1. Après la guerre, Pierre Boisserie, Didier Convard, Stéphane Douay, éd. Les Arènes BD, 2016, 64 p., 17 €. Trois clans s'affrontent à la sortie de la guerre : les fascistes collabos, les gaullistes et les communistes. Alors que Paris est libéré, les collabos s'enfuient avec les fichiers de la préfecture. Début d'une saga qui a le mérite de montrer que les camps ne sont pas étanches et les alliances parfois surprenantes.

■ **La vie ou l'oubli**, Jean-Jacques Kissling, <http://www.jjkphoto.ch>, 2016, 20 p., 25 € ou à prix libre sur le site, des montages photos-dessins pour une petite histoire d'amour qui se passe dans un futur où l'on aura oublié que la zone de Tchernobyl est dangereuse. Oubli fatal.

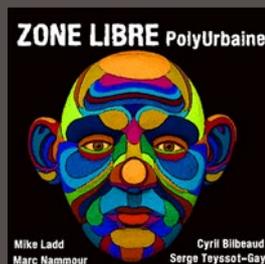
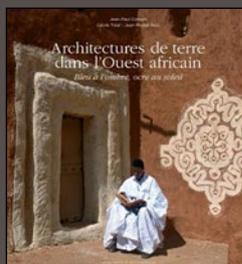
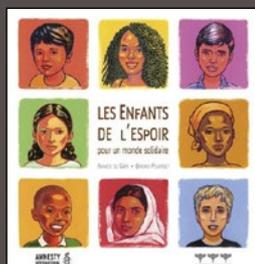
■ **La maison**, Paco Roca, éd. Delcourt, 2016, 128 p., 16,95 €. Deux frères et une sœur se retrouvent dans la maison familiale après la mort de leur père. Ils vont devoir vider la maison de vacances de leur enfance pour la mettre en vente. Les souvenirs surgissent à tout moment et la nostalgie monte. Garderont-ils la maison ? Superbement raconté par Paco Roca, déjà auteur de l'excellent "Tête en l'air."

■ **L'herbe folle**, Jean-François Charles, Maryse Charles, éd. Glénat, 2016, 128 p., 22 €. De nos jours, Pierre, prof aux Beaux Arts rencontre la fille d'amis tragiquement disparus. Il va lui raconter ce qu'il connaît de leur vie, les révoltes des années 1970, le retour à la terre, la drogue, l'amour libre, le rêve libertaire... Jolie histoire, mais malheureusement présentée comme si le phénomène n'existait plus.

## Jeunesse

■ **Le dragon qui crachait n'importe quoi**, Sylvain Zozin, Brice Follet, éd. Père Fouettard, 2016, 36 p., 13 €. Dès 4 ans. Voilà un dragon qui, au lieu de cracher du feu, se met du jour au lendemain à cracher des objets en tout genre : armoire, réveil, cuvette de w.c., vieux doudou baveux... Mais que se passe-t-il ? Très agréablement et joyeusement illustré, un récit coloré et assez amusant.

■ **S'unir c'est se mélanger. Une histoire de poules**, Laurent Cardon, éd. Père Fouettard, 2016, 52 p., 14 €. Dès 4 ans. Branle-bas de combat au poulailler : un coq blanc et une poule rousse ont disparu. C'est sûrement le renard ! Les poules de toutes couleurs se réunissent pour se concerter. Première étape : désigner l'ennemi. Puis trouver le meilleur moyen de se défendre, "La meilleure défense c'est l'attaque !" et enfin, chose la plus difficile : s'organiser ensemble. Les poules blanches, rousses et noires vont imaginer mille manières de se défendre sans se mélanger entre elles, avant d'accepter l'évidence... Illustrée avec un trait classique et sobre, une réflexion sur les réflexes bellicistes qui se mettent en place lorsqu'on est agressé, et sur la diversité et la mixité dans un groupe social.



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



# Quoi de neuf ?



## Recherche de nouveaux dépôts

Nous avons une érosion des points de vente pour diffuser la revue (fermeture de lieux alternatifs, magasins ne vendant plus de revues...), ce qui fait que nos ventes au numéro sont en baisse : nous sommes passés de 11 000 exemplaires en 2011 à 7000 en 2015.

Vous pouvez nous aider en nous communiquant des adresses de lieux où nous pourrions mettre la revue en dépôt : magasins bio, librairies indépendantes, commerces équitables, mais aussi stands sur les marchés, magasins ambulants...

Vous pouvez nous envoyer les contacts soit par courrier soit par le formulaire de contact sur notre site.

## Une journée des médias libres

La rencontre des médias libres à Meymac, du 26 au 28 mai 2016, a débouché sur plusieurs initiatives dont une qui concerne le grand public : à l'occasion de la "semaine de la presse à l'école" fin mars 2017, les

médias libres sont invités à organiser une journée des médias libres pour rappeler que la situation actuelle n'est pas satisfaisante.

En effet, suite aux rencontres qui ont suivi les attentats de *Charlie-Hebdo*, le Ministère de la culture a décidé d'allouer une aide aux médias libres d'un montant de 1,5 million par an. Or, le fonds pour les radios libres est actuellement de 30 millions et les aides à la presse classique de 1,5 milliard. Les médias libres (dont Silence) demandent une meilleure répartition des aides de l'Etat.

## Lisez les anciens numéros à prix libre

La liste des anciens numéros disponibles à la vente est indiquée ci-contre. Au fur et à mesure que les numéros s'épuisent, ils sont mis progressivement en téléchargement à prix libre sur notre site internet (nous remontons actuellement jusqu'au n°317 + 25 numéros plus anciens, soit plus de 120 numéros accessibles). Si vous avez besoin d'un numéro plus ancien, laissez-nous un message via le formulaire de contact du site et nous essaierons de le mettre en priorité en téléchargement.

# Silence, c'est vous aussi...

## Venez nous voir les 15 et 16 septembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : 13 et 14 octobre, 17 et 18 novembre, 15 et 16 décembre...

## Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 15h30 les mercredis 21 septembre (pour le n° de novembre), 19 octobre (pour le n° de décembre), 23 novembre (pour le n° de janvier)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h. N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

*Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple) :*

**Réd'acteur** : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

**Stand'acteur** : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de Silence.

**Relai local** : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

**Don'acteur** : Silence est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur : [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net) / rubrique : Comment participer

## Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmann.dutriez@wanadoo.fr
- > **Alpes-Maritimes.** Marc Gérenton, mgerenton@free.fr
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclauded.goffroy@orange.fr
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance, 18, rue de Brasse, 90000 BELFORT, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63290 Pasières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 09 51 69 25 21, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Lorraine.** Véronique Valentin, 26, rue de l'Orme, 54220 Malzeville, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83. Brig Laugier, 40, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 01 80 06 58 26, brig.gisors@gmail.com
- > **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne.** Pascal Vuillaume c/o Agnes DUCA 8 les parichets 77120 Beauthel, pvuillaume75@gmail.com

## Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an. Envoyez-nous leurs adresses sur papier libre (ainsi que la vôtre) et un chèque de 100 €.

## Partenaires

**laNef** société coopérative de finances solidaires  
Les finances de Silence sont gérées par des comptes de la société financière La Nef. [www.lanef.com](http://www.lanef.com)

**enercoop** MILITANTE  
L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. [www.enercoop.fr](http://www.enercoop.fr)

**Sortir du Réseau nucléaire**  
Silence est adhérent du Réseau "Sortir du nucléaire". [www.sortirdunucleaire.org](http://www.sortirdunucleaire.org)

**Médias libres**  
La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin, 07502 Guilhaud-Granges. Tél. 04 75 44 54 96. [www.impressions-modernes.fr](http://www.impressions-modernes.fr)  
Silence est membre de la Coordination des médias libres. [www.medias-libres.org](http://www.medias-libres.org)



# Affiche

100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €



Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. Autres pays, nous consulter.

# Commandes

## Numéros disponibles

- 407 Vivre sans internet
- 409 Un autre cercle est possible
- 410 L'agonie du nucléaire
- 411 Déraciner le racisme
- 412 Slow des lents demains qui chantent ?
- 415 Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?
- 416 Les limites des écoquartiers
- 417 Transition et engagements politiques
- 418 Sortir de la démesure
- 422 Décolonisons nos luttes
- 426 D'autres formes de démocratie
- 428 La forêt brûle
- 429 Que vivent nos 75 langues régionales !
- 431 Soutenir les lanceurs d'alertes
- 432 Loi Duflot : pour mieux se loger ?
- 433 Renverser nos manières de penser

- 434 Militer en beauté
- 435 Sauver le climat par le bas
- 437 Energies renouvelables, un virage à prendre
- 438 Végétarisme, un peu, beaucoup, passionnément
- 439 Écologie et féminisme : même combat ?
- 440 Le renouveau de l'Éducation populaire ?
- 442 Océans, l'urgence méconnue
- 443 Nucléaire : Faut-il que ça pète pour qu'on l'arrête ?
- 444 Coopératives, question de taille
- 445 Extraction minière ni ici, ni ailleurs
- 446 Quelle non-violence en temps de guerre ?
- 448 Tout le monde en selle !

## Numéros régionaux

- 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron
- 414 Ain
- 419 Picardie
- 430 Corse
- 436 La Réunion
- 441 Aude et Pyrénées-Orientales
- 447 Seine-et-Marne et Val d'Oise

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire). Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger : 2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :

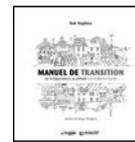
## Livres

L'écologie en 600 dates, 84 p. - 12 €\*



A l'occasion de ses 30 ans, la revue *Silence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.

Manuel de transition, 212 p. - 20 €\*\*



Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devient le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

Un écologisme apolitique ? 80 p. - 7 €\*\*\*



Dans ce court pamphlet, deux militants anglais, P. Chatterton et A. Cutler, proposent une critique constructive de la Transition. Ils soutiennent qu'elle aurait avantage à identifier ses "ennemis" politiques et ainsi renouer avec une approche de confrontation qui caractérise d'ordinaire les mouvements sociaux. Pour les auteur.e.s, il ne faut pas perdre de vue qu'il faut lutter pour qu'adviennent les changements souhaités.

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : \* 4€ / \*\* 4,5€ / \*\*\* 2€. Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement automatique.

# Je m'abonne à Silence

## MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

### France métropolitaine

- Découverte 1<sup>er</sup> abonnement 6 n° 20 €
- Particulier 1 an 46 €
- Bibliothèque, association... 1 an 60 €
- Soutien 1 an 60 € et +
- Petit futé 2 ans 74 €
- Petit budget 1 an 32 €
- 5 abonnements Découverte offerts 100 €

### Autres pays et Dom-tom

- Découverte 1<sup>er</sup> abonnement 6 n° 27 €
- Particulier 1 an 55 €
- Bibliothèque, association... 1 an 68 €
- Soutien 1 an 60 € et +
- Petit futé 2 ans 85 €
- Petit budget 1 an 39 €

- Groupés à la même adresse
- par 3 ex. 1 an 115 €
- par 5 ex. 1 an 173 €

Abonnement en ligne : [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)

Total de votre règlement :

RUM (sera rempli par Silence) :

### Type de paiement :

#### Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 11 € par trimestre (abonnement normal)
- ..... € par trimestre (abonnement de soutien)

#### Paiement ponctuel :

- ..... € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

### Débiteur

Nom et prénoms :

Adresse :

Code Postal :  Ville :  Pays :

### Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN :

BIC :

CRÉANCIER : SILENCE 9, rue Dumenge 69317 LYON Cedex 04 FRANCE I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre). Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Fait à :  Le :   
Signature :

### Vos coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :  Ville :

Courriel :

Je désire recevoir la s!berlettre mensuelle.

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

# Portraits sous la tempête

Les deux photographes Benjamin Von Wong et Kelly DeLay se sont associés pour réaliser une série de portraits, pris devant de réelles tempêtes en évolution aux Etats-Unis.

Cela a nécessité des séances de prises de vues de 15 minutes maximum, et une course-poursuite avec la tempête pour trouver l'endroit du bon cliché.

Les auteurs souhaitent inciter à dépasser le sentiment d'impuissance face au changement climatique, et faire comprendre l'impact de l'action individuelle sur celui-ci. Ces clichés pointent le décalage entre nos préoccupations quotidiennes et l'ampleur du changement de climat que nous sommes en train de vivre.



▲ "Le changement climatique ne se soucie pas des actualités"

◀ "Le changement climatique ne se soucie pas de votre travail!"